



itfc

Société Internationale
Islamique de Financement
du Commerce

TRANSFORMATION

POUR PLUS D'IMPACT

COMMERCE



ÉNERGIE



AGRICULTURE



DÉVELOPPEMENT



80 70 60 50 40 30 20 10 0 0 10 20 30 40 50 60 70 80

RAPPORT
ANNUEL 2019



Thème

TRANSFORMATION POUR PLUS D'IMPACT

La mise en œuvre de la stratégie sur dix ans, accompagnée d'une restructuration et d'une réorganisation organisationnelles, a créé un nouvel élan, égayant encore les perspectives de croissance future.

L'ITFC se doit de capitaliser sur cet élan afin de pérenniser son succès grâce aux solutions et aux programmes commerciaux intégrés pour mieux répondre aux besoins des pays membres et toucher davantage de personnes.





table des
matières



01

Créer des solutions commerciales pour un impact durable (03)

02

Transformation pour promouvoir (25)

03

Offrir des solutions commerciales pour répondre aux besoins de financement de l'OCI (37)

04

Créer un environnement favorable pour faire progresser le commerce et le développement économique (53)

05

Accroître l'impact grâce aux partenariats stratégiques et au dialogue politique (84)

06

États financiers vérifiés de 2019 (97)

07

Annexes (129)



**CRÉER DES
SOLUTIONS
COMMERCIALES
POUR UN
IMPACT
DURABLE**





Lettre du Conseil D'administration a l'assemblée générale

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux, le Compatissant

S.E. le Président
Assemblée générale de la Société islamique internationale de financement du commerce

Assalamu Alaikum wa Rahmatullahi wa Barakatuh

Conformément à l'article 26, paragraphe 1, des statuts de la Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (ITFC), j'ai l'honneur de présenter le rapport annuel de l'ITFC pour l'année 2019 aux honorables membres de l'Assemblée générale, au nom du Conseil d'administration de l'ITFC. Le rapport met en évidence les activités, les réalisations et les états financiers vérifiés de l'ITFC pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Sincèrement,

Dr. Bandar M. H. Hajjar
Président du Conseil d'Administration



Message du Directeur Général

Au nom d'Allah, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'ITFC pour l'année 2019. Depuis la création de l'ITFC en 2008, notre mandat a toujours tourné autour du développement de chaînes de valeur durables et de la stimulation du commerce entre les pays membres de l'OCI ; notre travail est devenu une force puissante pour apporter un changement socio-économique durable dans le monde en développement.

En 2019, nous avons eu un environnement économique difficile et poursuivi la transformation de nos activités afin d'avoir un plus grand impact sur nos pays membres. Je suis heureux d'annoncer qu'en 2019, les autorisations cumulées de financement du commerce ont atteint 51 milliards de dollars US, tandis que les décaissements se sont élevés à 40,6 milliards de dollars US, le soutien au commerce étendu aux secteurs critiques de l'énergie, de l'agriculture et des PME, entre autres. Dans le même temps, le montant cumulé des fonds mobilisés auprès des banques et institutions financières partenaires a atteint 31 milliards de dollars, ce qui reflète le rôle crucial de catalyseur de l'ITFC pour attirer des fonds pour les transactions commerciales à gros volume des pays membres.

Pour l'année 2019, les autorisations de financement du commerce de l'ITFC ont atteint 5,8 milliards de dollars US, soit une augmentation de 12 %, par rapport aux 5,2 milliards de dollars US de 2018. Les décaissements ont atteint 4,98 milliards de dollars US, soit une augmentation de 8,7 %, contre 4,58 milliards de dollars US en 2018. Les fonds mobilisés auprès des banques et des institutions financières partenaires ont atteint environ 3,7 milliards de dollars US, soit 62 % du total des autorisations.

L'ITFC a également clôturé l'année avec de solides résultats financiers, avec un revenu brut plus élevé atteignant 71,33 millions de dollars US (en hausse de 32 %) et un total des actifs s'élevant à 1,04 milliard de dollars US. Sa stratégie consiste à fournir un financement commercial pour soutenir les secteurs cruciaux des pays membres ainsi que des programmes de soutien : renforcement des capacités et développement du commerce pour les PME et les exportateurs.

En ce qui concerne le financement du commerce, l'ITFC a étendu le financement du commerce aux gouvernements, aux entreprises du secteur privé et public et aux petites et moyennes entreprises (PME) par le biais de lignes de financement accordées aux banques locales et régionales. En 2019, l'ITFC a continué d'accorder des financements à plusieurs pays membres dans le cadre d'accords-cadres pluriannuels pour de nombreux clients souverains à gros budget.

51 milliards
de dollars

d'approbations cumulées de
financement du commerce
en 2019

31 milliards
de dollars

de fonds cumulés au total

Dans le domaine du développement du commerce, la société a étendu ses services, son assistance technique et ses activités de renforcement des capacités par divers programmes dont certains ont été lancés en 2018, tels que : (i) Programme de développement des exportations de café de l'Indonésie ; (ii) Programme pour les PME de l'Afrique de l'Ouest ; (iii) ; et (iv) Projet sur les aflatoxines en Gambie.

En outre, des progrès notables ont été réalisés dans plusieurs programmes phares comme le programme de passerelles commerciales arabo-africaines (AATB) : Afreximbank, BADEA, ICIEC, BID et des pays tels que la République arabe d'Égypte, le Royaume du Maroc et le Sénégal. En outre, l'expansion à la région de la CEI a eu lieu pour promouvoir le financement du commerce islamique par une série d'ateliers ciblant les banques centrales.

En 2019, l'ITFC a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie décennale, conformément à la stratégie décennale du groupe de la BID, ainsi qu'au plan quinquennal du président du groupe de la BID (P5P). La société est entrée dans la phase de renouvellement, après avoir terminé la phase de reconstruction en 2018. La phase de renouvellement met l'accent sur l'amélioration de l'activité en explorant de nouvelles opportunités dans les domaines de la numérisation, de l'innovation et du commerce qui seront également au centre des préoccupations à partir de 2020.

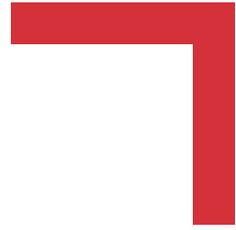
Enfin, je voudrais dire qu'en travaillant avec nos partenaires, nous avons ensemble réalisé des progrès considérables pour faire avancer le commerce et améliorer la vie dans les pays membres. J'exprime ma sincère reconnaissance au président et aux membres estimés du conseil d'administration de l'ITFC pour leur soutien et leurs conseils continus. Nous remercions également tous les membres du personnel de l'ITFC pour leur dévouement et leur service à l'organisation.



Ing. Hani Salem Sonbol
Directeur Général

Conseil d'administration





Hon. Ahmad Jefri Abd Rahman
IsDB



Hon. Ali Hemdan Ahmed
IsDB



Hon. Feras Al Khalifa
Group C



Hon. Dr. Hamad Bin Suleiman Al Bazai
IsDB



Hon. Dr. Syed Pervaiz Abbas
Group A



Hon. Zul-Kift Salami
Group B

Équipe de Direction



Eng. Hani Salem Sonbol
Directeur Général



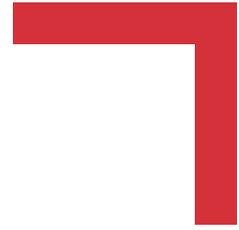
Abdihamid Aweis Abu
General Manager,
Trade Finance Department



Ahmed M. Yousef Jan
General Manager,
Treasury Department



Mohammad Hafiz Emrith
General Manager, Strategy &
Organizational Performance Office
(Acting) General Manager, Finance Department



F A I T S

Financiers Marquants De ITFC

Faits Financiers et Operationnels Marquants 2019 (FACT SHEET)



Début des operations

**Janvier
10, 2008**



Capital autorisé

**US\$3
milliards**



Siege

**Jeddah,
Arabie Saoudite**



Capital souscrit

**US\$857.19
million**



Membre

**Groupe de la
Banque
Islamique de
Développement**



Capital libere

**US\$749.788
million**



Mandat

**Contribuer au
développement
économique des Pays
Membres a travers la
promotion du commerce**

Operations de financement du commerce approuvées

**US\$5,841
million**

Appobation par secteur



Energie
US\$4,449
million;



**Alimentation &
Agriculture**
US\$565
million;



Finance
US\$677
million



Autres
US\$150
million

Decaissements

US\$4,977
million

Approbation par région

Asie & Moyen-Orient
US\$3,809
million;

Afrique
US\$2,032
million

Soutien au secteur privé

US\$821
million

Soutien au commerce intra OIC

US\$3,934.5
million



Part Portefeuille des PMMA

36%

Nombre de pays membres desservis

26

Nombre d'opérations

84

FAITS OPÉRATIONNELS MARQUANTS DE L'ITFC

Autorisations commerciales

(US\$ Mil)

 Bangladesh	815 Pétrole, Finances	 Maroc	40 Soufre
 Burkina Faso	393 Pétrole, coton, finances	 Nigeria	24 Finance
 Cameroun	180 Pétrole, coton	 Pakistan	1,107 Pétrole
 Comores	111 Pétrole, Riz	 Régional	100 Finance
 Cote d'Ivoire	87 Finance	 Sénégal	278 Pétrole, Alimentation
 Djibouti	210 Pétrole	 Suriname	25 Alimentation, produits pharmaceutiques, pétrole
 Egypt	880 Pétrole, Alimentation	 Tajikistan	20 Pétrole, Alimentation
 Gambie	55 Pétrole, Alimentation	 Togo	62 Pétrole
 Indonésie	95 Huile de palme brute, Textile	 Tunisie	280 Pétrole, gaz
 Kyrgyzstan	9 Finance	 Turkey	418 Finance
 Maldives	400 Pétrole, Alimentation	 EAU	9 Pétrochimie
 Mali	72 Pétrole, Alimentation	 Uganda	10 Finance
 Mauritanie	105 Pétrole	 Uzbekistan	56 Pétrole, alimentation, finances

Grand Total: 5,841

Programmes Flagship



Conçu dans le but de développer les liens commerciaux et d'investissement entre les pays arabes et africains, d'accroître les opportunités économiques et de promouvoir une croissance durable et inclusive dans les pays arabes et subsahariens de L'OCI.



Programme des PME d'Afrique de L'Ouest
Un programme de renforcement des capacités et de financement du commerce combiné visant à améliorer la capacité des PME et des banques partenaires retenues afin d'obtenir un meilleur taux d'approbation et de générer davantage de revenus pour L'ITFC grâce à un meilleur taux d'utilisation des lignes de financement de L'ITFC placées auprès des banques partenaires

aftias

Aid for Trade Initiative
for the Arab States

AFTIAS est un programme multi-donateurs, multi-pays et multi-agences, qui vise à "encourager le commerce arabe en renforçant la compétitivité des entreprises ainsi qu'en facilitant les échanges

Programmes Intégrés



Interventions
ciblées



Uzbekistan
Integrated Solutions



Burkina Faso
Integrated Solutions



Comoros
Integrated Solutions



Pakistan
Integrated Solutions

Nouveaux Produits

LC Confirmation

de la LC est un outil important que L'ITFC vise à mettre en œuvre en vue de satisfaire les transactions commerciales des pays membres.

Salam est un outil de financement

du commerce visant à répondre à la demande du marché pour que les pays membres puissent financer les produits agricoles de manière rationnelle.

Interventions ciblées



Reverse Linkage
Between Guinea
and Tunisia on
Agriculture
Value Chains



Aflatoxin
Mitigation
Program in
the Cambia



Islamic Trade
Finance
Training for CIS
countries' Central
Banks+ Afghanistan



Institution islamique leader en financement du commerce

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) est membre du groupe de la Banque Islamique de Développement (BID). Elle a été créée avec l'objectif principal de faire progresser le commerce entre les pays membres de l'OIC, ce qui contribue en fin de compte à l'objectif global d'amélioration des conditions socio-économiques des populations à travers le monde. Ayant démarré ses activités en janvier 2008 (Muharram 1429H), ITFC a depuis lors consolidé toutes les activités de financement du commerce qui étaient auparavant gérées par différents guichets au sein du Groupe de la BID. L'obtention de la note A1 par Moody's reflète la solvabilité et la solidité financière de la société qui lui permettent de répondre rapidement aux besoins de ses clients dans un environnement commercial axé sur le marché.

Depuis 2008, l'ITFC a fourni plus de 51 milliards de dollars US aux pays membres de l'OIC, ce qui en fait le principal fournisseur de solutions commerciales pour les besoins des pays membres. Ayant pour mission de devenir un catalyseur du développement du commerce pour les pays membres de l'OIC et au-delà, la Société aide les entités des pays membres à obtenir un meilleur accès au financement du commerce et leur fournit les outils nécessaires au renforcement des capacités liées au commerce, ce qui leur permet de rivaliser avec succès sur le marché mondial.



Vision

L'ITFC est fournisseur leader de solutions commerciales des besoins des pays membres de l'OIC

Mission

L'ITFC est catalyseur du développement du commerce parmi les pays membres de l'OIC et au-delà



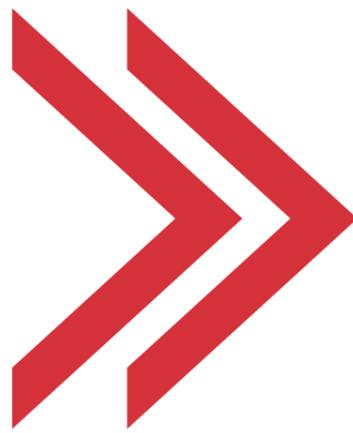
JAN

En collaboration avec L'ITFC, l'Autorité Saoudienne de Développement des Exportations (SAUDI EXPORTS) lance l'Initiative de Promotion du Financement des Exportations - dans le cadre d'un accord visant à fournir un financement aux exportateurs locaux et aux importateurs internationaux de marchandises saoudiennes.



L'ITFC a organisé un atelier sur le financement du commerce islamique en partenariat avec L'Ouzbékistan Banking Association et partiellement sponsorisé par la PSB Bank - Ouzbékistan

Start



AVRIL

L'ITFC signe six accords commerciaux de premier plan de plus de 1,1 milliard de dollars US avec les pays membres de L'OCI, y compris les régions CEI, MENA, Amérique du Sud et Afrique subsaharienne, lors de la 44ème réunion annuelle du Groupe de la BIsD à Marrakech - Maroc.



L'ITFC, en partenariat avec L'IE School of Global and Public Affairs (IE) et L'ITC, a célébré le lancement en Espagne du tout nouveau programme « Executive Master in Internationalization and Trade "EMIT". »



FÉV

L'ITFC met à disposition plus de 380 millions de dollars US par le biais de la Turk Eximbank en vue de soutenir les PME Turques



L'ITFC signe une convention de financement de 154 millions de dollars avec la STEG dans le cadre du financement de l'importation de gaz naturel en Tunisie

MAR

L'ITFC inaugure la cérémonie de remise des diplômes du "Programme de formation et d'emploi pour l'exportation (TREE)" en Egypte - Le programme vise à former et à responsabiliser la jeunesse égyptienne en mettant en place un cadre de spécialistes de l'exportation qui se prêtent au recrutement par les entreprises exportatrices égyptiennes.



L'ITFC a organisé un atelier sur le financement du commerce islamique à Bichkek - République kirghize en partenariat avec la Banque centrale afin d'aider les institutions financières locales à renforcer leurs capacités en matière de financement du commerce et de Finance Islamique.

MAI



L'ITFC, en partenariat avec Dubai Exports, organise la deuxième réunion des acheteurs/vendeurs Arabo-africains sur les produits agroalimentaires dans le cadre du programme AATB – attirant 40 entreprises africaines et assistant à plus de 200 rencontres B2B.



JUIN

L'ITFC et le FCI ont signé un protocole d'accord en vue de créer un nouveau chapitre sur l'affacturage islamique au sein du réseau du FCI - le chapitre comprendra des leaders d'opinion de la région, afin d'accroître les possibilités de financement des PME par le biais de l'affacturage islamique.



L'ITFC a annoncé la mise en œuvre réussie d'un financement commercial de 1,13 milliard de dollars US en faveur de l'Égypte, en présence des ministres de : Investissement et coopération internationale, Ressources pétrolières et minérales, Approvisionnement et commerce intérieur et Planification. Le financement comprenait 393 millions de dollars US pour l'achat de blé et de riz et 737 millions de dollars US pour l'achat de produits pétroliers



Our Vision

"ITFC is the leading provider of trade solutions for OIC member countries' needs"

Our Mission

"ITFC is a catalyst for trade development among OIC member countries and beyond"



JULY



Le programme de développement des exportations de café de L'ITFC voit plus de 300 caféiculteurs du nord de Sumatra bénéficier de nouvelles techniques visant à améliorer la production tout en luttant contre le changement climatique lors d'une cérémonie de remise de diplômes aux caféiculteurs qui ont suivi la série d'ateliers de formation et de renforcement des capacités.



OCT

L'ITFC signe un accord-cadre de 1,5 milliard de dollars avec les Maldives, en présence du président des Maldives Ibrahim Mohamed Solih, en vue du financement des secteurs clés du carburant, qui est un produit de base très précieux pour l'économie des Maldives.



NOV

L'ITFC a hébergé et lancé des programmes intégrés au Sénégal – Dans le cadre du programme AATB, l'ITFC a organisé la 2e réunion du Conseil d'administration, la 3e réunion des acheteurs/vendeurs de produits pharmaceutiques et des industries connexes en partenariat avec la BADEA et en collaboration avec Saudi Exports et L'ACAME ; et L'OCP Afrique et L'ITFC met sur pied le OCP Mobile School Lab.



Lancement du Programme PME Afrique de l'Ouest au Sénégal lors de la visite officielle et sous le haut patronage de S.E. Amadou Hott, Ministre de l'Economie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal.



SEPT

Lors d'une Visite officielle à Djibouti - Accord-cadre de 600 millions de dollars pour des solutions commerciales en République de Djibouti afin de renforcer sa sécurité énergétique et son développement socio-économique

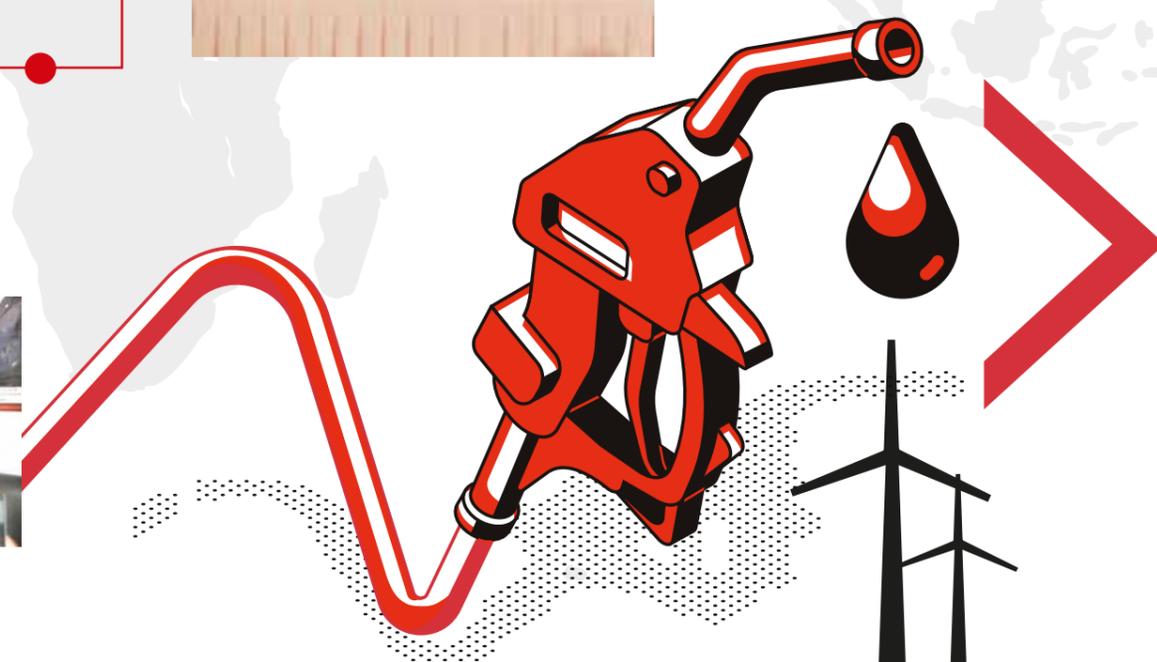


DÉC

Le Forum des Partenaires de L'ITFC 2019 - un forum financier organisé par L'ITFC qui convie ses partenaires de syndicats et de trésorerie d'institutions financières, de banques et de fonds internationaux, régionaux et locaux.



ITFC PARTNERS FORUM 2019
Investing for Impact



Objectifs stratégiques de l'ITFC



Le plan stratégique décennal de l'ITFC reflète le rôle et l'ambition de devenir un facilitateur du commerce d'envergure mondiale et de devenir ainsi « le **principal fournisseur de solutions commerciales pour les besoins des pays membres de l'OCI** ».

Les éléments de la stratégie décennale des objectifs de la BID, à laquelle l'ITFC contribue, sont explicitement recréés dans le plan stratégique de l'ITFC. L'ITFC a identifié trois objectifs stratégiques comme centraux dans sa contribution à la réalisation de la vision plus large de la BIDG. Il s'agit notamment d'augmenter :



Plus précisément, les objectifs stratégiques de l'ITFC sont soutenus par trois piliers stratégiques :



La contribution de l'ITFC au développement du secteur privé dans les pays membres est importante, étant donné que le commerce est le principal moteur du développement économique.

L'élargissement de la coopération entre les pays membres est facilité par les solutions commerciales de l'ITFC, qui vise spécifiquement à accroître le commerce entre les pays membres.

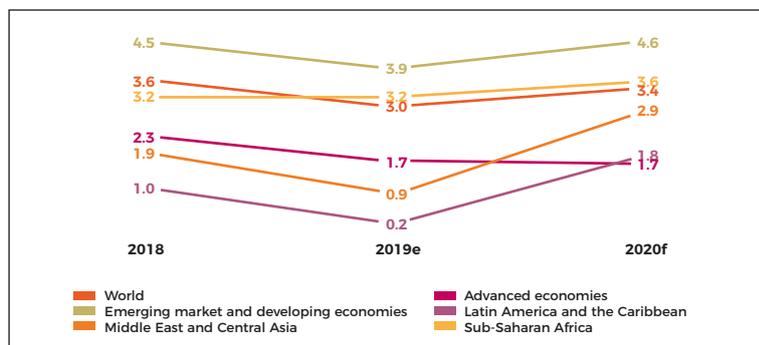
L'ITFC se concentre sur le développement de solutions de financement du commerce islamique, à la fois en fournissant ses propres produits et en travaillant avec les banques locales pour accroître leur capacité à fournir de tels produits.

Perspectives de l'économie et du commerce mondiaux

Vue d'ensemble de l'économie mondiale

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a abaissé sa dernière estimation de la croissance économique mondiale pour 2019 à son plus bas niveau depuis le déclenchement de la crise financière en 2008, à 2,9 % ; 0,3 % de moins que sa précédente prévision au début de 2019. Ses prévisions pour l'année prochaine 2020 étaient de 3 %, soit 0,4 % de moins que la précédente. De même, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé ses perspectives de croissance mondiale à 3,0 % pour 2019 et ses projections de croissance à 3,4 % en 2020 (figure 1) en raison d'une éventuelle reprise « des performances économiques d'un certain nombre de marchés émergents d'Amérique latine, du Moyen-Orient, marchés émergents subissant des pressions macroéconomiques ». Les deux groupes ont averti que des tensions commerciales croissantes freinent les perspectives de croissance de l'économie mondiale. En outre, le FMI a attribué les faibles prévisions de croissance mondiale à un déclin « géographiquement étendu » de l'industrie et du commerce mondiaux.

Figure 1 Taux de croissance entre 2018 et 2020 (en pourcentages)



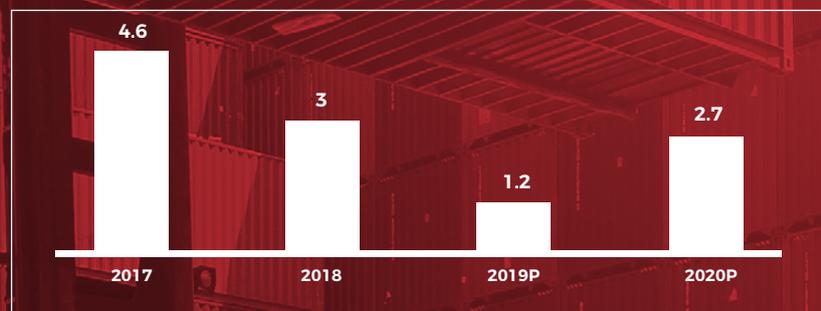
Les mesures de relance budgétaire dans les économies avancées et les marchés émergents ont permis d'atténuer l'impact des crises économiques comme les tensions commerciales, qui ont réduit les projections de croissance du PIB mondial de 0,8 % en 2020. Sans ces incitations, les estimations de la croissance mondiale pourraient avoir chuté à 2,5 % en 2019 et 2,9 % en 2020.

Les économies développées devraient connaître un taux de croissance constant de 1,7 % en 2019 et 2020, tandis que les marchés émergents et les économies en développement devraient s'accélérer, passant de 3,9 % en 2019 à 4,6 % en 2020. En revanche, les estimations de croissance pour la région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale ont été revues à la baisse, à 0,9 % en 2019, mais devraient atteindre 2,9 % l'année prochaine en raison de l'affaiblissement du marché mondial du pétrole.

APERÇU DU COMMERCE MONDIAL

L'augmentation des tensions commerciales et le ralentissement de l'économie mondiale ont également entraîné une forte baisse des prévisions de croissance du commerce en 2019 et 2020, et le commerce mondial de marchandises ne devrait plus augmenter que de 1,2 % en 2019, soit beaucoup moins que les prévisions de croissance, qui étaient de 2,6 % au début de 2019 selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « L'augmentation prévue en 2020 est maintenant de 2,7 %, contre 3,0 % précédemment (figure 2). Les économistes avertissent que les risques de baisse restent élevés et que la projection pour 2020 dépend d'un retour à des relations commerciales plus normales ».

Figure 2 Commerce annuel de marchandises dans le monde (changement %)



En raison du degré élevé d'incertitude associé aux prévisions commerciales dans les circonstances actuelles, le taux de croissance estimé du commerce mondial en 2019 se situe dans une fourchette de 0,5 à 1,6 %. Mais l'OMC a averti que la croissance des échanges pourrait tomber en dessous de cette fourchette si les tensions commerciales continuaient à s'intensifier. D'autre part, la fourchette des valeurs financières pondérées en fonction des échanges est plus large pour 2020, allant de 1,7 % à 3,7 %.

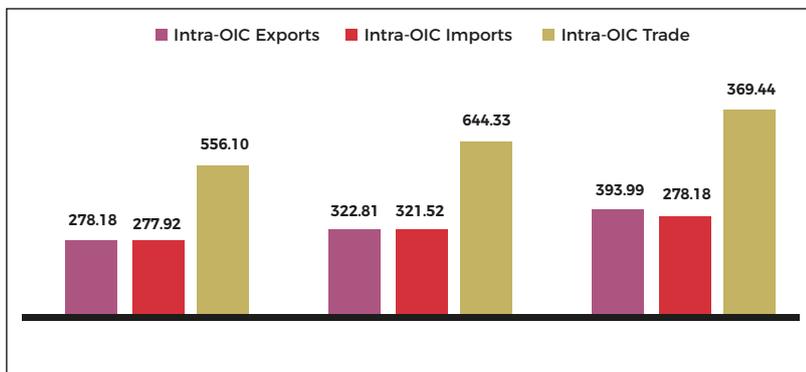
Le rapport de l'OMC a montré que l'Amérique du Nord a connu le taux de croissance des exportations les plus rapides au cours du premier semestre de 2019, avec 1,4 %, suivie par l'Amérique du Sud avec 1,3 %, tandis que les exportations européennes et asiatiques n'ont augmenté que de 0,7 % chacune. En termes de croissance des importations, l'Amérique du Nord est également en tête avec 1,8 %, tandis que la demande de biens étrangers est restée stable en Europe et a diminué en Amérique du Sud et en Asie.

Performance économique et commerciale des pays de l'OIC

Les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OIC) ont également eu leur part dans les projections de taux de croissance en baisse. La croissance moyenne du PIB global des pays Membres devrait s'établir à 2,7 % en 2019, soit un taux inférieur à celui de 3,4 % enregistré en 2018. Toutefois, en 2020, les pays membres de l'OIC devraient enregistrer un meilleur taux de croissance, atteignant près de 5 % en moyenne. En prix courants, la part des États membres de l'OIC dans le PIB mondial est d'environ 8 %, soit 6,6 milliards de dollars US sur les 86,6 milliards de dollars US estimés par le FMI en 2019. Le Membre est encore bien en deçà des économies individuelles telles que les États-Unis et la Chine, qui devraient chacun enregistrer des parts plus élevées, respectivement de 21 000 milliards et 14 000 milliards de dollars, à la fin de 2019.

Toutefois, une croissance du PIB supérieure à 10 %, en 2018, en prix courants en dollars US, a été enregistrée dans les pays suivants : Albanie, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Libye, Malaisie, Mozambique, Niger, Oman, Qatar, Sénégal, Suriname, Tchad et Togo. La même chose est attendue d'ici la fin de 2019.

Figure 3, calculs ICDT et UNCTAD en US\$ milliard Intra-OIC 2016-2018



Le commerce entre les pays de l'OCI a connu une tendance à la hausse de 18 % du volume total du commerce de l'OCI, soit 644 milliards de dollars US en 2017 à plus de 763 milliards de dollars US en 2018 (figure 3). Cela est également bien remarqué en ce qui concerne la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des États membres, qui est passée de 18,69 % en 2016 à 21,22 % en 2018, soit une augmentation de 13,5 %. Quant à la part du commerce de l'OCI par rapport au commerce mondial, elle a connu une tendance constante entre 2016 et 2018 qui a représenté 9,29% du commerce mondial en 2016 contre 9,22% en 2018.

Les exportations des pays de l'OCI ont enregistré une augmentation constante entre 2016 et 2018 (278 milliards de dollars US à 394 milliards de

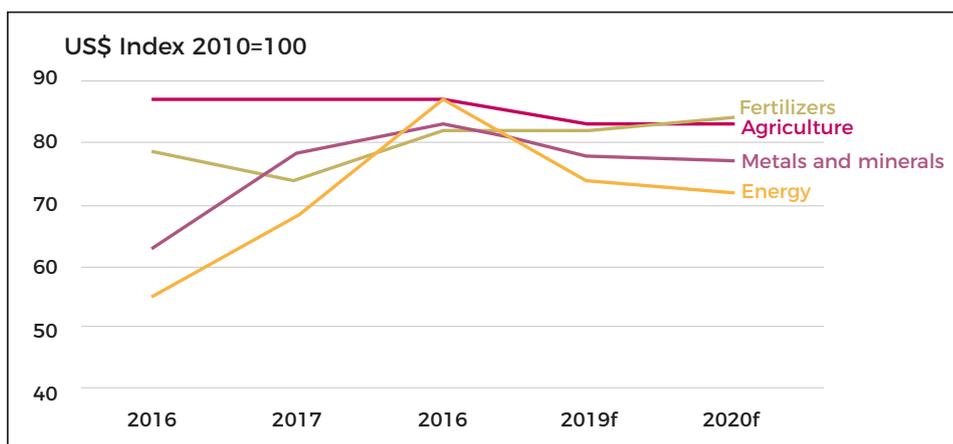
dollars US) ; une augmentation de 21,9 % de 2017 à 2018. La Turquie, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Malaisie et l'Indonésie sont toujours en tête des États membres de l'OCI pour les exportations, qui représentent environ 61 % du volume total du commerce intra-OCI en 2018.

Quant aux importations de l'OCI, elles ont suivi la tendance des exportations sur la période 2016-2018, qui ont augmenté de 33 % pour atteindre 369,4 milliards de dollars en 2018, soit une amélioration de 14,9 % par rapport à 2017. Les principaux pays importateurs de l'OCI, à savoir la Turquie, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Pakistan et l'Indonésie, ont représenté environ 43 % de toutes les importations intra-OCI en 2018.

SITUATION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE DANS LE MONDE

Les perspectives négatives devraient se poursuivre jusqu'en 2020 pour la plupart des prix des matières premières, comme l'a déclaré la Banque mondiale dans sa récente déclaration fin octobre 2019 (figure 3). Après avoir fortement chuté en 2019, les prix de l'énergie et des métaux continueront à baisser en raison de la faiblesse des prévisions de croissance mondiale et de la baisse de la demande qui en résulte. Selon les experts de la banque, le prix du pétrole brut devrait atteindre en moyenne 60 dollars le baril en 2019, puis chuter à 58 dollars le baril en 2020. Ces prévisions sont inférieures de 6 et 7 dollars le baril par rapport à ce qui avait été prévu dans leur déclaration au premier trimestre 2019. Dans l'ensemble, les prix de l'énergie, qui comprennent également le gaz naturel et le charbon, devraient baisser d'environ 15 % en 2019 par rapport à 2018 et continuer à baisser en 2020.

Figure 4 Indices des prix nominaux de la Banque Mondiale octobre 2019



Les prix des métaux devraient également chuter de 5 % en 2019 et continuer à baisser en 2020, car la baisse de la demande mondiale pèse lourdement sur le marché. Les métaux précieux, qui ont fortement augmenté en 2019, devraient encore progresser en 2020 en raison de l'incertitude mondiale croissante et de l'assouplissement des politiques monétaires.

Les prix des produits agricoles devraient également baisser en 2019 mais se stabiliser en 2020. La résolution des tensions commerciales pourrait entraîner une hausse des prix de certains produits agricoles, tels que le soja et le maïs, tandis que la baisse des prix de l'énergie pourrait faire baisser les coûts du carburant et des engrais, réduisant ainsi les cultures à forte intensité énergétique comme les oléagineux.



**TRANSFOR-
MATION**

POUR

PLUS D'IM-

PACT



Le modèle économique de l'ITFC pour répondre aux besoins du marché

Le plan stratégique de l'ITFC reflète le rôle et l'ambition de devenir un facilitateur du commerce d'envergure mondiale, et ainsi devenir « le principal prestataire de solutions commerciales pour les besoins des pays membres de l'OCI ».

Cette vision sera réalisée grâce au modèle économique de l'ITFC, tel que décrit ci-dessous, qui propulsera la société vers un changement transformationnel.



i. Une visibilité croissante en devenant une plaque tournante mondiale pour le financement du commerce islamique grâce à la décentralisation, aux communications internationales et à la direction de la réflexion.



ii. Créer des solutions commerciales pour créer un impact sur le marché dans les pays membres, grâce au soutien des partenaires de développement du commerce, des clients du financement du commerce, des institutions financières et mobilisation des ressources hors bilan.



iii. Promouvoir l'impact du développement par une croissance inclusive et contribuer à l'agenda des SDG.



iv. Créer un modèle économique résilient pour une croissance durable en diversifiant le portefeuille et en adoptant une approche innovante de programmes commerciaux intégrés.



v. Atteindre l'excellence organisationnelle en créant une culture axée sur les résultats et en assurant l'efficacité des processus internes.

L'ITFC a examiné ce qu'il faudrait faire pour devenir véritablement le premier fournisseur de solutions de financement du commerce pour les pays membres et a réfléchi au modèle commercial et financier nécessaire pour parvenir à un changement radical des performances.

Les réformes proposées par ITFC entraîneront un changement radical des performances de la proposition de valeur de l'ITFC et dans le modèle opérationnel et financier sous-jacent.

Les réformes proposées ont pour but d'obtenir ce qui suit :

Diversifier le portefeuille par un effet de levier sur le bilan

01

Réduction de la concentration de secteur/produit, zone géographique, et client unique

02

Augmenter les revenus en lançant de nouveaux secteurs d'activité et de nouveaux produits

03

Obtenir des résultats financiers solides en augmentant les revenus et en rationalisant les coûts

04

Accélérer les déboursements grâce à la centralité du client

05

Développer le portefeuille de financement du commerce

06

Créer des solutions commerciales en intégrant les programmes de développement du commerce aux stratégies de partenariat des pays

07

Promouvoir l'impact du développement par des objectifs de développement durable

08

Créer une visibilité et une croissance des entreprises grâce à la décentralisation

09

Gestion efficace du capital humain

10

Alignement global avec le groupe de la BID et le programme quinquennal du président

11

Engagement de l'ITFC sur les objectifs de développement durable

Faire avancer le commerce et améliorer les conditions de vie sont les valeurs fondatrices de l'ITFC. Ces deux valeurs sont au cœur de la stratégie décennale de l'ITFC, qui est conçue pour assurer la croissance financière par la fourniture de solutions de financement du commerce et pour créer un impact du développement dans nos 57 pays membres.

C'est cette mission d'équilibre qui a inspiré l'ITFC à commencer à publier son rapport annuel sur l'efficacité du développement, qui s'articule autour de six thèmes, chacun étant lié aux piliers stratégiques de l'ITFC, aux objectifs stratégiques de la BID et à la contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies reconnus au niveau mondial. Ce concept en est venu à représenter le cadre d'impact du développement de l'ITFC.



Thème 1 : Croissance inclusive

La croissance inclusive est un résultat clé de l'offre de financement du commerce par l'ITFC. Il s'agit de s'assurer que les avantages économiques du financement du commerce, du commerce transfrontalier et de la croissance économique sont partagés avec les pays membres moins développés.

Thème 3 : Technologie, compétences et innovation

La croissance à long terme dépend de la transformation structurelle et de la croissance de la productivité, qui à leur tour sont obtenues en cumulant des capacités technologiques et des compétences et en encourageant l'innovation dans les pays membres. L'ITFC est bien placée pour soutenir ces domaines grâce à un financement du commerce axé sur les secteurs marginaux, en accord avec la vision du pays, le plan économique et le programme de développement des pays membres.

Thème 5 : Efficacité de la mise en œuvre

S'assurer de l'efficacité du développement dépend de la mise en œuvre efficace de solutions commerciales par des partenariats, la stimulation du commerce intra-OCI et la capacité à répondre aux demandes de clients grâce à une présence régionale.

Thème 2 : Développement du secteur privé

Le secteur privé fournit en moyenne 90 % de tous les emplois dans les pays en développement, et ces emplois offrent la meilleure possibilité à des millions de personnes dans le monde de se sortir de la pauvreté. En outre, l'ITFC pourra diversifier le portefeuille en s'éloignant du financement souverain pour se tourner vers un portefeuille public-privé plus équilibré en mettant l'accent sur la croissance du secteur privé.

Thème 4 : Durabilité

La durabilité a pris une place centrale dans le consensus mondial sur le développement, et l'ITFC s'engage à promouvoir la durabilité en fournissant aux populations des pays membres un accès fiable à l'énergie, à la sécurité alimentaire, à la santé et au bien-être.

Thème 6 : Gestion de portefeuille

En tant qu'institution membre du groupe de la BID, l'ITFC partage son double mandat qui consiste à atteindre les objectifs stratégiques de développement tout en maintenant la viabilité financière - faire progresser le commerce et améliorer les conditions de vie.

Parcours de transformation de l'ITFC en trois ans

Le parcours de transformation a commencé en juillet 2017 avec la formation d'équipes transversales et par service qui se sont concentrées sur la réalisation d'un ensemble de 35 initiatives stratégiques de la feuille de route de transformation de l'ITFC.

Cette feuille de route de transformation recouvre trois phases, la première phase de transformation, la phase de « réinitialisation » réalisée en 2018, la deuxième phase de « reconstruction » en 2019 et la dernière phase de « renouvellement » en 2020

Réinitialisation
2017-2018

Reconstruction
2018-2019

Renouvellement
2019-2020

Phase de réinitialisation

2017-2018

Après l'achèvement de la phase de réinitialisation en 2017, l'ITFC a commencé à assurer la viabilité financière tout en créant un impact de développement - afin de remplir sa mission d'équilibrage pour faire avancer le commerce et améliorer les conditions de vie. Par exemple, plusieurs initiatives stratégiques comprennent la mise en œuvre d'une structure organisationnelle rationalisée, une gouvernance renforcée, la mise en place d'un tableau de bord stratégique équilibré de mesure des performances, la création d'un cadre d'impact du développement et la présentation de rapports cohérents de développement par des rapports annuels sur l'impact du développement.

Phase de reconstruction

2018-2019

La phase de reconstruction de l'ITFC a mis l'accent sur le développement de nouveaux produits de financement du commerce, de nouvelles solutions commerciales et la création de nouvelles lignes de revenus. Ceci conduit au développement de nouveaux marchés et de nouveaux secteurs, en particulier le financement du développement des PME par les institutions financières. Au cours de cette phase, l'ITFC a présenté des exemples de réussite à l'échelle internationale, a fait appel à de nouveaux partenaires de développement et d'association du commerce. Par exemple, plusieurs initiatives stratégiques comprennent le développement de produits financiers Confirmation LC et Salam, une délégation de pouvoir renforcée, une nouvelle structure de partenariat avec les PME et un parcours amélioré d'expérience clientèle conduisant à des résultats record en matière de satisfaction des clients.

Phase de renouvellement

2019-2020

Au cours de la phase de renouvellement, l'ITFC met désormais l'accent sur la « pérennisation » de l'activité en explorant de nouvelles possibilités dans le cadre du conseil en numérisation, innovation et commerce. Le but est d'augmenter la vision de l'ITFC sur le marché en tant que « principal fournisseur de solutions commerciales pour répondre aux besoins des pays membres de l'OCI ».

Améliorer l'efficacité organisationnelle



Renforcer le capital humain pour remplir efficacement la mission de l'ITFC

Parallèlement à la conceptualisation et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de l'ITFC, les RH ont travaillé sur le concept d'« organisation axée sur la performance » afin d'insuffler un caractère gagnant à la culture, aux équipes et aux individus de l'ITFC. Le concept d'« organisation axée sur la performance » a été détaillé dans trois domaines principaux ;

- Une culture axée sur la performance
- Un personnel motivé par la performance
- Règles et réglementations axées sur la performance

Tous ces domaines se complètent et s'intègrent pour permettre à l'ITFC d'être plus performante en matière d'avancement du commerce et d'amélioration des conditions de vie.

Des politiques, procédures, lignes directrices, initiatives, projets, réunions, discussions et délibérations portant sur le parcours de transformation de l'ITFC en une organisation axée sur la performance se sont produits dans l'ITFC. Un cadre pour inspirer le succès en équilibrant les besoins humains de croissance et de développement et les impératifs organisationnels de maintien et de livraison.

Dans le cadre des efforts visant à mettre en place un « personnel axé sur la performance », les RH ont réalisé que l'innovation peut être mieux obtenue avec une plus grande compréhension à 360 degrés du commerce comme levier de développement lorsqu'il existe une synergie entre le financement du commerce, la promotion du commerce et le développement du commerce. Cette vision a incité les RH à étudier les besoins en matière d'apprentissage et de développement pour une compréhension à 360 degrés, qui s'est concrétisée par un but de créer un programme académique avec une démarche pratique renforçant les compétences et les aptitudes des cadres travaillant dans le domaine du commerce pour remettre en question les normes, bouleverser les pratiques dominantes, recadrer le paysage et innover par de nouvelles manières et vagues de changements. L'école d'affaires internationales et publiques de l'IE a été identifiée par l'ITFC comme le partenaire universitaire pour un tel but et ensemble nous avons co-crété le « Masters en Commerce International » en partenariat avec les principaux acteurs du secteur du commerce ; la Chambre de Commerce Internationale (CCI) et le Centre du Commerce International (ITC), qui ont réalisé la nécessité d'un tel programme et ont partagé la vision de l'ITFC de cadres commerciaux du futur.



Executive Masters in Internationalization and Trade

Plus de détails sur le programme :

<https://www.ie.edu/school-global-public-affairs/programs/graduate/executive-master-internationalization-trade/>

Renforcer la proximité avec les parties prenantes - décentralisation

L'ITFC, en partenariat avec l'Unité de Facilitation de la Décentralisation (DFU) de la BID, a mis en place une unité de décentralisation. Son objectif est d'initier, de gérer et de maintenir la décentralisation du personnel en contact avec les clients sur le terrain afin qu'il puisse être plus proche des PM et agir de manière plus rapide et plus efficace. Conformément à cette stratégie, l'ITFC a transféré plusieurs membres du personnel en contact avec les clients dans les centres régionaux et maintient une collaboration étroite et continue avec la BID dans les centres régionaux de Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Istanbul (Turquie), Jakarta (Indonésie) et Rabat (Maroc). En outre, ITFC exploite une succursale à Dubaï (EAU).

La stratégie de décentralisation et de renforcement de la présence régionale produit déjà des avantages considérables en termes d'amélioration des relations clientèle, de visibilité régionale accrue et d'augmentation du volume d'affaires et des autorisations. Le développement s'est poursuivi en 2019, avec le recrutement d'un représentant sur le terrain au Caire, en Égypte.



Gouvernance, droit et gestion du risque

Gestion du risque

Au cours de l'année considérée, la Société a continué à renforcer les fonctions de gestion des risques et de contrôle à l'échelle de l'entreprise, qui sont des composantes essentielles de la gouvernance d'entreprise. L'importance de la fonction de gestion du risque est primordiale, en particulier dans le contexte actuel d'instabilité des affaires, car un cadre de gestion du risque solide est essentiel à la réalisation du double objectif de la société, à savoir l'impact sur le développement et la viabilité financière.

L'infrastructure de base de la gestion du risque étant déjà en place, l'accent a été mis au cours de l'année sur le renforcement de la culture du risque dans l'ensemble de la Société. Des efforts ont été déployés pour introduire ou améliorer encore divers documents et instruments de travail en matière de gestion du risque, c'est-à-dire les politiques et procédures, les systèmes et les outils. C'est dans ce contexte que Moody's a réaffirmé en octobre 2019 la note de crédit A1/P1 de ITFC avec une perspective stable.

Tout en affinant l'infrastructure de gestion du risque existante, la société a franchi certaines étapes importantes qui sont mentionnées ci-dessous :

- Élaboration ou actualisation des politiques, lignes directrices et procédures relatives à la tarification, à la fixation et à la gestion des limites et à l'administration du crédit

- Intégration du logiciel Credit Lens de Moody's
- Renforcement des contrôles internes dans le système bancaire central
- Organisation régulière de séances : notes de sensibilisation sur divers sujets liés à la gestion de risque et au contrôle interne

Au cours des trois prochaines années, l'ITFC continuera à se concentrer sur l'amélioration du cadre de gestion du risque à travers ses trois piliers (documents de travail, systèmes et outils de mesure et personnel) et à travers les trois principaux groupes de risques (risques de crédit, de marché et opérationnels). C'est pourquoi la société continuera à porter une attention particulière aux domaines prioritaires suivants :

- Poursuite du renforcement de la culture du risque
- Acquisition de nouveaux systèmes et outils de gestion du risque et amélioration des systèmes et outils existants
- Introduction et actualisation des politiques de gestion du risque
- Renforcement de la fonction de conformité

Pour la mise en œuvre efficace du cadre de gestion du risque au niveau de l'entreprise, des responsabilités sont attribuées aux niveaux de la supervision, de la gestion et des services, qui sont décrites ci-dessous.

Au niveau de la surveillance

Conseil d'administration et Comité d'audit du Conseil)

Le conseil d'administration donne une orientation stratégique pour une gestion efficace du risque et a la responsabilité ultime de gérer tous les risques importants auxquels l'ITFC peut être exposée et de veiller à ce que les ressources, les systèmes, les pratiques et la culture nécessaires soient en place pour faire face à ces risques. Pour s'acquitter de ces responsabilités, le Conseil d'administration a créé le Comité d'audit du Conseil. Le Comité d'audit supervise la plupart des fonctions de gestion du risque au nom du Conseil d'administration.

Au niveau de la direction

(Comité de gestion, Comité de gestion du risque, Comité de crédit, Comité d'examen des opérations, Comité actif-passif et Comité d'évaluation du portefeuille)

Le Comité de gestion et de gestion des risques se concentre sur les questions liées au risque à l'échelle de l'entreprise en termes de politique et d'infrastructure de risque. Le Comité d'examen des opérations, le Comité de crédit et le Comité d'évaluation du portefeuille sont responsables du risque de crédit au niveau des transactions. D'autre part, le comité actif-passif (ALCO) se concentre sur les questions de liquidité et de risque de marché.

Au niveau des services

(Fonctions commerciales/Propriétaires du risque, fonctions de soutien, fonctions de contrôle et conformité)

Bureau de gestion du risque (RMO)

Pour une mise en œuvre efficace du cadre de gestion de risque, un bureau de gestion du risque spécialisé opère au sein de l'ITFC et se concentre sur les risques de crédit, de marché, opérationnels, de conformité et autres. Le RMO est indépendant des fonctions commerciales et de soutien.



“
**OFFRIR DES
SOLUTIONS
COMMERCIAL-
ES POUR
REPONDRE
AUX BESOINS
DE FINANCE-
MENT DE
L'OCI**”

Faire avancer le commerce pour renforcer l'impact du développement

Aperçu de 2019

2019 a été une nouvelle année record pour l'ITFC sur de nombreux fronts. La Société était bien placée pour remplir sa mission principale, qui est de faire avancer le commerce en augmentant le volume global de financement, en accélérant les décaissements, en atteignant de nouveaux pays membres et en intégrant de nouveaux clients.

Ceci dit, l'année n'a pas été exempte de conditions de marché difficiles. Les tensions commerciales prolongées ont continué à exacerber le ralentissement cyclique de l'économie mondiale et les pays membres ont ressenti le ralentissement de la croissance au cours de l'année. Malgré ces défis, l'ITFC a enregistré des performances remarquables en 2019, caractérisées par un bond significatif des autorisations et des décaissements, qui sont les mesures essentielles de l'intervention de l'ITFC en matière de financement du commerce.

En 2019, en termes de comparaison avec l'année précédente, le total des autorisations de financement du commerce a augmenté de 12 %, passant de 5,2 milliards de dollars US en 2018 à 5,8 milliards de dollars US. En outre, les décaissements ont atteint de nouveaux sommets, augmentant de 8,7 % en 2019, passant de 4,57 milliards de dollars US en 2018 à 4,97 milliards de dollars US, ce qui démontre bien la capacité de l'ITFC à remplir sa mission tout en s'adaptant à des environnements de marché volatiles et difficiles. Les efforts de décentralisation ont contribué à accroître l'efficacité globale de l'utilisation des opérations autorisées, ce qui a entraîné une augmentation des décaissements.

L'ITFC a continué à allouer une part importante de son financement aux pays membres les moins avancés afin de renforcer l'inclusion financière et d'étendre le soutien là où il est le plus nécessaire. À cet égard, sur le total des autorisations de financement du commerce pour 2019, 35 % ont été alloués aux PMMA, contre 32 % l'année précédente.

En 2019, l'ITFC a poursuivi ses efforts pour faire avancer son objectif stratégique de poursuivre un modèle économique durable en accord avec les aspirations et les objectifs de développement des pays membres. Il a fallu pour cela créer un équilibre entre la réponse aux besoins des pays membres et la diversification du portefeuille de financement du commerce en engageant de nouveaux pays membres et en accueillant de nouveaux clients, en se concentrant particulièrement sur l'élargissement des lignes de financement comme principal outil de soutien au secteur privé. À cet égard, 12 nouveaux clients ont été ajoutés, ce qui a encore augmenté le nombre total de clients de l'ITFC, en particulier des banques, ce qui est conforme à la stratégie de diversification. Parmi les clients ajoutés figurent des institutions financières du Bangladesh, de la République kirghize, du Nigeria, du Sénégal, de l'Ouzbékistan et de l'Ouganda.

A breakdown of the trade finance approvals by region is provided in Table 1:

Tableau 1 – Autorisations commerciales de l'ITFC par région (US\$ Mil.)				
	Asie & Moyen-Orient	Afrique & Amérique latine	Total des autorisations	Total des décaissements
2018 réel	3,353.0 (64%)	1,847.8 (36%)	5,200.8 (100%)	4,578.0
2019 réel	3,809 (65%)	2,032 (35%)	5,841 (100%)	4,977

En 2019, l'ITFC a amélioré son impact de développement en renforçant les outils et instruments internes permettant de suivre et de contrôler les objectifs de développement de chaque financement accordé par l'ITFC. Cela a été fait pour mesurer l'impact du développement en poursuivant le processus d'évolution vers une approche intégrée basée sur des programmes, où les opérations de financement du commerce sont intégrées au développement du commerce et au renforcement des capacités, afin de multiplier l'impact sur le développement.

En outre, la Société a continué à maintenir sa solidarité avec les pays membres en ciblant les secteurs qui sont essentiels au développement économique et social, en particulier l'énergie, l'alimentation et l'agriculture et le secteur privé. À cet égard, le financement de l'ITFC pour le secteur de l'énergie s'est élevé à 3.449 millions de dollars US, tandis que le financement pour le secteur alimentaire et agricole s'est élevé à 565 millions de dollars US.

En ce qui concerne le soutien au secteur privé, en particulier le développement des PME, l'ITFC a fait des efforts importants en 2019 pour maintenir les relations actuelles et établir de nouveaux partenariats avec les institutions financières locales afin de procurer des sources alternatives de financement. Ce soutien aux participants du secteur privé par le biais du financement de la Mourabaha et des lignes de financement aux banques et aux institutions financières non bancaires s'est élevé à 677 millions de dollars US, tandis que le financement global du secteur privé de l'ITFC s'est élevé à 821 millions de dollars US. L'ITFC a réussi à établir de nouveaux partenariats avec 8 institutions financières pour servir les PME. Les nouveaux partenariats ont permis à l'ITFC de porter à 16 (seize) le nombre de banques partenaires pour le soutien aux PME.

Une ventilation des autorisations de financement du commerce par secteur est donnée dans le tableau 2:

Tableau 2 – Autorisations commerciales de l'ITFC par Secteur (US\$ Mil.)				
Secteurs	2018 réel	%	2019 réel	%
Secteur Energie	3,496.0	67.2	4,449	76.1
Secteur Agro-alimentaire	749.6	14.4	565	9.7
Secteur Financier	635.8	12.2	677	11.6
Autres Secteurs	319.5	6.1	150	2.6
Total des Autorisations	5,200.9	100	5,841	100

En termes de répartition du portefeuille par type de titres, l'exposition aux titres souverains continue de représenter la majeure partie du portefeuille, soit 86 % du total, contre 83,9 % en 2018.

Le tableau 3 présente une ventilation du portefeuille par type de titres :

Type de titre	2018 réel	%	2019 réel	%
Souverain	4,362.8	83.9	5,019	86.0
Garanti par banque	635.8	12.2	117	2.0
Prêt non garanti	92.0	1.8	601	10.0
STF	30.0	0.6	-	-
Assurance crédit	80.0	1.5	104	2.0
Total	5,200	100	5,841	100

L'exposition souveraine de l'ITFC est principalement due à des opérations de grande envergure visant à financer les secteurs de l'énergie et de l'alimentation et de l'agriculture, et elle est principalement étendue dans le cadre d'accords-cadres stratégiques signés avec les pays membres, conformément à leurs priorités nationales de développement.



Accords-cadres signés en 2019



République d'Ouzbékistan

Accord-cadre de US\$500 millions signé en janvier 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 4 années à venir.



République du Mali

Accord-cadre de US\$300 millions signé en avril 2019 pour guider les interventions ITFC pour les 3 années à venir.



République du Niger

Accord-cadre de US\$80 millions signé en avril 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 5 années à venir.



République de Djibouti

Accord-cadre de US\$600 millions signé en septembre 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 3 années à venir.



République des Maldives

Accord-cadre de US\$1.5 milliard signé en octobre 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 5 années à venir.



République du Tadjikistan

Accord-cadre de US\$150 millions signé en juin 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 3 années à venir.



République du Kirghizistan

Accord-cadre de US\$150 millions signé en avril 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 3 années à venir.



République du Surinam

Accord-cadre de US\$75 millions signé en avril 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 3 années à venir.



République du Sénégal

Accord-cadre de US\$1.5 milliard signé en novembre 2019 pour guider les interventions de l'ITFC pour les 5 années à venir.

ITFC est le catalyseur du commerce intra-OCI

L'ITFC a été créée en réponse aux appels à l'augmentation et à l'accélération du commerce intra-OCI, sous l'impulsion d'une Société orientée vers le marché et opérant au sein du Groupe de la BID. Ainsi, depuis sa création, l'ITFC a fait de la contribution à l'augmentation et à l'expansion du commerce entre les pays membres de l'OCI et au-delà un élément central de sa stratégie et de ses opérations. En 2019, 67,3% des opérations de financement du commerce de l'ITFC, représentant 3.934,5 milliards de dollars US, se sont concentrées sur la facilitation du commerce entre les pays membres de l'OCI, augmentant ainsi la contribution de l'ITFC au bien-être socio-économique des pays membres de l'OCI.



ITFC et Afreximbank unissent leurs efforts pour soutenir les exportateurs africains



Afreximbank a développé un partenariat stratégique avec l'ITFC dans le cadre du programme de passerelles commerciales arabo-africaines et d'autres initiatives qui stimulent la croissance et le développement dans les régions arabo-africaines. Le programme a facilité l'expansion du commerce et des investissements des pays membres africains avec les pays arabes. Il a contribué à promouvoir l'intégration économique arabo-africaine et le développement du commerce international grâce à un meilleur accès au financement du commerce par les pays africains qui exportent ou importent des marchés arabes et à l'expansion des exportations à valeur ajoutée.

L'équipe de l'ITFC a constamment collaboré avec Afreximbank avec professionnalisme et dévouement pour assurer la réalisation de notre objectif mutuel de stimuler le commerce et le développement économique afro-arabe. Elle a aidé Afreximbank à se familiariser avec les principes essentiels de la finance islamique, ce qui lui permet d'accéder à des sources de financement supplémentaires pour soutenir ses activités commerciales de financement du commerce. En conséquence, des lignes de crédit

Murabaha d'un montant total de 250 millions de dollars ont été accordées à Afreximbank pour financer un très grand nombre de transactions de financement du commerce dans ses pays membres africains.

Grâce au soutien de l'ITFC, les bénéficiaires des facilités de l'Afreximbank ont pu développer et accroître leurs activités, créer des emplois et stimuler la croissance économique sur le continent.

L'ITFC a également été un fervent partisan de la foire commerciale intra-africaine d'Afreximbank en assurant sa promotion et en siégeant à son conseil consultatif. Afreximbank espère étendre davantage ce partenariat fructueux et mutuellement bénéfique avec l'ITFC dans le but de développer et de promouvoir le commerce et les investissements arabo-africains au profit de nos pays membres respectifs.

Prof. B.O. Oramah,
Président du Conseil d'administration

Assurer un approvisionnement en énergie durable

Un approvisionnement énergétique viable et ininterrompu est la clé du développement économique et social de tous les pays membres. L'ITFC aide les PM, en particulier les PMMD, à combattre et réduire la pauvreté en fournissant le financement nécessaire pour assurer un approvisionnement énergétique suffisant et ininterrompu, qui a des impacts multiples sur la productivité, la santé, l'éducation, l'emploi durable, la sécurité alimentaire et énergétique.

Par conséquent, l'amélioration de l'accès à l'énergie est cruciale pour libérer les potentiels de développement économique et social plus rapide dans les PM. Dans ce contexte, l'ITFC considère le soutien au secteur de l'énergie comme l'un des principaux piliers de sa stratégie et de ses objectifs. Ainsi, en 2019, l'ITFC est resté un partenaire fiable et solide en fournissant des financements pour garantir l'approvisionnement en combustible et en électricité afin de maintenir une production d'électricité stable et d'atteindre un grand nombre de populations, y compris celles qui résident dans les zones rurales.

Figure X: Premiers bénéficiaires de l'ITFC dans le Secteur de l'Énergie 2019



Intervention de l'ITFC dans le secteur de l'énergie au Pakistan

La facilité fournie par l'ITFC est très utile pour financer la facture des importations de pétrole et de gaz du pays et pour alléger la pression sur les réserves de devises du pays.

Les produits pétroliers et le GNL importés grâce au financement de l'ITFC sont principalement consommés dans le secteur automobile et manufacturier, la production d'énergie thermique et les besoins énergétiques des ménages. 22 % de la consommation d'électricité du pays, dont la population totale est de 208 millions d'habitants, provient de l'importation de pétrole et GNL, financés par ITFC. Plus de 500.000 ménages ont accès à l'électricité grâce au financement d'ITFC.

L'ITFC peut apporter son expertise pour le renforcement des capacités de la SBP et d'autres parties prenantes pour la promotion du mode islamique de financement du commerce conformément aux meilleures pratiques internationales.

L'expérience et les enseignements des experts de l'ITFC aideraient à développer les connaissances et l'expertise des banques pakistanaises en matière de développement de produits conformes à la Charia, de gestion du risque et de mise en œuvre du financement des récépissés d'entrepôt (WRF).

Muhammad Hammad Azhar

Ministre fédéral des Affaires Economiques
République du Pakistan



Financement du secteur agro-industriel

Renforcer la sécurité alimentaire par l'accès au financement des agriculteurs

L'appui aux pays membres dans la réalisation de leurs aspirations et objectifs nationaux de développement, tels que la sécurité alimentaire, est au cœur des buts et des opérations quotidiennes de la société. Ainsi, en 2019, l'ITFC a continué à financer les produits agricoles de base essentiels aux pays membres pour créer des emplois, améliorer les revenus des ménages, augmenter la productivité, réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire.

En 2019, les autorisations de financement du commerce pour le secteur agro-alimentaire se sont élevées à 565 millions de dollars US, soit 9,7 % du portefeuille total de financement du commerce. Au cours de l'année, l'ITFC a approuvé 12 opérations pour le secteur agroalimentaire dans 10 pays membres.

Le financement de l'agriculture par l'ITFC s'est considérablement développé au cours des dernières années, ciblant des domaines cruciaux de la chaîne de valeur, des intrants agricoles à la transformation, à la pré-exportation et à l'exportation. Il répond aux besoins de financement lorsqu'il est difficile d'attirer des fournisseurs commerciaux en raison du risque élevé perçu, notamment en ce qui concerne le financement avant récolte. Il convient de mentionner qu'une grande partie du financement agricole de l'ITFC va à l'importation d'intrants agricoles essentiels, ainsi qu'à la récolte du coton et de l'arachide - deux produits de base essentiels vitaux à la fois socialement et économiquement dans de nombreux pays membres d'Afrique.



Financement du secteur agro-alimentaire en Égypte

L'ITFC a joué un grand rôle au fil des ans pour soutenir l'économie égyptienne et a établi des partenariats stratégiques pour fournir des solutions financières innovantes afin de développer et de financer le commerce d'une manière à avoir un impact et des avantages directs pour le citoyen égyptien et les efforts de développement de l'Égypte.

L'Autorité générale de l'approvisionnement (GASC) s'est associée à l'ITFC pour financer l'importation de blé et de riz, denrées alimentaires de base pour le pays. Grâce au partenariat avec l'ITFC, le GASC met ces produits essentiels à la disposition de la population qui dépend du programme de cartes de rationnement subventionné par le gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire de tous les Égyptiens. L'ITFC a fourni un financement de 393 millions de dollars US pour répondre aux besoins d'importation de blé et de riz du GASC.

L'ITFC a également contacté différentes entités au sein du GASC et des parties externes dirigées par le ministère de la Coopération internationale, afin de tirer meilleur parti du financement du commerce procuré par l'ITFC à l'Autorité et de bénéficier de toutes ses solutions innovantes pour soutenir le citoyen égyptien et assurer son bien-être et soutenir le développement économique global de l'Égypte.

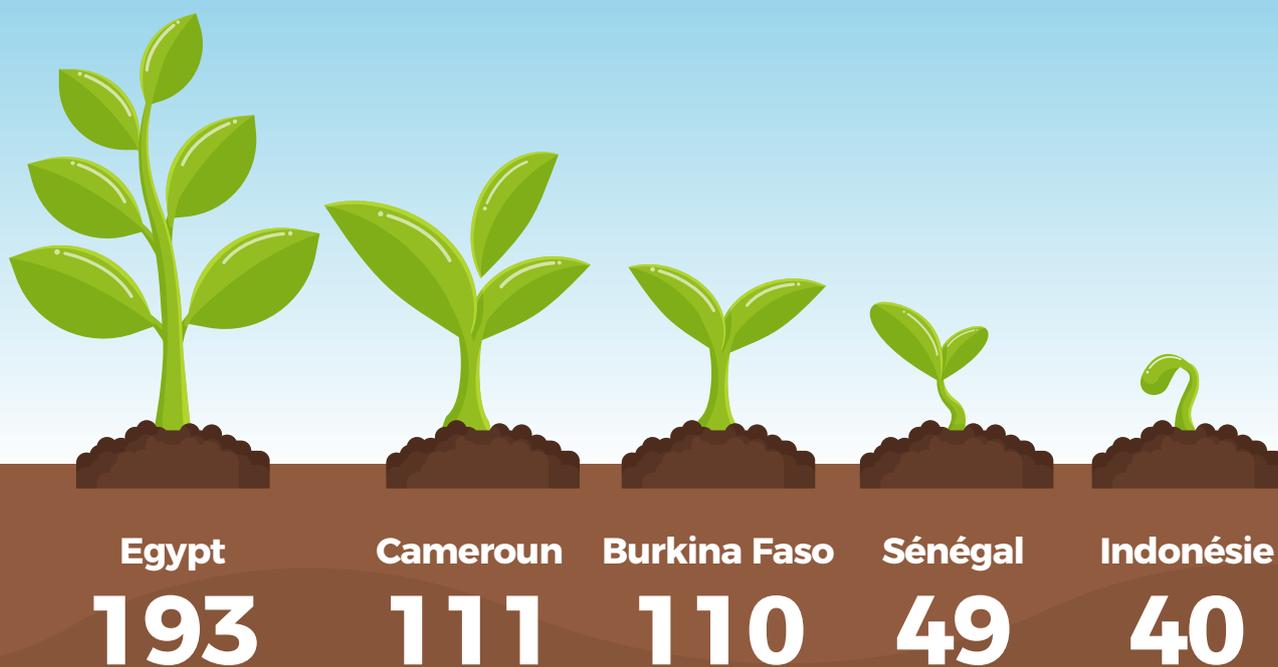
Dr. Ali Al Moseilhy,
Ministre de l'Approvisionnement et du Commerce Intérieur
République arabe d'Égypte



Outre les interventions en Afrique subsaharienne par le biais du financement des secteurs du coton et de l'arachide, l'ITFC a également accordé des financements aux produits liés au secteur agricole tels que le riz (Comores), les grains de café et l'huile de palme (Indonésie), le blé et le sucre (Tadjikistan), le coton (Ouzbékistan), ainsi que le blé et le riz (Égypte).

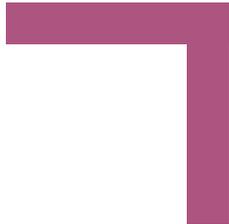
Figure 6: Principaux bénéficiaires de l'ITFC dans le secteur agroalimentaire en 2019

Top 5 - AGROALIMENTAIRE (USD Mil)



Soutien au secteur privé

Contribuer à la création d'emplois et à l'amélioration des revenus



Les petites et moyennes entreprises (PME) sont considérées comme l'une des principales composantes de l'économie, car les PME jouent un rôle crucial dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la génération de revenus. Toutefois, les sources de financement limitées et le faible accès au financement des PME restent un obstacle majeur à l'expansion et à la croissance de leurs activités. Ainsi, dans sa stratégie décennale, l'ITFC a encore souligné l'importance d'établir des partenariats avec les institutions financières (IF) régionales et locales pour la mise à disposition d'autres sources et modes de financement pour le soutien du secteur privé, avec un accent particulier sur les PME.

Conformément à ce qui précède, en 2019, l'ITFC a continué à renforcer sa coopération avec les partenariats existants et a déployé de nouveaux efforts pour établir de nouveaux partenariats avec les IF visant à permettre aux PME d'accéder au financement nécessaire pour leurs opérations commerciales. Afin d'atteindre un plus grand nombre de PME dans les PM, l'ITFC fournit un financement Mourabaha aux institutions financières locales par des mécanismes de lignes de financement et le financement Mourabaha aux banques et

aux institutions financières non bancaires, qui à leur tour, étendent le financement aux PME et aux clients du secteur privé. Ceci contribue non seulement à créer l'accès nécessaire au financement, mais aussi à promouvoir la banque islamique, puisque les institutions financières partenaires sont initiées aux instruments et mécanismes de financement islamiques.

Outre l'accès des PME au financement par le biais de partenariats avec les IF régionales et locales, l'ITFC soutient également le secteur privé en fournissant un financement direct aux grandes entreprises et par des mécanismes garantis, tels que le financement structuré du commerce (STF) renforcé, l'assurance-crédit et d'autres types de mécanismes de sécurité. En 2019, le total des financements de l'ITFC au secteur privé s'est élevé à 821 millions de dollars, dont 677 millions de dollars ont été accordés aux institutions financières partenaires pour le soutien aux PME.



**Le financement
total du secteur
privé de L'ITFC en
2019 s'élevait à
821
millions de dollars**

Financement Mourabaha d'un montant de 2 millions de dollars US pour soutenir le secteur privé, avec un accent particulier sur les MPME, en République kirghize

En tant que société de microfinance de premier plan et l'une des plus grandes institutions financières de la République kirghize, Mol Bulak Finance a été la première entité de notre pays à établir une coopération avec l'ITFC dans le cadre du programme de financement Mourabaha. Actuellement, MBF gère le plus grand portefeuille de financement islamique du pays par l'intermédiaire de son guichet islamique et les facilités fournies par l'ITFC ont été utilisées par le guichet islamique pour financer diverses transactions commerciales des clients de MBF dans différentes régions du pays. Ce parcours n'a pas été facile à mettre en œuvre en raison du grand nombre de transactions, étant donné la nature des activités de microfinance. Toutefois, grâce à l'expérience et au savoir-faire de la MBF et à la collaboration efficace de l'équipe de l'ITFC, la coopération établie entre la MBF et l'ITFC a eu un impact positif sur l'élargissement des limites de la finance islamique, les progrès du commerce et la contribution à l'accès des PME au financement en République kirghize. En outre, outre le financement Mourabaha, l'ITFC a organisé plusieurs ateliers sur la finance islamique et le financement du commerce, contribuant ainsi au renforcement des capacités de notre personnel dans ces domaines.

Mr. Babur Tolbaev
 Directeur général
 MCC Mol Bulak Finance LLC



Ligne de financement du commerce d'un montant de **4 millions** de dollars

C'est un grand honneur pour nous de coopérer avec l'ITFC. Le partenariat entre le groupe de la BID et la Trustbank a débuté en 2017.

Le travail conjoint avec l'ITFC a permis à la Trustbank d'attirer les premières ressources en signant l'accord sur la ligne de financement du commerce.

Grâce à la ligne de l'ITFC, nous avons pu financer nos clients, soutenir leur participation au commerce international et ajouter notre contribution au développement des PME en République d'Ouzbékistan.

Les activités liées à l'ITFC sont devenues une nouvelle expérience pour notre Banque en matière de financement du commerce. Nous sommes convaincus que la coopération fructueuse, intensive et constructive des deux parties élargira le partenariat entre nos deux organisations à l'avenir.

Mr. Sardor Normukhamedov,
Président du Conseil,
Banque privée anonyme par actions «
Trustbank »



“
**CRÉATION D'UN
ENVIRONNEMENT
FAVORABLE
POUR FAIRE
PROGRESSER LE
DÉVELOPPE-
MENT ÉCONOMI-
QUE ET COM-
MERCIAL**”

Tirer parti du partenariat avec les institutions financières - aider les pme a se développer

L'un des domaines d'intervention de l'ITFC vise à soutenir les PME dans leurs efforts pour s'engager dans l'économie. Il est connu que les PME constituent la majeure partie des activités de toute économie, mais ce sont elles qui font face à la plupart des défis et des obstacles à leur croissance. Ces obstacles diffèrent d'un pays à l'autre et sont très divers à l'intérieur d'un même pays.

C'est pourquoi l'ITFC a lancé vers la fin de 2018 un programme visant à soutenir les PME et à améliorer leur accès au financement du commerce. Le programme a été lancé au Burkina Faso lors du Forum Rebranding Africa au profit des pays membres de l'UEMOA. Le programme s'appelle « Programme PME Afrique de l'Ouest » et deux pilotes sont prévus, l'un au Burkina Faso et l'autre au Sénégal.

Le programme comprend quatre volets :

1. développement des capacités des PME sélectionnées,
2. Renforcement des capacités et outils d'évaluation des PME pour les banques partenaires,
3. Ligne de financement du commerce pour les banques partenaires (sur la base des critères du département du financement du commerce), et
4. Soutenir les PME retenues dans le processus de soumission de leurs projets bancables.

Le tableau ci-dessous illustre les résultats obtenus jusqu'à présent. En bref, le volet PME pour le Burkina Faso a été conclu mi-2019 avec un taux de rotation de 40 % des PME de l'échantillon, du rejet au financement approuvé et obtenu. En 2019 également, la composante PME pour le Sénégal a été lancée en même temps que la composante Banque pour le Burkina Faso et le Sénégal.

Activités de développement du commerce



A partir de
2019

Programme de passerelles commerciales arabo-africaines

Objectif

Développer et renforcer les relations commerciales et d'investissement entre pays arabes et africains

Objectifs clés

- Créer des opportunités entre hommes d'affaires et PME des deux régions.
- Renforcer les partenariats pour développer les produits financiers pour faciliter l'investissement et le commerce interrégional ;
- Développer les programmes de formation liés au commerce



Export Launchpad
Development
Trade Opportunities

A partir de
2019

Programme de lancement d'exportation

Objectif

- Développer les ressources humaines dans le domaine du commerce international et doter les Institutions d'appui au commerce (TSI) de la capacité de livrer des programmes de formation liés au commerce et services d'appui aux exportateurs et potentiel exportateurs potentiels.
- Aider les PME des pays bénéficiaires à accéder au marché canadien (appui à l'accès au marché canadien).

Objectifs clés

- Développer les ressources humaines dans le domaine du commerce international
- Doter les TSI des pays ciblés de la capacité de livrer la formation commerciale et des services d'appui aux exportateurs et exportateurs potentiels.
- Préparer et renforcer les capacités des PME du pays cible et leurs produits afin d'accéder au marché canadien.



A partir
de
2018

Programme PME d'Afrique de l'Ouest

Objectif

Réduire l'écart entre les capacités de PME et les exigences de financement du commerce par le renforcement de capacité

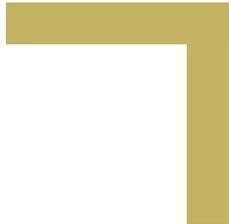
Objectifs clés

Pilote Burkina Faso :

1. 22 PME (précédemment refusées par Coris) ont été présélectionnées, formées.
2. 20 PME supportées ayant resoumis une demande de financement et les résultats d'autorisation seront utilisés pour évaluer la viabilité du programme
3. 40% des sociétés ont obtenu un financement d'environ US\$1.5 million
4. 9% sont en cours d'évaluation
5. A venir : lancement de composante bancaire avec Coris Bank Burkina Faso

Pilote Sénégal :

1. Lancement de la composante PME au Q4 2019
 2. Coup d'envoi du programme en février 2020 pour cibler 200 PME
 3. Voie à suivre : lancement de composante bancaire avec Coris Bank Sénégal
-



**Solutions de développement
du commerce par le modèle
F.I.T :**

**Programmes phares
de développement du
commerce**



Les programmes phares sont des initiatives de développement commercial multi-donateurs / multi-pays / multi-usages qui sont dirigées par l'ITFC. Ces programmes ont pour objectif de développer le commerce des pays ciblés et d'améliorer les flux commerciaux entre eux. En 2019, l'ITFC a mis en œuvre les programmes/projets suivants :





AATB Program

Objectif

- Renforcer le commerce comme outil pour augmenter les opportunités économiques et l'assistance inclusive et une croissance durable à travers les pays arabes et sub-sahariens de l'Organisation de Coopération Islamique.
- Promouvoir et augmenter les flux de commerce entre pays arabes et africains.
- Fournir des Opportunités d'offrir et de promouvoir le financement du commerce, l'investissement, et produits d'assurance-crédit à l'exportation
- Assurer le renforcement de capacité sur les questions liées au commerce et à l'investissement

Résultat

Deux réunions de comité exécutif ont été organisées où les documents constitutifs restants ont été approuvés.

La 2e réunion du conseil de direction s'est tenue à Dakar Sénégal et a vu la participation de plusieurs pays arabes et africains. La réunion a accueilli les nouveaux membres du conseil d'AATB.

Réunion du 6e au 8e novembre 2019 à Dakar, Sénégal avec une série d'évènements

Y compris :

- Visite terrain de l'OCP School Lab
- Lancement du Programme de cérémonie des PME d'Afrique de l'Ouest au Sénégal
- 3e réunion des acheteurs/vendeurs AATB

Une étude sur les opportunités d'exportation entre les régions arabes et africaines, commissionnées par le programme de passerelles commerciales arabo-africaines (AATB), a souligné le secteur pharmaceutique comme l'un des secteurs qui peut générer les opportunités d'affaires et d'investissement entre les deux régions. A cette fin, l'ITFC a commissionné une société privée pour organiser un B2B sur les produits pharmaceutiques à Dakar, Sénégal, les 7 & 8 novembre 2019.

L'objectif de cette activité est de combler le fossé entre hommes d'affaires et officiels intéressés des deux régions et d'accroître les opportunités d'affaires et d'investissement entre pays arabes et africains.

Vu la demande croissante des États d'Afrique pour le développement de cartes de fertilité et tests de sol et vu le manque d'information sur le sol et de la faible sensibilisation chez les petits exploitants agricoles, l'ITFC & OCP proposent une technologie innovante qui satisfait deux objectifs : augmenter les connaissances des fermiers et produit et développe ainsi de nouvelles données sur les sols africains.

Une visite terrain à Mboro a été organisée le 6 novembre 2019 avec une coordination commune entre le Programme AATB et le programme school lab OCP au Sénégal pour inclure les tests de sol pour les petits exploitants, par un laboratoire ayant les dernières innovations, fournissant des informations directes sur les besoins de sol et les recommandations d'engrais en termes de type d'engrais, de taux et de durée d'application pour optimiser les rendements de récoltes et bénéfiques.





Export Launchpad Development Trade Opportunities

Programme de développement d'exportations

Objectif

- Bangladesh est le pays qui bénéficie de ce programme en 2019/2020 après le Sénégal en 2018.
- Les secteurs ciblés sont textile/habillement, accessoires de mode, décoration maison et artisanats.

Résultat

Concernant la visite de S.E. le Président de la BID au Bangladesh du 9 septembre 2018, où S.E. le Premier Ministre a souligné l'importance de l'appui qu'offrirait le Groupe de la BID dans de nombreux domaines de développement, notamment le développement du secteur d'exportation, qui est le facteur clé de développement économique du Bangladesh et la création d'emploi.

Dans ce contexte, l'ITFC s'est associée à TFO Canada, pour la mise en œuvre de son programme de renforcement de capacité à Dhaka avec le coup d'envoi d'un projet « lancement d'exportations Bangladesh ».

Le projet de lancement d'exportations Bangladesh est destiné à régler les principales contraintes rencontrées par les PME. La logique de ce projet d'« aide au commerce inclusif » est de faciliter le changement vers un environnement commercial amélioré pour exploiter les exportations des pays en développement, en réglant les principales contraintes, pour augmenter les avantages des petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement sélectionnés.

La mission sur le terrain s'est tenue du 12 au 14 novembre 2019 et reste en cours.



Aid for Trade Initiative
for the Arab States

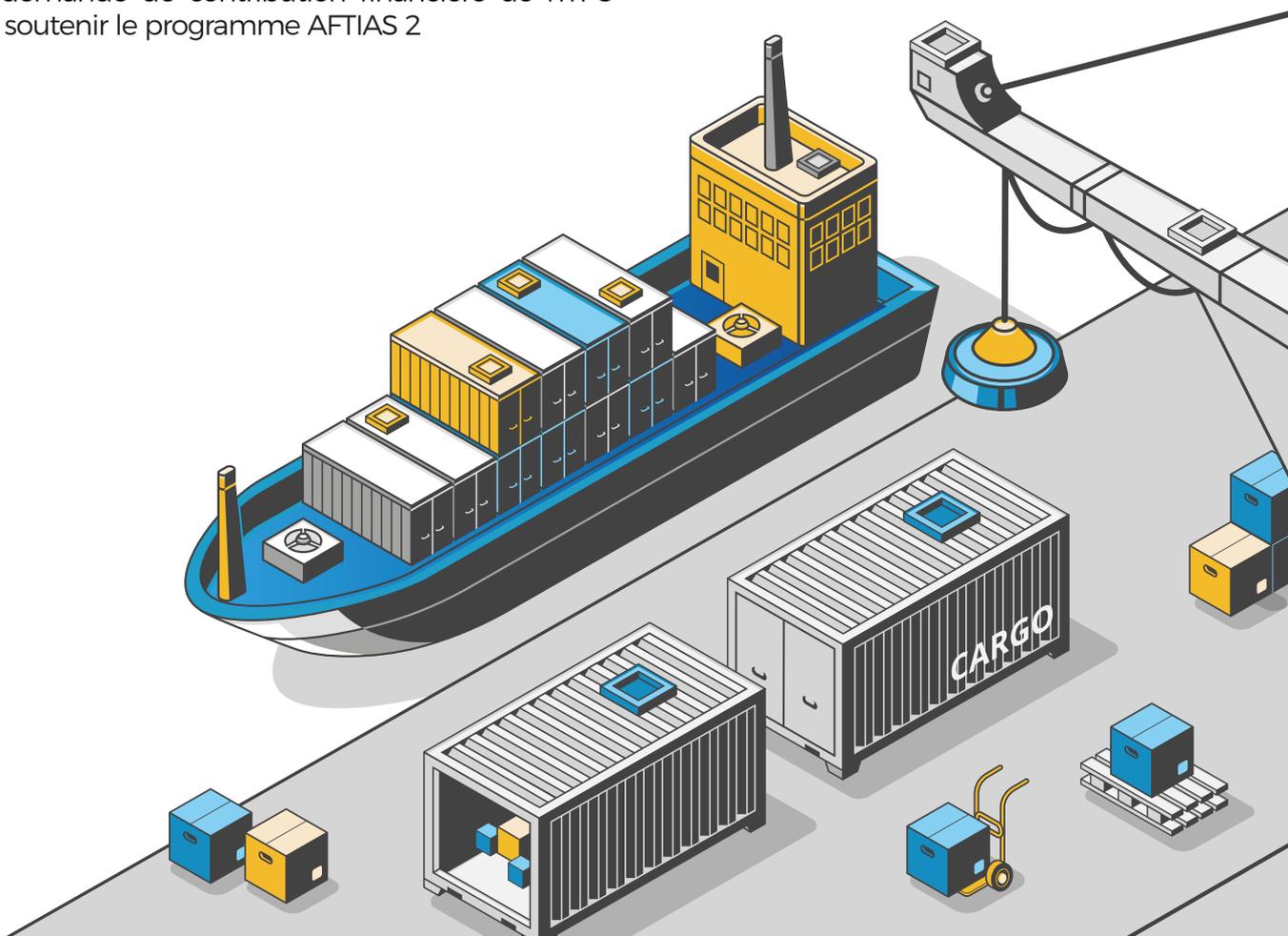
Programme AfTIAS

Objectif

Encourager le commerce arabe par le renforcement de compétitivité entreprise, le renforcement des capacités des Institutions d'appui commercial et la facilitation du commerce.

Résultat

Après la réussite de la mise en œuvre de la première phase, une deuxième phase du programme AfTIAS (2020-2025) sera conçue et mise en œuvre à partir de 2020. Une campagne de mobilisation des ressources devrait précéder le lancement de la mise en œuvre prévue vers le troisième trimestre 2020. L'ITFC soumettra au Conseil d'administration début 2020 une demande de contribution financière de l'ITFC pour soutenir le programme AfTIAS 2.



Témoignage de S.E. Dr Kamal Hassan Ali

À la Ligue des États arabes (LEA), nous sommes convaincues que la première phase du programme d'Aide au Commerce pour les États arabes (AfTIAS) a pu laisser une empreinte dans la structure du commerce de nos États arabes. Le programme AfTIAS 1.0 a rassemblé divers partenaires, y compris de la région arabe, et a réussi à soutenir 19 pays arabes avec 28 projets dans le but de renforcer leurs capacités en matière de commerce pour accroître les activités intra-commerciales entre nos pays membres.



Alors que nous nous apprêtons à nous lancer dans une nouvelle phase d'AfTIAS, nous devons soigneusement analyser les facteurs problématiques auxquels nous sommes confrontés en tant qu'États Arabes. Pour la même raison, nous devons nous assurer que tous les efforts conjugués sont mis en place pour faire avancer ce programme ambitieux. La Ligue des États Arabes et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) travaillent de concert, depuis 2019, à la mise au point du programme AfTIAS.2.0, à la mobilisation des ressources nécessaires et à son lancement, début 2021, dans le but d'atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixés pour améliorer le niveau du commerce intra-arabe, qui reste le plus bas du monde.

Par ailleurs, je tiens à réitérer le soutien sans réserve de la Ligue des États Arabes au Programme ITFC flagship " la Arab Africa Trade Bridges " (AATB). Le renforcement des relations commerciales et d'investissement entre les régions arabes et africaines a toujours été une priorité de la Ligue des États Arabes. À cet égard, nous sommes convaincus que le programme AATB est le vecteur idéal du renforcement de la coopération commerciale et des investissements entre les régions arabes et africaines.

Dr Kamal Hassan Ali,

Assistant du secrétaire général,

Chef des affaires économiques, Ligue des États arabes.



West Africa SMEs Program

Objectif

Programme combiné de renforcement de capacité et de financement du commerce. Le but est de renforcer la capacité des PME sélectionnées et des banques partenaires à atteindre un meilleur taux d'autorisations et un meilleur taux d'utilisation des lignes de financement ITFC chez les banques partenaires.

Résultat

Au Burkina Faso :

- ligne de financement du commerce de US\$ 8 millions accordée à Coris Bank
- 60 PME sélectionnées dans le portefeuille de refus Coris
- 22 PME ont bénéficié de renforcement de capacité et ont resoumis une demande de crédit
- Crédit supplémentaire d'US\$1 million de Coris Bank exploité pour les PME
- Crédit de US\$300.000 actuellement à l'étude
- Un outil d'évaluation de PME à développer pour Coris entre T1 à T3 de 2020

Au Sénégal

- Lancement le 6 novembre 2019 par un partenariat entre les secteurs multilatéral, privé et public pour augmenter les enveloppes de financement et réduire le coût des PME
- Les partenaires sont l'Organisation Internationale de la Francophonie et la Délégation générale à l'Entreprenariat Rapide (Gouvernement du Sénégal)
- 100+ PME bénéficient d'une assistance technique pré et post financement
- Coup d'envoi en février 2020



Programme PME d'Afrique de l'ouest : Projet pilote au Sénégal

L'ITFC s'est associée à Coris Bank International (CBI) Sénégal, à la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) et à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour mettre en œuvre le projet pilote au Sénégal de son programme phare, le Programme PME Afrique de l'Ouest. Le pilote a été lancé à Dakar le 6 novembre 2019.

Le programme PME d'Afrique de l'Ouest vise à améliorer l'accès au financement des PME locales par la mise en place de lignes commerciales de financement, de renforcement de capacité et de services de conseil. Jusqu'à 200 PME sénégalaises multisectorielles seront sélectionnées par les partenaires pour participer à un programme pilote de 15 mois. Ces PME seront identifiées sur la base de critères prédéfinis relatifs à la préparation commerciale et organisationnelle, jusqu'à 20 % des places qualifiées étant réservées aux entreprises dirigées par des femmes.

En formant un partenariat entre l'État (DER), les organisations multilatérales (ITFC et OIF) et le secteur privé (Coris bank), l'ITFC, grâce à une combinaison d'instruments spécifiques à chacune de ces agences - dette, garantie, fonds propres et subvention - compte augmenter l'enveloppe de financement disponible pour les PME tout en réduisant le coût.

Le programme PME d'Afrique de l'Ouest a été annoncé en octobre 2018 avec le lancement du projet pilote au Burkina Faso, en collaboration avec la Banque Coris (Burkina Faso). Le projet pilote au Burkina Faso, qui s'est étendu sur huit mois, a permis d'accorder plus d'un million de dollars de financement supplémentaire et plus de 300.000 dollars sont actuellement à l'étude pour les PME locales qui ont bénéficié du programme.



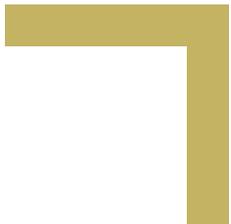
Témoignages de la part des bénéficiaires du programme

"L'impact du programme de l'ITFC pour les PME de l'Afrique de l'Ouest a été significatif. Nous avons revu les directives de gestion de base tout en apprenant de nouvelles choses, notamment sur la manière de présenter notre projet, de la rédaction d'un discours à sa présentation devant un banquier. Cela vraiment était nécessaire. Aujourd'hui, je suis heureux parce que j'ai pu recevoir un financement. Nous étions nombreux, mais si je suis finalement l'un des heureux chanceux, et c'est parce que la formation que nous avons reçue a été efficace et concluante."

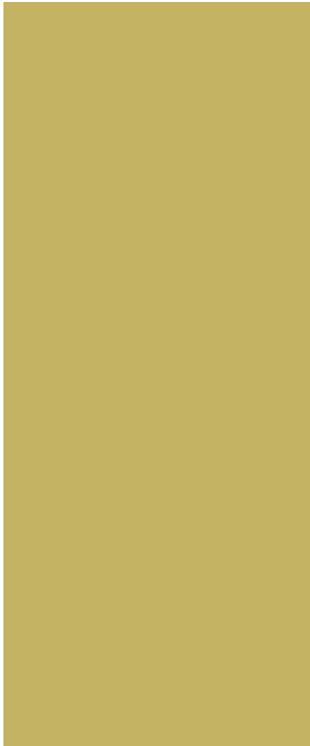
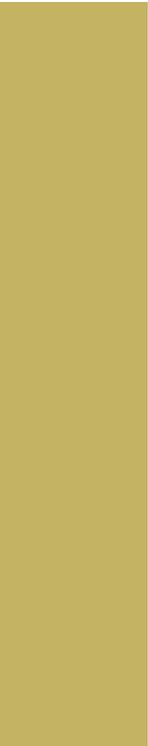
Christophe Yaméogo,
PDG de Impulsion, Burkina Faso

"Grâce aux conseils donnés pendant la formation, nous avons apporté de nombreux changements dans la gestion financière de l'entreprise et amélioré le management de nos employés. Je crois sincèrement que cela a été bénéfique, au-delà du financement que nous avons reçu."

Aziz Kalli,
PDG associé de TWK, Burkina Faso



Solutions commerciales intégrées





Les solutions commerciales intégrées sont le résultat immédiat de la nouvelle stratégie de l'ITFC adoptée en 2017, qui consiste à offrir aux pays membres des solutions qui comprennent des composantes de financement et de développement du commerce. Lancé en 2018, ce type de solution a été développé pour répondre aux besoins des PM en matière de facilitation de leur commerce extérieur et de renforcement de leurs capacités liées au commerce.

La solution commerciale intégrée mise en œuvre en 2019 comprenait les projets suivants :



Solution de commerce intégré aux Comores

Objectif

L'ITFC, aux côtés de l'Office ougandais de promotion des exportations, a apporté son soutien au gouvernement des Comores dans ses efforts pour remédier à l'absence d'accès direct aux marchés finaux pour ses principales cultures d'exportations.

Résultat

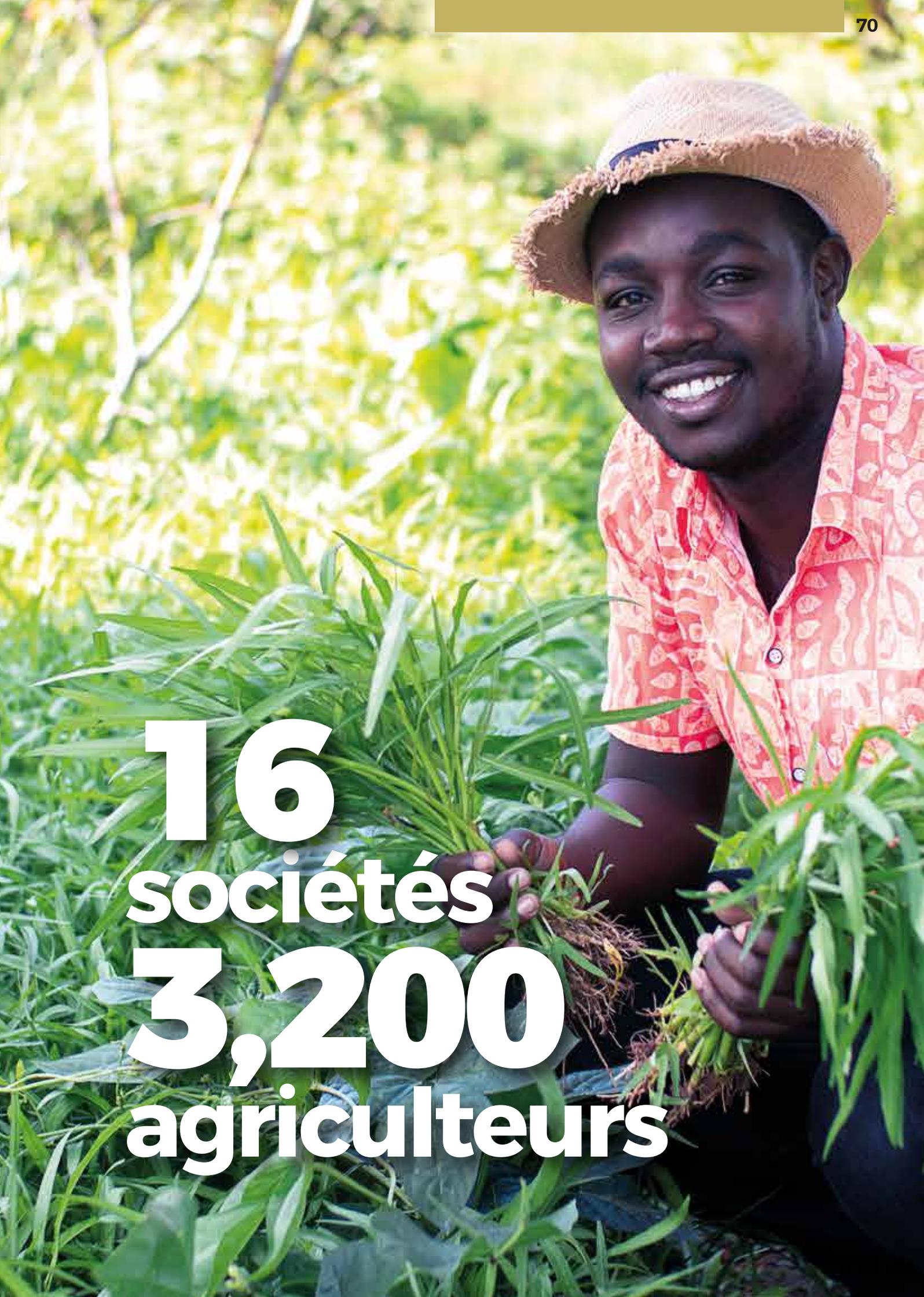
L'ITFC en coopération avec l'ONAV, a identifié et aidé 4 fonctionnaires à visiter l'Ouganda du 30 septembre au 6 octobre 2019. Cet événement de 6 jours a été organisé :

A Kampala, 2 jours et 3 ateliers organisés par l'UEPB avec le soutien de

Experts de l'UEPB : l'accent a été mis sur le lien entre l'agence de promotion des exportations et les groupes d'agriculteurs. Il s'agissait d'aider à obtenir les outils nécessaires pour évaluer les entreprises prêtes à l'exportation, identifier les acheteurs, aider les groupes d'agriculteurs à mettre en place des centres de collecte sur la base des enseignements tirés de l'Ouganda, et établir un cadre de suivi pour garantir l'efficacité des opérations des groupes d'agriculteurs.

À Kasese, visite sur le terrain de la vanille et du café avec le soutien de l'Union des coopératives agricoles du Rwanda (RFCU) qui exporte du café, du cacao et maintenant de la vanille grâce au soutien de partenaires comme la Fondation Progresso. Elle compte 16 sociétés regroupant environ 3.200 agriculteurs. La coopérative achète de la vanille à ses membres, la transforme, la stocke et la commercialise. L'équipe a ensuite rendu visite à un caféiculteur pour en savoir plus sur les bonnes pratiques agronomiques et sur la manière dont elles ont permis aux agriculteurs d'augmenter la qualité et la quantité de leur café. Les délégués ont également apprécié le niveau d'engagement dont a fait preuve l'agriculteur pour s'assurer que son jardin produisait un café de qualité.

Pendant la deuxième phase du programme, 4 professionnels de la gestion et des techniques de l'Office national de la vanille des Comores (ONAV) ont participé à une formation de 7 jours en Ouganda. La formation a consisté en une combinaison de sessions en salle de classe par des praticiens d'institutions ougandaises de développement et d'exportation de cultures de rente et de visites sur place. La mission comprenait 15 heures de formation et 2 jours de visites sur le terrain pour apprendre les meilleures pratiques en matière de gestion de la chaîne de valeur, de la ferme au marché final.

A photograph of a smiling man wearing a straw hat and a patterned shirt, holding bundles of green plants in a field. The background is a lush green field of similar plants.

16
sociétés
3,200
agriculteurs

Programme de Développement du café Indonésie

Objectif

Renforcer la production et les exportations de café par le développement de partenariats et le renforcement de capacité, le financement du commerce, le transfert des meilleures pratiques et la création d'un centre de formation spécialisé

Résultat

T&BD mettra en œuvre la nouvelle phase des solutions intégrées avec des partenaires identifiés pour les programmes de renforcement de capacités offerts aux producteurs de café en Indonésie

Des formations sur l'agriculture biologique et les bonnes pratiques agricoles ont été dispensées à 349 producteurs de café à Dairi et Karo, dans le nord de Sumatra. Ces formations visaient à donner aux agriculteurs les moyens de relever les défis posés par le changement climatique et d'accroître la qualité et la quantité de leur production de café. Il est prévu que les résultats de la formation conduisent à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et, en fin de compte, à accroître leurs exportations de café dans le monde. Ce programme est un excellent exemple de l'intégration de nos pays membres dans les chaînes de valeur mondiales.

En reconnaissance des efforts déployés par les agriculteurs pour améliorer leurs compétences, une cérémonie de remise des diplômes a été organisée le 16 juillet 2019 à Karo Nord Sumatra, en Indonésie, à laquelle ont participé les agriculteurs, l'ONG partenaire et les autorités locales.

Pour l'année 2020, la CIFC poursuivra son programme dans le nord de Sumatra et à Aceh.



Solution de commerce intégrée Pakistan

Objectif

Faciliter l'accès des agriculteurs au financement et au stockage de qualité pendant tout le cycle de production grâce à un instrument électronique et négociable par le biais du financement des récépissés d'entrepôt.

Résultat

L'ITFC a conçu des ateliers de sensibilisation d'une journée sur la gestion des garanties et le financement des reçus d'entrepôt (WHRF) à Islamabad et Karachi.

L'objectif est d'informer les dirigeants du secteur bancaire des récents progrès réalisés sur le sujet et d'entamer un dialogue sur la manière d'engager le secteur financier pour faire progresser le programme du WHRF au Pakistan.

Cet atelier donnera un aperçu de la réglementation sur les sociétés de gestion des garanties (établissement et opérations), élaborée par la Commission des valeurs mobilières et des changes du Pakistan (SECP) en consultation avec la Banque d'État du Pakistan (SBP) et d'autres parties prenantes. Les ateliers sont prévus le 27 janvier et le 29 janvier 2020 à Islamabad et Karachi respectivement.



CIS (Ouzbékistan) Solution de Commerce intégrée :

Objectif

Présenter des informations détaillées sur les solutions de financement du commerce de l'ITFC, y compris les modes de financement, et les questions liées à l'utilisation du financement de l'ITFC par les IF et améliorer la connaissance et la compréhension des IF participant au financement du commerce islamique, en mettant particulièrement l'accent sur les outils et les mécanismes.

Résultat

The 'Islamic Trade Finance Training' project was held from 22-25 January 2019 in Uzbekistan to spread the knowledge about Islamic Trade Finance to the country and provide financing to combine the theoretical knowledge with real Islamic trade finance operations. 12 local IFs were informed / educated about the trade finance tools, ITFC trade finance solutions and Islamic trade finance products.

Solution de commerce intégrée Burkina Faso:

Objectif

Pour augmenter la productivité du secteur du coton au Burkina Faso

Résultat

Le secteur du coton burkinabé reste l'un des plus importants dans l'économie du pays. Malgré son importance, la stagnation de la croissance de la productivité au cours des dernières décennies a entravé la capacité des producteurs à être compétitifs sur le marché mondial. La réforme du secteur du coton, bien que moins réussie, est un processus continu qui devrait rendre le secteur du coton burkinabé plus efficace et plus réactif aux marchés mondiaux.

Ce projet visait à fournir des analyses de sol et des analyses cartographiques dans deux régions du Burkina, afin d'améliorer le rendement et l'utilisation des engrais.

Interventions ciblées de développement du commerce



Conformément à sa mission d'institution de financement et de développement du commerce, l'ITFC soutient les plans nationaux de développement économique de ses pays membres par le biais de programmes et d'activités liés au commerce, mais pas nécessairement, couplés à des composantes de financement du commerce.

En outre, l'ITFC continue à mettre en œuvre des projets/programmes de facilitation et de promotion du commerce et d'assistance technique liée au commerce (ATLC) dans les pays membres, et à renforcer son image de partenaire de mise en œuvre et non seulement d'organisme de financement. À cette fin, l'ITFC explorera, chaque fois que cela sera possible, des solutions technologiques nouvelles et innovantes liées au commerce avec les PME. Dans le même ordre d'idées, l'ITFC continue d'apporter un soutien axé sur le commerce au secteur halal, à l'émancipation économique des femmes et à l'emploi des jeunes.

Voici quelques-unes des interventions sur lesquelles l'ITFC a travaillé en 2019 :



Programme de liaison à flux inversé pour la mangue et la noix de cajou en Guinée et Tunisie

Objectif

L'objectif principal du projet est de contribuer aux efforts du Gouvernement pour développer et améliorer les chaînes de valeur pour l'exportation de mangue et noix de cajou. Plus spécifiquement, le projet vise à renforcer les capacités techniques et organisationnelles des institutions en charge de la promotion des exportations de mangue et noix de cajou.

Le projet doit démarrer en janvier 2020.

Résultat

- Résultat 1: L'écosystème national des chaînes de valeur pour l'exportation de mangue et noix de cajou est amélioré et une synergie entre les diverses composantes de chaînes de valeur est créée.
- Résultat 2: L'emballage, le conditionnement et le traitement de la mangue sont développés.
- Résultat 3: les acteurs publics et privés maîtrisent les techniques et outils pour accéder au marché et promouvoir l'exportation des produits mangue et noix de cajou et l'environnement institutionnel d'appui aux exportateurs est amélioré.



Programme de Développement du secteur halal

Objectif

Gérer le développement du secteur Halal dans les pays membres OIC

Résultat

- Renforcer la participation des pays les moins développés dans la session de formation et renforcer les relations entre pays islamiques
- Souligner les efforts de l'ITFC pour aider le commerce Intra- OCI et le commerce à l'étranger des PMMD de l'OIC.

Avec l'appui de la Société Internationale Islamique de Financement du commerce (ITFC) un Programme de formation a été organisé par SMIIC sur OIC/SMIIC 1 – Formation création s'est tenue le 28 septembre 1er octobre 2019 à Istanbul, République de Turquie.

Le programme de formation visait à donner le savoir de base nécessaire de OIC/SMIIC 1 et encourage l'harmonisation des normes Halal utilisées à l'OIC et à l'international en aidant l'adoption et l'utilisation de normes halal OIC/SMIIC.



Perspectives d'investissement arabo-africain dans la zone de libre-échange continentale africaine

Objectif

Cette session plénière a souligné les opportunités de commerce et d'investissement créées par la Zone de libre-échange continentale africaine entre régions arabes et africaines. La session visait à souligner les programmes et les efforts de l'ITFC pour supporter le commerce dans ses PM, particulièrement en Afrique.

Résultat

Organisé par l'ITFC durant le forum d'investissement pour l'Afrique 2019, tenu au Caire le 23 novembre 2019

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) et Afreximbank organiseront, en vertu du programme de passerelles commerciales arabo-africaines (AATB), un Forum d'un jour sur les « Perspectives de commerce et d'investissement arabo- africaines au vu de la création d'une zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) » pour discuter et élaborer le potentiel de commerce et d'Investissement entre les régions africaines et arabes, au vue de la création de AfCFTA

She Trades Maroc

Objectif

L'objectif stratégique du projet est de contribuer au développement économique et social du Maroc par l'expansion de l'activité, économique, l'autonomisation économique des femmes et la création d'emplois durables, en particulier pour les femmes.

Résultat

Les objectifs spécifiques du projet : (a) renforcer la capacité d'exportation des entreprises détenues par des femmes et renforcer leur respect des exigences du marché. (b) connecter les entrepreneurs femmes aux chaînes de valeur mondiales.

Action nationale de lutte contre l'aflatoxine, Gambie

Objectif

Pour éradiquer l'aflatoxine (un champignon toxique présent dans les champs fermiers qui affecte l'arachide de qualité) en Gambie.

Cette toxine empêche la Gambie d'exporter son arachide sur le marché international (notamment le marché européen) dans les meilleures conditions

Résultat

Les principaux résultats de la première expérience pilote mise en œuvre en Gambie en 2018 :

- 1.163 foyers (équivalent à environ 7.000 fermiers) ont participé au programme
- 02 formations de formateurs pour l'application d'Aflasafe ont eu lieu en juillet 2018
- Un total de 47,6 tonnes (taux d'application de 95 %) d'Aflasafe a été appliqué sur 4 753 hectares de terres en août 2018.
- Pour la saison 2019, sur les 5 300 hectares initialement identifiés, le programme ne traitera que 2 300 hectares, car les pluies ne sont pas arrivées à temps et lorsque la pluie a commencé à tomber, le pays a connu de longues périodes de temps sec. C'est la raison pour laquelle le programme utilisera l'équivalent de 23 tonnes d'Aflasafe SN01 au lieu de 50 tonnes.
- Sur la base de ces conditions, l'ITFC élargira le programme pour couvrir l'année 2020.



Atelier de Formation au Financement du Commerce Islamique

Objectif

En Coopération avec l'École de banque centrale d'Istanbul (ISCB) et le centre de formation et de recherche statistique, économique et social pour les pays islamiques (SESRIC) et l'assistance technique accordées aux pays CIS et l'Afghanistan pour renforcer les capacités de leurs banques centrales en financement islamique.

Résultat

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), en collaboration avec l'École de banque centrale d'Istanbul (ISCB) et le Centre de recherche et de formation statistique, économique et sociale pour les pays islamiques (SESRIC), a organisé un programme de formation de quatre jours sur la banque et la finance islamiques.

Les sessions de formation ont rassemblé des représentants des banques centrales et d'autres autorités compétentes d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de la République kirghize, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et de l'Afghanistan, qui sont responsables de la réglementation et du développement de la banque et de la finance islamiques.

Ces ateliers, les derniers d'une série organisée par l'ITFC dans la région de la CEI, qui visent à promouvoir et à sensibiliser à la finance islamique dans le cadre des activités de développement commercial de l'ITFC, ont été animés par des experts réputés de la finance islamique et ont été conçus pour fournir une compréhension approfondie de la banque et de la finance islamiques, donner un aperçu des produits financiers existants, expliquer le fonctionnement des institutions financières islamiques et préciser les principales différences entre la banque et la finance conventionnelles et la banque conforme à la charia.

Outre l'acquisition des connaissances et des compétences nécessaires dans le domaine de la finance islamique, les participants ont également bénéficié d'une plateforme de réseautage avec des représentants de la banque centrale de Turquie et de banques participantes turques.



Appui à la participation de PMMD à la foire commerciale OIC

Objectif

En vertu de la coopération entre l'ITFC et ICDT, et dans le cadre du support au commerce des PMMD et Intra-OIC, l'ITFC continuera à gérer cet important évènement.

Résultat

Durant l'année 2019, l'ITFC a continué à étendre son support pour permettre aux PMMD de conquérir de nouveaux marchés et explorer de nouvelles opportunités commerciales avec des pays membres. A cet égard, l'ITFC a sponsorisé la 16e foire commerciale des pays islamiques qui s'est tenue du 7 au 13 avril 2019 au centre de congrès international de Baghdad – République d'Iraq et a duré sept jours et était ouvert aux hommes d'affaires et au grand public de 9 à 16 heures et sur 7000 mètres carré.

Le salon a vu la participation d'exposants des pays suivants : Royaume de Bahreïn, République de Turquie, République de Tunisie, République du Sénégal, République d'Irak, Sultanat d'Oman, République de Côte d'Ivoire, République du Liban, République islamique de Mauritanie et République arabe d'Égypte.

ÉLARGISSEMENT DE L'IMPACT PAR DES
PARTENARIATS STRATÉGIQUES,

**UNE POLITIQUE
DE DIALOGUE
ET LA MOBILISA-
TION DE RES-
SOURCES DE
PROGRAMMES
DE DÉVELOPPE-
MENT**

Alignement avec les objectifs du groupe de la BID et CIO

Alignement de l'ITFC sur le Programme de 5 ans du Président (P5P)

Conformément à la mission du Groupe de la BID de promouvoir le développement humain global, l'ITFC recherche constamment des opportunités axées sur le financement des transactions commerciales qui ont un impact positif sur la croissance inclusive et répondent aux besoins de développement des pays membres. L'appui fourni par l'ITFC favorise les stratégies commerciales des pays membres de l'OCI et encourage le développement et la croissance économiques durables ; à ce titre, l'ITFC s'aligne étroitement sur le P5P.

1. P5P Volet 1 : Exécution - Améliorer l'exécution des interventions de la Banque dans les pays membres

Le financement du commerce islamique dans le monde

Le total des autorisations de financement du commerce de l'ITFC a augmenté de 12 %, passant de 5,2 milliards de dollars US en 2018 à 5,84 milliards de dollars US en 2019. Les décaissements de l'ITFC ont atteint de nouveaux sommets, augmentant de 8,7 %, passant de 4,57 milliards de dollars US en 2018 à 4,97 milliards de dollars US en 2019 - preuve de la capacité de l'ITFC à remplir son mandat tout en s'adaptant à des environnements de marché difficiles tirés par des politiques commerciales protectionnistes mondiales et à la volatilité des prix des matières premières.

Orienter les fonds vers les PME et responsabiliser les jeunes

L'ITFC aspire à créer un environnement propice à la croissance des PME et cherche activement à créer des opportunités pour la jeune génération de trouver des emplois et d'augmenter ses revenus personnels. La croissance des PME est sans aucun doute reconnue comme le principal vecteur de croissance, de création d'emplois, d'inclusion - et l'ITFC a un rôle clair à jouer pour développer le secteur privé de l'OCI.

ITFC a contribué à l'effort global du groupe pour promouvoir les PME en fournissant des lignes de financement pour un montant de 677 millions de dollars US, tandis que le financement global de l'ITFC pour le secteur privé s'élevait à 821 millions de dollars US. L'ITFC a réussi à établir de nouveaux partenariats avec un total de 13 banques de financement de ligne dans le portefeuille. En conséquence, l'ITFC a pu soutenir plus de 45.000 emplois dans les PME des pays membres.

Inclusion financière dans les pays membres moins développés

L'ITFC a continué à allouer des montants substantiels de financement aux pays membres les moins avancés - afin de renforcer l'inclusion financière et d'étendre le soutien là où il est le plus nécessaire. Sur le total des autorisations de financement du commerce pour 2019, 36 % ont été alloués aux PMMD, contre 32 % l'année précédente, soit un montant de 2,1 milliards de dollars en 2019.

2. P5P Volet 2 : Liaisons - Nouveau modèle de développement pour renforcer les liens

naturels avec les activités opérationnelles

Promouvoir le commerce et le développement

Les programmes phares de l'ITFC sont des initiatives de développement commercial multi-donateurs / multi-pays / multi-objectifs (dirigées par l'ITFC). Ces programmes sont spécifiquement conçus pour développer les flux commerciaux entre des pays spécifiques.

L'ITFC prévoit également des solutions commerciales intégrées, qui consistent en des solutions sur mesure pour les pays membres et qui couvrent à la fois les composantes de financement et de développement du commerce. Cette proposition a été élaborée pour répondre aux besoins des pays membres en matière de facilitation du commerce extérieur ainsi qu'aux besoins de renforcement des capacités.

Partenariats stratégiques

Grâce à son réseau de partenaires stratégiques, l'ITFC est resté active sur de nombreux fronts, notamment l'avancement des politiques, la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des programmes de développement du commerce. L'ITFC a poursuivi ses activités avec les partenaires de longue date comme la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Fonds de l'OPEP et les agences des Nations unies : La CNUCED et l'ONUDI, la Chambre de commerce internationale (CCI) et a participé activement à la Commission bancaire de la CCI et au groupe de travail sur le financement du commerce durable.

Des engagements ont été pris avec l'OMC, notamment les chefs d'institutions, les réunions sur le financement du commerce et l'examen global de l'aide au commerce. Le CIR et l'ITFC continueront à s'attaquer aux principales contraintes en matière de renforcement des capacités et de promotion du commerce dans les pays membres par l'élaboration de programmes et l'assistance technique, notamment aux Comores et en Guinée. Le partenariat avec Afreximbank a donné lieu à la signature d'un programme de financement et de promotion du commerce en Afrique arabe (AATFPP) de 500 millions de dollars US dans le cadre de l'AATB lors des assemblées annuelles de la BID.

3. PSP Volet 3 Compétence - Connaissances stratégiques dans les secteurs compétitifs

Science, technologie et innovation

L'ITFC reconnaît le rôle important que peuvent jouer la science, la technologie et l'innovation comme catalyseur de la croissance économique. Au cours de l'année 2019, l'ITFC a poursuivi une initiative en matière d'innovation, appelée « innov@ITFC », destinée à ancrer une culture de l'innovation dans l'ensemble de l'ITFC.

Compte tenu des changements rapides dans le monde de la finance, influencés par les progrès de la technologie et de la numérisation, l'initiative vise à déclencher et à favoriser les processus d'innovation et favorisera le développement de solutions innovantes pour répondre aux besoins des pays membres.

« Les personnes vivant dans les communautés en développement ont besoin de solutions durables à long terme. La science, la technologie et l'innovation (STI) peuvent apporter ces solutions et avoir des implications profondes et positives pour l'augmentation de la productivité et la croissance économique. Il est donc vital que nous introduisions l'innovation dans nos stratégies, produits et services ».

S.E. Dr. Bandar M. H. Hajjar,
Président du Groupe de la BID

Conformément aux instructions du président du Groupe de la BID, l'ITFC est engagée dans des programmes de liaison inverse axés sur la transformation des chaînes de valeur. En particulier, le programme de liaison inverse Guinée-Tunisie pour la mangue et la noix de cajou est conçu pour contribuer aux efforts du gouvernement en vue de développer et d'améliorer les chaînes de valeur pour l'exportation de la mangue et de la noix de cajou. Le projet vise spécifiquement à renforcer les capacités techniques et organisationnelles des institutions chargées de promouvoir les exportations de mangues et de noix de cajou.

- Résultat 1 : L'écosystème national des chaînes de valeur pour l'exportation de mangues et de noix de cajou est amélioré et une synergie entre les différentes composantes des chaînes de valeur est établie.
- Résultat 2 : Le conditionnement, l'emballage et la transformation de la mangue sont développés.
- Résultat 3 : Les acteurs publics et privés maîtrisent les techniques et outils d'accès au marché et de promotion des exportations de produits de la mangue et de la noix de cajou et l'environnement institutionnel de soutien aux exportateurs est amélioré.

Initiatives de promotion de la finance islamique

La BID et l'ITFC sont alignés dans la promotion de la finance islamique et, par conséquent, cet objectif stratégique constitue un élément central des stratégies de croissance de la BID et de l'ITFC. L'ITFC a atteint cet objectif clé en 2019 grâce au versement de 4,97 milliards de dollars américains pour le financement du commerce. Pour aller plus loin, l'ITFC a entrepris 11 initiatives spécifiques destinées à promouvoir la finance islamique dans les pays membres. Ces initiatives couvrent des domaines tels que la formation à la finance islamique, les ateliers, la gestion des fonds, le soutien aux PME et le soutien aux programmes de développement du commerce

Atelier de financement du commerce islamique de Ouzbekistan

Atelier de financement du commerce islamique Kyrgystan

Formation financement du commerce islamique Banques Centrales et Afghanistan

Gestion du fond islamique - SEF

Programme AATB

Programme de lancement d'exportation

Programme PME d'Afrique de l'Ouest

Programme AfTIAS 1

Solution de commerce intégrée Pakistan

Programme She Trades - Maroc

Programme arabo-africain Financement du commerce et Promotion de US\$500 millions

4. P5P Volet 4 : Financement – Aller vers un mode économique autonome

Mobilisation de ressources hors bilan

Les institutions mondiales de développement se sont réunies autour de l'objectif de « passer de milliards à des milliers milliards » en utilisant leur capital financier et leurs connaissances pour mobiliser des fonds du secteur privé, en reconnaissance du fait que l'ampleur du financement nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable dépasse de loin les budgets publics. L'ITFC a été exceptionnellement efficace pour mobiliser des ressources extérieures en vue de financer des activités commerciales. L'ITFC a mobilisé 3,66 milliards de dollars US de fonds extérieurs pour des activités de financement du commerce en 2019 par le biais d'accords de syndication.

Mobilisation de subventions pour le développement du commerce

L'ITFC a mobilisé 1,2 million de dollars US sous forme de subventions pour des activités de développement du commerce. Ces fonds ont permis à l'ITFC de s'engager avec des partenaires pour mettre en œuvre des programmes de développement du commerce, notamment le Programme Afrique de l'Ouest au Sénégal, She Trades Maroc et l'Export Launchpad Bangladesh. L'ITFC a fourni un financement de démarrage et a joué le rôle principal dans la mobilisation des ressources nécessaires auprès des donateurs. La capacité de l'ITFC à mobiliser des fonds auprès des acteurs du marché extérieur souligne que la Société a pu soutenir ses pays membres grâce à son pouvoir sur le marché et qu'elle était prête à répondre aux besoins des clients de manière proactive.

Fonds souverain de l'énergie

Conformément à son modèle économique et à sa stratégie de diversification des portefeuilles, l'ITFC cherche à renforcer et à diversifier son offre de gestion d'actifs/fonds d'investissement. L'objectif est de développer, structurer, exécuter et gérer des fonds conformément aux normes mondiales les plus élevées et par des stratégies d'investissement innovantes. Le Fonds souverain de l'énergie d'ITFC (ISEF) est le premier fonds de l'ITFC et sera géré jusqu'à son échéance en octobre 2022. Le fonds représente une initiative visant à améliorer le modèle économique d'autofinancement au sein de l'ITFC.

Augmenter le revenu brut et rationaliser les coûts

Conformément au P5P, l'ITFC cherche à développer en permanence un modèle commercial durable

axé sur la viabilité financière, les nouvelles lignes d'activité, la diversification du portefeuille et l'augmentation de la capacité à développer des solutions de financement du commerce islamique. Grâce à l'accent mis par les ITFC sur la viabilité financière tout au long de 2019, la société a enregistré un bénéfice net de 33,4 millions de dollars (après provisionnement spécifique), un rendement des capitaux propres de 3,50 % et un rendement des actifs de 3,24 %. En outre, l'ITFC a réduit le ratio coûts/revenus à 46,2 %.

5. P5P Piste 5 : Renforcement - Jeter les bases d'un modèle de prestation commerciale décentralisée

Décentralisation

L'ITFC en partenariat avec l'Unité de Facilitation de la Décentralisation (DFU) de la BID, a mis en place une unité de décentralisation. Son objectif est d'initier, de gérer et de maintenir la décentralisation du personnel en contact avec les clients sur le terrain afin qu'elle puisse être plus proche des pays membres et agir de manière plus rapide et plus efficace. Conformément à cette stratégie, l'ITFC a transféré plusieurs membres du personnel en contact avec les clients dans les centres régionaux et maintient une collaboration étroite et continue avec la BID dans les centres régionaux de Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Istanbul (Turquie), Jakarta (Indonésie) et Rabat (Maroc). En outre, l'ITFC examine actuellement le plan de décentralisation et évalue les enseignements tirés des activités des centres régionaux. En particulier, l'ITFC a pu augmenter le niveau des autorisations gérées par les Pôles régionaux en 2019 à 58%.

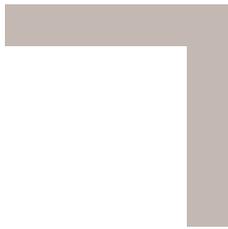
6. P5P Piste 6 : Sensibilisation - Positionner la BID comme leader dans les domaines stratégiques

Positionner l'ITFC comme leader dans le financement du commerce et le développement du commerce

La sensibilisation est un élément central de la stratégie décennale de l'ITFC et est également alignée stratégiquement sur le P5P. Plus précisément, l'ITFC aspire à devenir une plaque tournante mondiale pour le financement du commerce islamique par des événements internationaux, de communications et un leadership de la pensée.

L'ITFC a dirigé 16 événements mondiaux en 2019, tandis que le DG de l'ITFC a mené 36 engagements de haut niveau - plaçant l'ITFC sur la scène internationale. En outre, la stratégie de sensibilisation basée sur les événements de l'ITFC a permis de faire de la publicité pour 32 millions de dollars US dans les médias et les actualités mondiales.

Synergie avec les entités du groupe de la BID



Les 3 entités du Groupe de la BID, compte tenu de leurs mandats respectifs, ont reconnu la nécessité d'unir leurs forces et d'améliorer les offres de solutions innovantes pour soutenir le bien-être socio-économique des pays membres de l'OCI. À cette occasion, un accord tripartite a été signé entre la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC), la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD) et la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC) pour identifier de nouveaux moyens de collaboration afin de travailler ensemble de manière harmonieuse et structurée et de contribuer à maintenir la dynamique.

Cette collaboration permettra auxdites entités de suivre les pas et la vision du programme quinquennal du président du Groupe de la BID (P5P), d'explorer les possibilités de partenariat entre les entités, de jeter les bases d'une coopération stratégique commune pour soutenir les pays membres et d'explorer les moyens d'obtenir un avantage concurrentiel au niveau du Groupe de la BID.

L'accord permettra une approche supérieure centrée sur le client et la vente croisée des produits et services de chacun. Le principal avantage pour les clients du Groupe de la BID sera d'avoir accès à un guichet unique et de profiter des atouts de chaque entité, qui se reflètent dans leurs programmes de développement et de promotion phares. La collaboration comprend également, entre autres, l'organisation d'ateliers et de forums communs et spécialisés dans les pays membres.

Politique

L'ITFC a continué à s'engager de manière significative dans l'avancement de politiques en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques axées sur l'efficacité du commerce international pour faire avancer le commerce et améliorer les conditions de vie. Un volet important de son action a été mené avec la publication de « Contribution du commerce international et des chaînes de valeur mondiales au développement durable » dans le cadre de la participation du Groupe de la BID à la 7e analyse globale d'aide au commerce de l'Organisation Mondiale du Commerce.

En outre, l'ITFC a continué de collaborer avec d'autres BMD sur des questions liées à la réduction du déficit de financement du commerce mondial en apportant des contributions spécifiques, notamment à la réunion du groupe d'experts de l'OMC sur le financement du commerce, à la Commission bancaire de la CCI, aux consultations du G20/B20 et aux interventions politiques dans les forums mondiaux, y compris sa participation au dialogue des chefs d'institutions. Elle a poursuivi ses efforts pour promouvoir le financement du commerce islamique par le biais d'un leadership éclairé et a publié un cours sur la finance islamique en partenariat avec l'Institut de formation à la recherche islamique et l'Académie de la CCI pour les banques partenaires de l'ITFC en Afrique occidentale et centrale. D'autres rapports ont été publiés en 2019, notamment une contribution dans « Trade Finance and the Compliance Challenge - A Showcase of International Cooperation » en collaboration avec l'OMC et la SFI

Partenariats

En 2019, grâce à son réseau de partenaires stratégiques, l'ITFC est resté active sur de nombreux fronts, notamment l'avancement des politiques, la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de programmes de développement du commerce. L'ITFC a poursuivi ses activités avec la Chambre de Commerce Internationale (CCI) et a participé activement à la Commission bancaire de la CCI et au groupe de travail sur le financement du commerce durable. Différentes voies ont été utilisées pour consolider plusieurs activités. Des engagements ont été pris avec l'OMC, notamment les chefs d'institutions, les réunions sur le financement du commerce et l'examen global de l'aide au commerce. Le CIR et l'ITFC continueront à s'attaquer aux principales contraintes en matière de renforcement des capacités et de promotion du commerce dans les pays membres par l'élaboration de programmes et l'assistance technique, notamment aux Comores et en Guinée. Avec l'Union africaine et Afreximbank, l'ITFC a continué à jouer un rôle important, notamment dans les activités préparatoires de la deuxième foire commerciale intra-africaine qui se tiendra prochainement à Kigali. Le partenariat avec Afreximbank a également donné lieu à la signature d'un programme de financement et de promotion du commerce en Afrique arabe (AATFPP) de 500 millions de dollars US dans le cadre de l'AATB lors des assemblées annuelles de la BID.

Mobilisation de ressources pour le développement du commerce

Face à une demande accrue de développement du commerce de la part de ses pays membres, l'ITFC a augmenté sa contribution au financement d'amorçage pour faciliter la mobilisation de ressources auprès d'autres partenaires, notamment les gouvernements, les BMD, les agences de développement et les donateurs et promoteurs de projets. Le montant total des ressources mobilisées pour les activités de développement du commerce s'est élevé à 1.260.000 dollars en 2019, soit une augmentation de 28 % par rapport à 2018. Ces fonds mobilisés ont été essentiels pour se joindre à des partenaires afin de mettre en œuvre d'importants programmes et projets, notamment le Programme Afrique de l'Ouest au Sénégal, She Trades Maroc ou l'Export Launchpad Bangladesh, dont l'ITFC a fourni le financement de départ et a joué le rôle principal dans la mobilisation des ressources nécessaires auprès des donateurs. À l'avenir, l'accent sera mis sur l'obtention de contributions d'autres partenaires non traditionnels tels que les groupes de réflexion, les fondations et le secteur privé afin de mobiliser des fonds pour les interventions de développement du commerce.

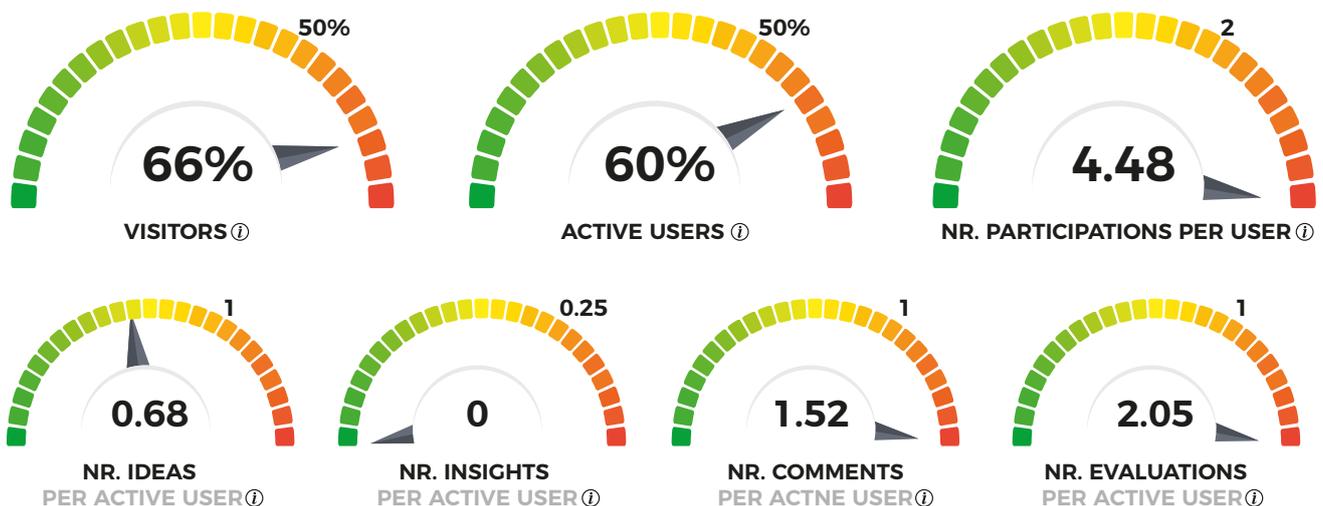
Innovation & Développement de produits

Innovation

L'innovation est la pierre angulaire de toute institution qui se positionne comme leader... C'est pourquoi l'ITFC a lancé sa fonction d'innovation mi-2018 et a organisé une saison pilote pour tester le processus la même année. Les idées gagnantes de la saison-pilote ont été mises en œuvre au cours de l'année 2019. En conséquence, ITFC a réduit son utilisation de plastique de 50% et a commencé à consommer du café équitable ainsi qu'à recycler le plastique et le papier. En 2019, un coin café a été aménagé à chaque étage où les grains de café du commerce équitable sont fraîchement moulus pour la consommation de café et des fontaines d'eau ont été installées pour remplir les infuseurs d'eau réutilisables. De plus, des bacs de recyclage ont été placés à chaque étage pour aider l'environnement en permettant au personnel de recycler le plastique et le papier. En outre, la promotion d'une culture de l'innovation est aussi importante que la gestion des saisons pour relever les défis. La promotion de la culture de l'innovation vise à encourager le personnel à jouer un rôle actif dans les fonctions d'innovation. Pour cette raison et en plus des messages encourageants, 2019 a vu la création de trois zones thématiques d'innovation : La nature, la plage et l'espace. Le but de ces espaces est de fournir un havre de paix au personnel pour qu'il puisse quitter son travail normal pour un travail plus relaxant, propice au brainstorming et à la créativité.

Enfin, la première saison officielle s'est déroulée en 2019 sous le thème « Comment l'ITFC peut-elle être innovante en matière de communication interne et externe ».

KEY PERFORMANCE INDICATORS (KPI)



Développement de produits

Le développement de produits est une autre fonction importante de l'ITFC. Il contribue à la génération d'activité de l'ITFC. Pour cette raison, l'équipe s'est engagée à faire progresser les produits conformes à la charia nécessaires pour faciliter la fonction de financement du commerce de l'ITFC ; ainsi qu'à répondre aux divers instruments financiers requis par les PM.

Initiée en 2018, l'équipe a développé deux produits conformes à la charia qui ont été approuvés pour être testés avant la fin de 2019. Les deux produits sont Salam pour le financement du commerce et la Confirmation LC pour le financement du commerce. L'équipe a également travaillé à la formation et au soutien à un pilote pour 2020.

Consultations

L'ITFC a été désignée par l'Autorité saoudienne de développement des exportations (SEDA) pour développer quatre solutions de financement du commerce islamique en faveur de la banque Saudi EXIM. L'engagement a été mené à bien au début du troisième trimestre.

L'ITFC est déterminée à tirer parti de ses succès en faisant des services de conseil une nouvelle ligne d'activité, en capitalisant sur son réservoir d'expertise.

Numérisation

Suite à l'autorisation par le Conseil d'administration du plan triennal de numérisation, l'ITFC a entamé son parcours de transformation numérique. La phase d'exploration a consisté en une série de démonstrations de solutions FinTech effectuées par divers fournisseurs de solutions, ce qui a donné lieu à quatre pilotes pour valider les analyses de rentabilité. L'un d'entre eux était l'initiative Marco Polo, le plus grand essai de financement du commerce en compte ouvert sur la plateforme Corda. L'expérience de sept semaines a réuni plus de 70 organisations de plus de 25 pays dans le but de simuler l'escompte de créances sur la plateforme.

Le plan consiste à déployer deux solutions d'innovation numérique d'ici la fin de 2020 afin de numériser le cycle de financement du commerce.

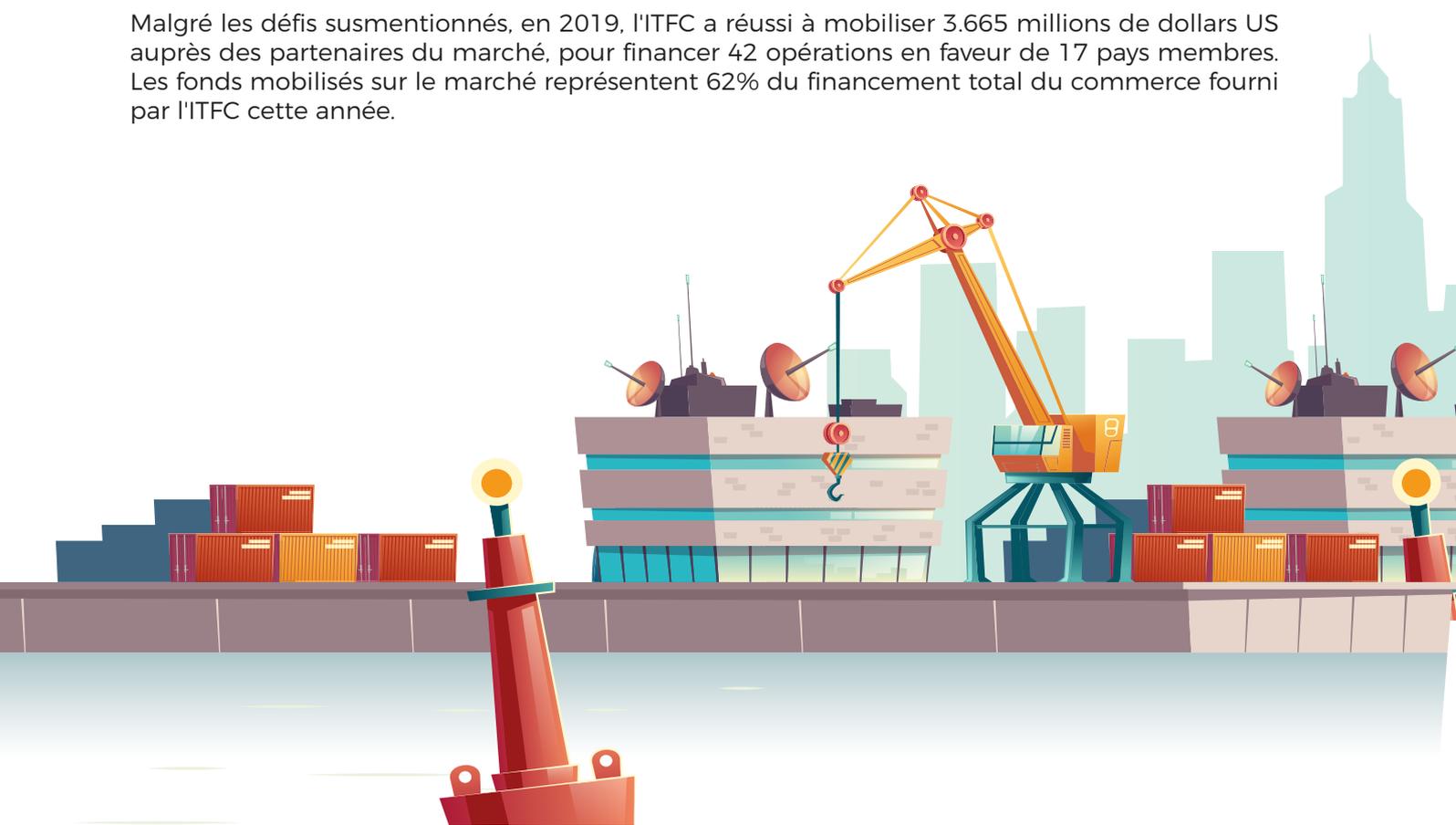
L'ITFC s'engage à exploiter les solutions FinTech pour faire progresser son activité et offrir à ses clients des expériences haut de gamme et homogènes.



La mobilisation de ressources pour soutenir les interventions de financement du commerce

La hausse trimestrielle du taux du Fonds fédéral américain a commencé en 2017 et cette tendance s'est poursuivie en 2018, avec un pic à 2,50 % par an vers la fin de l'année. L'année 2019 a commencé avec l'anticipation d'un mouvement de baisse des taux. Au T2-2019, la FED a procédé à sa première réduction de taux, et après des réductions consécutives, elle se situe aujourd'hui à 1,75 % avec une anticipation de nouvelles réductions de taux dans la période à venir. En outre, les prix du pétrole n'ont pas connu de mouvements majeurs au cours de l'année mais la géopolitique de la région a continué à créer de l'incertitude. Cette dynamique suscite des inquiétudes et exerce des pressions sur les marchés et les emprunteurs, augmentant ainsi le risque pour les clients d'ITFC et les partenaires du groupement. Cela a eu pour effet d'accroître les demandes adressées à l'ITFC pour qu'elle mobilise des ressources supplémentaires afin de satisfaire les volumes de financement croissants pour faire face aux risques plus élevés associés aux pays membres.

Malgré les défis susmentionnés, en 2019, l'ITFC a réussi à mobiliser 3.665 millions de dollars US auprès des partenaires du marché, pour financer 42 opérations en faveur de 17 pays membres. Les fonds mobilisés sur le marché représentent 62% du financement total du commerce fourni par l'ITFC cette année.



Exploiter les ressources liquides pour un impact durable sur le marché

L'année 2019, a été une année charnière pour l'ITFC qui a vu la création de sa propre fonction de négociation avec la mise en place réussie d'un système de gestion de la trésorerie pour faciliter la gestion des liquidités, cette mise en œuvre a conduit au début des négociations avec les banques et les contreparties directement pour effectuer des activités d'investissement et d'emprunt. L'ITFC a participé activement au marché des transactions sur le marché monétaire et le marché des capitaux.

L'ITFC a signé plusieurs accords avec des banques locales, régionales et internationales qui ont élargi la base de ses partenaires sur le marché des titres du Trésor. L'ITFC a également réussi à se faire un nom dans l'espace du Trésor et a joué le rôle actif d'animateur de marché.

Pour gérer ses liquidités, le Trésor public a mis en place une politique de liquidité prudente qui a été hautement accréditée par les agences de notation dans leur rapport de crédit.

L'ITFC a commencé à exploiter activement son bilan et prévoit de se développer davantage dans les années à venir pour financer son appétit croissant et assurer sa viabilité financière. L'ITFC prévoit de mobiliser jusqu'à 40 % de son bilan dans les années à venir.



Forum des Partenaires de L'ITFC 2019



**ITFC PARTNERS
FORUM 2019**

Investing for Impact

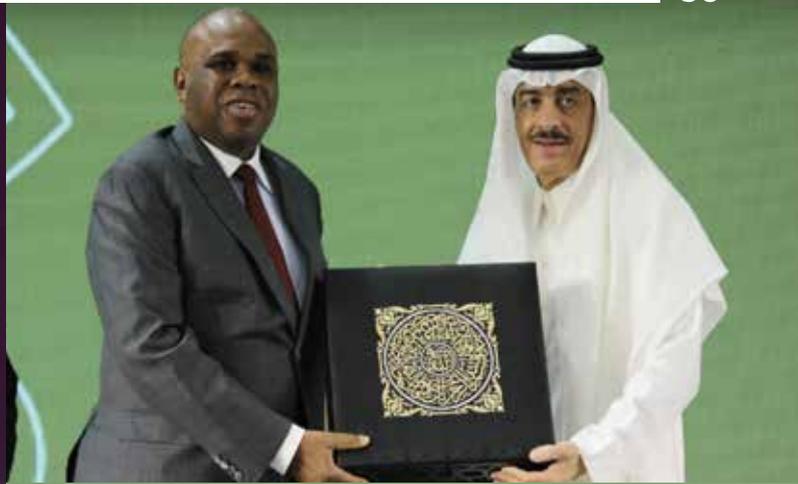
Un forum financier organisé par L'ITFC en invitant ses partenaires de syndicat et de trésorerie des institutions financières, banques et fonds internationaux, régionaux et locaux.

Tenue à l'hôtel Ritz Carlton le 5 décembre 2019, sous le haut patronage de S.E. Dr Bandar Hajjar, président du Groupe de la Banque islamique de développement (BIsD), cette manifestation d'une journée a permis aux délégués de mieux comprendre comment la finance islamique à travers le monde augmente les échanges commerciaux et améliore les conditions de vie, contribuant ainsi aux ODD des Nations Unies.

L'ITFC a été rejointe par une foule d'institutions locales, régionales et internationales finance aux côtés de S.E. Muhammad Hammad Azhar, ministre des affaires économiques du gouvernement pakistanais, du cheikh Saleh Kamel, président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture, du professeur Benedict Oramah, président d'Afreximbank, entre autres participants de premier rang.

L'ITFC a également honoré les Partenaires de Syndicat de Premier Rang lors du Forum, notamment :







“
**États
financiers
vérifiés de
2019**”

**SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU
COMMERCE**

ETATS FINANCIERS ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

31 DECEMBRE 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
ETATS FINANCIERS ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU 31 DECEMBRE 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

INDEX	PAGE
Rapport des Commissaires aux Comptes	1
Bilan	2
Etat de Résultat	3
Tableau de Variations Des Capitaux Propres	4
Tableau des Flux de Trésorerie	5
Notes aux Etats Financiers	6-29

Rapport des commissaires aux comptes

Vos Excellences, le Président et les membres de l'Assemblée Générale - Société Internationale Islamique de Financement du Commerce

Rapport sur les Etats financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce ("la Société"), comprenant la situation financière au 31 Décembre 2019 ainsi que l'état du résultat, le tableau des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date. La direction de la dite ("Société") est responsable de mettre en œuvre ces Etats Financiers conformément aux règles entretenues par Sharja'ah. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la sincérité des Etats Financiers sur la base de nos travaux d'audit.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques publiées par l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamique (AAOIFI). Ces normes requièrent que nous conformions aux règles d'éthique et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues significatives des estimations comptables faites par la direction. De même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus durant notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement dans tous les aspects significatifs, la situation financière de la Société au 31 Décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date conformément aux règles et principes de la Shari'ah déterminés par le conseil de la Shari'ah du Groupe de la Banque Islamique de développement et les normes comptables émise par l'AAOIFI.

A l'attention de Ernest & Young

Ahmed I. Reda
Commissaire aux Comptes
Licence No. 356

23 Jumada II 1441H
17 Février 2020

Jeddah
20/40/MNA



*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
SITUATION FINANCIERE
AU 31 DECEMBRE 2019 (CORRESPONDANT TO 5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

	Notes	2019 US \$'000	2018 US \$'000
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	79,411	191,526
Placement de matières premières par l'intermédiaire des banques	5	280,000	208,300
Financement Murabaha de commerce, nette	6 (a)	598,905	566,394
Investissements en Sukuk	8	71,100	52,232
Montant dû des parties liées	12 (b)	-	797
Revenus courus non-encaissés et autres actifs	9	8,844	8,480
Actif immobilisé	10	609	881
TOTAL DES ACTIFS		1,038,869	1,028,610
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Dû aux parties liées	12 (c)	4,080	989
Charges à payer et autres passifs	11	13,122	52,867
Wakala Financement	13	27,877	26,569
Pension de retraite et obligation médicale	14 (a)	23,802	11,730
TOTAL PASSIFS		68,881	92,155
CAPITAUX PROPRES			
Capital	15	749,788	742,087
Réserve Générale	17	238,390	204,948
Déficit actuariel sur pension de retraite et obligation médicale		(19,135)	(7,831)
Réévaluation de la réserve Sukuk à la juste valeur par le biais des Capitaux propres		945	(2,749)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		969,988	936,455
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		1,038,869	1,028,610

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

Les notes 1 à 25 ci-jointes font partie de ces états financiers.

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
ETAT DE RESULTAT
**POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2019 (CORRESPONDANT AU 5 JUMADA AL-
 AWWAL 1441H)**

		31 Décembre 2019 US \$'000	31 Décembre 2018 US \$'000
REVENUS DE:			
Financement Murabaha De Commerce		29,637	27,718
Part du profit Mudarib		17,767	12,184
Frais d'administration		7,822	8,036
Frais d'émission LC		5,433	4,821
Investissements en Sukuk		1,901	1,693
Placements de matières premières		6,667	2,843
Service de financement de commerce		1,696	-
Conseil et autres revenus	22	590	36
		<u>71,513</u>	<u>57,331</u>
Frais de Wakkala		<u>(182)</u>	<u>(144)</u>
Revenu net avant charges d'exploitation		<u>71,331</u>	<u>57,187</u>
CHARGES:			
Charges du personnel		(25,443)	(19,636)
Autres charges administratives	16	(7,097)	(7,051)
Amortissement	10	(380)	(392)
		<u>(32,920)</u>	<u>(27,079)</u>
Dépréciation sur Financement Murabaha De Commerce	7	<u>(4,969)</u>	<u>(1,770)</u>
Résultat reporté		<u><u>33,442</u></u>	<u><u>28,338</u></u>

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111
 Bon pour authentification
 des états financiers traduits

Les notes 1 à 25 ci-jointes font partie de ces états financiers.

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
TABEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2019 (CORRESPONDING TO 5 JUMADA AL-
AWWAL 1441H)

	<i>Capital Libéré</i>	<i>Réserves Générales</i>	<i>Pertes actuarielles sur les pensions de retraites et obligations médicales</i>	<i>Réévaluation de la réserve Sukuk à la juste valeur par le biais des capitaux propres</i>	<i>Total Capitaux Propres</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Solde au 1^{er} Janvier 2018	734,978	176,610	(7,272)	-	904,316
Pertes actuarielles sur pension de retraite et obligations médicales	-	-	(559)	-	(559)
Capital contribué	7,109	-	-	-	7,109
Réserve de réévaluation de Sukuk détenue à la juste valeur (Note 8)	-	-	-	(2,749)	(2,749)
Résultat net pour la période, transféré à la réserve générale	-	28,338	-	-	28,338
Solde au 31 Décembre 2019	742,087	204,948	(7,831)	(2,749)	936,455
Pertes actuarielles sur pension de retraites et obligations médicales	-	-	(11,304)	-	(11,304)
Capital contribué	7,701	-	-	-	7,701
Réévaluation de la réserve Sukuk à la juste valeur par le biais des capitaux (Note 8)	-	-	-	3,694	3,694
Résultat net pour la période, transféré à la réserve générale	-	33,442	-	-	33,442
Solde au 31 Décembre 2019	749,788	238,390	(19,135)	945	969,988

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111
 Bon pour authentification
 des états financiers traduits

Les notes 1 à 25 ci-jointes font partie de ces états financiers.

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2019 (CORRESPONDANT AU 5 JUMADA
AL-AWWAL 1441H)

		<i>31 Décembre</i>	<i>31 Décembre</i>
		<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>Notes</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
<u>Activités d'exploitation :</u>			
Résultat de l'exercice pour l'année		33,442	28,338
Ajustements pour :			
Amortissement	10	380	392
Dépréciation sur Financement Murabaha De Commerce	7	4,969	1,770
Pertes sur cession des immobilisations		-	4
Coût du service sur pension de retraites et obligation médicale	14 (b)	3,221	2,900
Gains (pertes) réalisés sur la cession des Sukuk	8	(73)	72
Variation des actifs et des passifs d'exploitation :			
Financement Murabaha De Commerce		(37,480)	64,835
Revenus courus non-encaissé et autres actifs		(364)	(1,392)
Dû de la part des/aux parties liées, nette		3,888	801
Charges à payer et autres passifs		(39,745)	29,999
Pensions de retraites et obligations médicales payées		(2,453)	(1,768)
Flux de trésorerie (utilisée dans) /provenant des activités d'exploitation, nettes		(34,215)	125,951
<u>Activités d'investissement :</u>			
Investissements en Sukuk	8	(35,241)	-
Cession de Sukuk	8	20,140	6,859
Investissements dans des placements de matières premières	5	(1,467,433)	(1,221,806)
Cession des placements de matières premières	5	1,395,733	1,109,906
Acquisition d'immobilisations	10	(108)	(602)
Cession d'actif immobilisé		-	17
Flux de Trésorerie nettes affectés aux activités d'investissement		(86,909)	(105,626)
<u>Activités de financement :</u>			
Capital contribué		7,701	7,109
Financement Wakala (dû à)		1,308	26,569
Flux de trésorerie nette provenant des activités de financements		9,009	33,678
Augmentation nette de la trésorerie		(112,115)	54,003
Trésorerie et équivalent de la trésorerie à l'ouverture		191,526	137,523
Trésorerie à la clôture	4	79,411	191,526

Les notes 1 à 25 ci-jointes font partie de ces états financiers.

AMC ERNST & YOUNG
 * Boulevard de la Terre *
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
 des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

1. CONSTITUTION, ACTIVITES ET AUTRES

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (La « Société ») a été établie, conformément à la décision prise par le Conseil des Gouverneurs de la Banque Islamique du Développement (« IDB » ou la « Banque ») dans leur 30^{ème} réunion tenue le 24 juin 2005 (17 Jumada-al-Awwal 1426H). La Société est régie par les Termes des Statuts de la Société. La Société est une organisation internationale qui dérive son statut juridique du droit international public. En conséquence, la Société est capable de contracter, acheter et disposer des biens et d'agir en justice. En tant qu'une institution internationale, la société n'est pas soumise aux autorités de régulation externe.

La Société vise à promouvoir le commerce entre les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique en fournissant des activités Du Financement du Commerce et livrer des activités qui facilitent les échanges et le commerce international. La majorité des actifs opérationnels de la Société sont considérées des dettes souveraines faite ou garanties par les pays membres ou des investissements dans les pays membres, qui sont garantis d'une manière acceptable pour la Société.

La Société effectue ses activités commerciales à travers le siège principal de la Banque à Djeddah, au Royaume de l'Arabie Saoudite. Les états financiers de la Société sont exprimés en milliers de Dollars Américain (« USD ») et l'année fiscale de la Société correspond au calendrier Hégirien solaire.

Les états financiers ont été autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration de la société le 17 Février 2020 (23 Jumada Al-Akhirah 1441H) pour soumission aux membres de l'Assemblée générale pour approbation.

2. PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX

a) Base de préparation

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes Comptables et Financières publiées par l'Organisation de l'Audit et de Comptabilité pour les Institutions Financières Islamiques « AAOIFI » et les règles de la Sharia'a et les principes déterminé par le Comité Sharia'a de la banque de développement Islamique. Pour les questions qui ne sont pas couvertes par les normes AAOIFI, la Société cherche à être guidé par la norme pertinente émise ou adoptée par le Conseil International des Normes Comptables « IASB » et l'interprétation pertinente publiées par le Comité d'Interprétation des Normes Internationales d'Information Financière de l'IASB, à condition qu'elles ne contredisent pas les règles et les principes de la Sharia'a.

Les états financiers accompagné sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des investissements en Sukuk mesurés à la juste valeur.

b) Jugements comptables critiques et estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes de la Comptabilité Financière AAOIFI nécessite l'utilisation de certaines estimations et d'hypothèses comptables affectant les montants d'actifs et de passifs. La Direction est également tenue d'exercer ses jugements afin d'appliquer les méthodes comptables de la Société. Ces estimations, hypothèses et jugements sont évalués en permanence et sont basées sur l'expérience historique et d'autres facteurs, y compris les conseils professionnels et les prévisions des événements futurs qui sont censées être raisonnables.

(i) Hypothèse de Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de continuité d'exploitation entretenue par la direction de la société ne révèle aucune incertitude matérielle qui pourrait soulever un doute et/ou une menace quant à la capacité des ressources nécessaire mises en œuvre dans le but d'assurer la continuité d'exploitation et de l'activité de cette dernière. Par conséquent, les états financiers continuent à être établis sur la base de la continuité d'exploitation.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la République
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
 des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

2. PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX (suite)

b) Jugements comptables critiques et estimations (suite)

(ii) Dépréciation du Financement Murabaha De commerce

La Société exerce son jugement dans l'estimation de la provision pour dépréciation des actifs financiers de Murabaha Commerce à la fois à des niveaux spécifiques et généraux. L'estimation de la provision spécifique pour dépréciation des actifs de la Mourabaha est déterminée par la différence entre la valeur comptable des actifs identifiables spécifiquement et la valeur nette actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de cet actif, actualisés au taux de rendement implicite mentionné dans l'accord Murabaha.

Le portefeuille de Murabaha fait l'objet d'une évaluation complémentaire pour déterminer s'il existe une perte de valeur inhérente au portefeuille, mais qui n'est pas facilement / lisiblement traçable à des actifs particuliers dans le portefeuille, après avoir enlevé les actifs Murabaha classés comme non performants et déjà prévu spécifiquement. La Société estime les provisions générales pour dépréciation des actifs de Mourabaha dans une fourchette de 0,50% à 1% du portefeuille de Murabaha autres que ceux classés comme non performants et déjà provisionnés.

(iii) Durée de vie utile des immobilisations corporelles

La Direction de la Société détermine la durée de vie utile estimée de ses immobilisations corporelles afin de calculer leurs amortissements respectifs. Ces estimations sont déterminées après avoir examiné l'utilisation ou l'usure physique des immobilisations. La Direction révisé la valeur résiduelle et la durée de vie utile des immobilisations annuellement, tel que les coûts d'amortissement seront modifiés dans le cas où la Direction est certaine que la durée de vie utile est différente des estimations passées.

(iv) Pension de retraite et obligations médicales

La pension, l'obligation médicale et les frais associés à la période sont déterminés à partir d'évaluations actuarielles. L'évaluation actuarielle consiste à faire des hypothèses sur les taux d'actualisation, les augmentations de salaires futurs, etc. En raison de la nature non-courante de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante.

c) Devises étrangères

(i) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Ces états financiers sont présentés en milliers de Dollars Américains ("USD") correspondant à la devise fonctionnelle et la devise de présentation de la Société.

(ii) Transactions et soldes

Transactions en devises étrangères sont converties en USD en utilisant les taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces opérations et de la traduction des actifs et passifs libellés en devises étrangères à des taux de change sont reconnus dans l'Etat du Résultat avec l'exception des pertes et des gains non réalisés sur les investissements en Capitaux Propres, s'il en est, qui sont comptabilisés à la juste valeur dans les Capitaux Propres de la Société.

Les éléments non monétaires évalués à leur coût historique libellé en monnaie étrangère sont convertis avec le taux de change à la date de comptabilisation initiale.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Trésorerie est constituée des soldes bancaires et autres investissements à court terme très liquide ainsi que les placements de matières premières mise en place par l'intermédiaire de banques ayant une échéance initiale de trois mois ou moins à la date du placement.

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

2. PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX (suite)

e) Placements de matières premières par l'intermédiaire de banques

Les placements sont effectués en instruments conformes à la Sharia'ah auprès des banques à un profit fixe. L'achat et la vente de produits est limité par les termes du contrat entre la Société et les différentes banques. Les placements sont initialement comptabilisés au coût y compris les coûts d'acquisitions, et sont ensuite évalués au coût amorti (le cas échéant)

f) Financement Murabaha De Commerce

Le financement Murabaha est un accorde qui consiste à ce que la Société vende à un client des matières premières ou un actif, acheté et obtenu par la Société, sur la base d'une promesse reçue par le client à acheter les biens et les actifs en question. Le prix de vente comprend le coût majoré d'une marge bénéficiaire convenue.

Les montants à recevoir de Murabaha Commerce sont fixés au coût des biens vendus ou au décaissement versés or aux bénéficiaires plus le profit reconnu par la Société jusqu'à la date de clôture, moins les remboursements reçus et les provisions pour les dépréciations.

Les revenus non gagnés représentent la partie non amortie du total des revenus de la Trade Murabaha Financement engagés au moment du décaissement effectif des fonds.

Les matières premières de Murabaha Commerce sont comptabilisées au coût, moins les éventuelles dépréciations, le cas échéant.

g) Investissements en Sukuk

Les investissements en Sukuk sont des instruments financiers classés à la juste valeur par résultat.

Ces investissements sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'initiation du contrat et sont par la suite réévalués à leur juste valeur à la fin de chaque période en gains et/ou pertes résultant reconnus au tableau de variations des capitaux propres.

h) Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent la trésorerie, équivalent de trésoreries, les placements de matières premières, investissements en Sukuk, Trade Murabaha Financement et les dettes des parties liées. Ces actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis évalués à leur coût, à l'exception des investissements en Sukuk, telle que réduit de la provision appropriée pour les montants estimés non recouvrables, le cas échéant.

Les passifs financiers sont classés selon la substance des arrangements contractuels conclus. Les passifs financiers significatifs inclus les dues aux parties liées et d'autres passifs et sont initialement mesurées à leurs valeurs initiales et déclarées par la suite à leurs coûts.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
 des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

2. PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX (suite)

i) Dépréciation d'actifs financiers

Financement Murabaha De Commerce

Une évaluation est effectuée à chaque date de clôture pour déterminer s'il existe une preuve objective qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers peut être déprécié. En conséquence, la Société détermine la provision pour pertes de valeur basée sur une évaluation des pertes encourues. La Direction examine la valeur des actifs financiers à la date de clôture afin de déterminer s'il y a des signes de dépréciations en leur valeur individuelles ; ainsi que les pertes que la Société souffre à la suite du rééchelonnement des cotisations de certains pays ou des individus et de plans de règlement convenus mutuellement convenu. La perte est le résultat de la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus actualisés au taux de rendement de l'actif financier mentionné dans l'accord implicite. La provision de dépréciation est ajustée périodiquement en se basant sur les circonstances actuelles. En outre, une provision générale/provision pour portefeuille est constituée pour les pertes lorsqu'il existe des preuves objectives que des pertes non identifiées sont présentes dans le portefeuille à la date de clôture. Ceux-ci sont estimés à partir du risque du pays, la situation économique actuelle et le modèle lié aux défaillances qui sont incorporés dans les composantes du portefeuille.

Les ajustements à la provision sont enregistrés comme charge à l'état du résultat. Pour déterminer l'adéquation de la provision, la Société prend en compte la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs prévus actualisés au taux de rendement implicite de l'instrument financier.

Autres actifs financiers

Une évaluation est effectuée à chaque date de clôture pour déterminer s'il existe une preuve objective qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers peut être dépréciée. Le montant de la dépréciation d'actifs financiers comptabilisés à leur coût est calculé par la différence entre la valeur comptable de l'actif et sa juste valeur estimée.

La valeur comptable de l'actif financier est réduite par l'utilisation d'un compte de provision. Lorsqu'un actif financier est considéré comme irrécupérable, il est dénoué au compte de provision et toute perte excessive est enregistrée dans l'état du résultat. Le Recouvrement des montants déjà dénoués sont créditées à l'état du résultat. La provision de dépréciation des Capitaux Propres est enregistrée lorsque la diminution de la juste valeur inférieure aux coûts est majeure ou prolongée.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est enregistré dans l'état du résultat, selon la méthode linéaire, pour répartir les coûts à leurs valeurs résiduelles sur la vie utile approximative suivante :

Matériel de bureau et ordinateur	4 ans
Véhicules	5 ans

Les frais d'entretien et de réparation qui ne prolongent pas la durée de vie utile estimative d'un actif sont passés en charges et imputés à fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les renouvellements majeurs et améliorations, le cas échéant, sont capitalisés et les actifs remplacés sont retirés.

Les gains ou pertes sur cessions sont déterminées en comparant le revenu de vente avec la valeur comptable. Ceux-ci sont inclus dans l'état du résultat

j) Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, il est probable qu'un décaissement de ressources économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant peut être mesuré de façon fiable.

k) Comptabilisation de revenus

Financement Murabaha De Commerce

Les revenus provenant de Murabaha Commerce sont courus sur une base de répartition du temps sur la période à compter de la date du décaissement effectif des fonds à la date de remboursement prévue des tranches.



*Bon pour authentification
des états financiers
Inclus*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

2. PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX (suite)

k) Comptabilisation de revenus (suite)

Placement de matières premières par l'intermédiaire de banques

Le Revenu de placement à travers l'intermédiaire de banques Islamiques est reconnu sur une base de répartition du temps au cours de la période allant du décaissement effectif des fonds à la date de maturité.

Investissements dans les Sukuk

Les revenus de placements en Sukuk sont courus sur une base de répartition de temps en utilisant le taux de rendement, conseillé par les entités émettrices

Part du profit du Mudarib

Les revenus de la part du Mudarib du profit sont comptabilisés le jour où le service a été fourni.

Charge administratives et revenu d'émission de lettres de crédit

Les revenus provenant du paiement initial et d'émissions de lettres de crédit sont reconnus au début des transactions connexes, selon les accords contractuels.

Les gains non approuvés par le comité de la Shari'ah

Tout revenu de trésorerie et autres investissements, qui n'est pas approuvé par le comité de la Sharia'a, n'est pas inclus dans l'Etat du Résultat de la Société. Ce revenu est inclus dans les charges à payer jusqu'à ce que le Conseil d'Administration prenne une décision où ces revenus seront transférés.

l) Compensation

Les actifs et passifs financiers sont seulement compensé et le montant net rapporté dans le Bilan de l'Exercice lorsqu'il y a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants reconnus et que la Société ait l'intention de régler sur une base nette, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

m) Zakat et impôts sur le revenu

La Société n'est pas assujettie à la Zakat ou l'impôt sur le revenu. Toute responsabilité pour la Zakat et impôt sur le revenu est la responsabilité des membres individuels.

n) Pensions et obligations médicales

La Société offre deux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi définis, partagé avec toutes les entités du groupe IDB fonds de pension, qui comprend le régime de pensions du personnel retraite et le régime maladie postérieurs à l'emploi, qui exigent tous les deux des contributions à verser à des fonds administrés séparément.

Un régime à prestations déterminés est un régime de retraite qui définit un montant de pension que l'employé recevra lors de sa retraite, dépendant généralement d'un ou plusieurs facteurs comme l'âge, années de service et pourcentage du dernier salaire brut. Des actuaires indépendants calculent l'obligation de prestations déterminées sur une base annuelle à l'aide de la méthode de crédit des unités projetées pour déterminer la valeur actuelle du régime à prestations déterminées et les frais de service connexes. Les hypothèses actuarielles sont utilisées pour déterminer les obligations de prestations. La valeur actualisée de l'obligation de prestations dues au départ à la retraite date est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés (relatives au service couru à la date de clôture) en utilisant les rendements disponibles sur les obligations de sociétés de haute qualité. Pour les années intermédiaires, l'obligation de prestations déterminées est estimée en utilisant des techniques de réactualisation actuarielles approximatives qui permettent l'accumulation des prestations supplémentaires, les flux de trésoreries réels et les changements dans les hypothèses actuarielles. Les gains et les pertes actuariels, s'il est important, sont reconnus immédiatement dans les Capitaux Propres des membres dans l'année qu'ils se produisent. Le passif de pension est reconnu dans le cadre des autres passifs dans le Bilan de l'Exercice. La responsabilité représente la valeur actualisée des obligations de prestations définies de la morale, nettes de la juste valeur des actifs du régime.

Contribution de la morale aux régimes à prestations déterminées est décidée par le Comité de Plan de retraite, avec les conseils d'actuaires de la IDB, et les contributions sont transférées aux dépositaires indépendants du régime.

AMC ERNST & YOUNG

★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification
 des états financiers liés

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

2. PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX (suite)

o) Wakala financement (dû à)

Une Wakala est un accord entre deux parties. La première partie appelée ("Muwakkil" / le principal) désigne un agent investisseur, la deuxième partie, appelé ("Wakeel" / "Agent") à investir les fonds du dit Muwakkil (le capital du Wakala). L'ensemble des investissements doivent être conformes aux clauses prédéfinies et agréées dans le contrat de la Wakala.

L'agent "la société" décide de respecter les termes du contrat de la Wakala objet de l'ensemble des investissements à encourir. Cependant, le Wakeel "la société" est entièrement responsable des éventuelles pertes en cas de défaillance, négligence ou violence de l'un des termes prédéterminés dans le contrat de la Wakala. Les frais de Wakala sont majorés sur la durée du contrat sur la base du montant restant dû.

2.1 NORMES PUBLIEES MAIS PAS ENCORE EN VIGUER

Les nouvelles normes de comptabilité financière suivantes ont été publiées, à l'exception du FAS 29 "émissions de Sukuk", qui est au stade de l'exposé-sondage et devrait être publié dans un avenir proche. La Société a l'intention d'adopter ces normes d'information financière lorsqu'elles s'appliquent aux activités de la société et deviennent effectives. La société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes de comptabilité financière sur ses états financiers et ses systèmes.

Norme Comptable Financière – 29 "Emission de Sukuk"

La norme vise à fournir des directives pour la comptabilité, la classification et la présentation des émissions de Sukuk principalement basées sur la structure des Sukuk, qui peuvent inclure au bilan, ainsi que la comptabilité hors bilan. Ces classifications dépendent du contrôle de ces actifs comprenant le pouvoir de contrôler et la nature du contrôle, i.e. pour les risques et les avantages ainsi que les avantages variables pour l'institution ou la responsabilité fiduciaire au nom des titulaires de Sukuk. Cette norme doit être appliquée pour la comptabilité et les rapports financiers pour l'émission de Sukuk dans les livres de l'émetteur.

Cependant, cette norme ne s'applique pas à la Société.

Norme Comptable Financière – 30 "Dépréciation et pertes sur créances"

FAS 30 remplacera le FAS 11 "Provisions et Réserves" et a été élaboré sur la nouvelle approche d'identification et de comptabilisation des dépréciation et pertes sur créances, en particulier l'approche prospective des pertes attendues, comme introduite dans le cadre des Normes Internationales d'Information Financières (IFRS) 9 "Instruments Financiers".

Cette norme entrera en vigueur à compter des exercices ouverts à compter du 1^{er} Janvier 2020. L'adoption anticipée est autorisée.

Conformément au FAS 30, la Société ne retraitera pas les informations comparatives concernant le nouveau modèle de perte de crédit prévu. Toute différence dans la valeur comptable des actifs et passifs financiers résultant de l'adoption du FAS 30 et sera comptabilisée dans les bénéfices non répartis et les réserves au 1^{er} Janvier 2020.

La Société continue à réviser, affiner et à valider les modèles de dépréciation et les contrôles de processus connexes menant au 31 Mars 2020. L'ajustement estimé lors de l'adoption du FAS 30 est susceptible d'être entre +4% et +5% de la réserve générale au 1^{er} Janvier 2020.

Norme Comptable Financière – 31 "Agence d'investissement (Al-Wakala Bi Al-Istithmar)"

Cette norme vise à définir les principes comptables et les exigences de déclaration pour les transactions et les instruments de l'agence d'investissement (Al-Wakala Bi Al-Istithmar) afin de les mettre en conformité avec les meilleures pratiques mondiales qui sont en évolution constante, à la fois du mandant et le mandataire.

Cette norme s'applique aux états financiers de la Société pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} Janvier 2020.



Bon pour authentification
des états financiers traduits

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

2.1 NORMES PUBLIEES MAIS PAS ENCORE EN VIGUER (suite)

Norme Comptable Financière – 32 “Ijarah”

Cette norme vise à définir les principes de classification, de reconnaissance, de mesure, de présentation et de publication des transactions Ijarah (actif Ijarah, y compris les différentes formes de Ijarah Muntahia Bittamleek) conclues par les Institutions Financières Islamiques aux deux extrémités de la transaction aux deux extrémités de la transaction i.e. en tant que bailleur et locataire.

Cette norme s'applique aux états financiers de la Société pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} Janvier 2021

Norme Comptable Financière – 33 “Investissement en Sukuk, actions et instruments similaires”

Cette norme améliore et remplace la norme de comptabilité financière (FAS) 25 de l'AAOIFI “Investissement dans des Sukuk, des actions et des instruments similaires” publiée en 2010. Cette norme vise à établir des principes pour la classification, reconnaissance, la mesure, la présentation et la divulgation des investissements dans les Sukuk, les actions et les autres instrument similaires (IFI / les institutions).

La norme définit les principaux types d'instruments d'investissements conformes à la Shari'ah et définit les principaux traitements comptables en fonction des caractéristiques et du modèle commercial de l'institution dans laquelle l'investissement est effectué, géré et détenu.

Cette norme s'applique aux états financiers de la Société pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} Janvier 2020.

3. COMITÉ DE LA SHARIA'A DE LA IDB

Les activités de la Société sont soumises au contrôle par le Comité unique de la Sharia'ah du groupe de la IDB. Les membres du Comité Sharia'ah unique du groupe de la BID ont été nommés par le Conseil d'Administration de la IDB à la suite de la résolution No. BED/20/10/432/ (278) /125 pour une période renouvelable de trois ans. Le Conseil d'Administration de la Société, à la suite de leurs résolution No. ITFC/BD/24/432(24)/5 a délégué le pouvoir au Président, groupe de la IDB, pour mettre en œuvre la résolution précitée dans IFC.

Les fonctions du comité incluent :

- i. D'examiner toutes les transactions et les produits proposés par la Société à utiliser pour la première fois et de statuer sur sa conformité avec les principes de la Sharia'ah et de fixer les principes de base pour la rédaction de contrats reliées et autres documents.
- ii. De donner son avis sur les alternatives Sharia'ah aux produits conventionnels que la Société a l'intention d'utiliser et d'appliquer les principes de base pour la rédaction de contrats liées et d'autres documents et de contribuer à son développement en vue d'améliorer l'expérience de la Société à cet égard.
- iii. De répondre aux questions, demandes de renseignements et explications posé par le Conseil d'Administration ou la gestion de la Société.
- iv. De contribuer au programme de la Société pour améliorer la prise de conscience des membres du personnel au regard de la Banque Islamique et d'approfondir leur compréhension des principes fondamentaux, règles et valeurs vis-à-vis des transactions financières Islamique.
- v. De présenter au Conseil d'Administration un rapport détaillé indiquant la mesure de l'engagement de la Société aux principes de la Sharia'ah suivant les opinions et les instructions données et les transactions examinées

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Ben pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

4. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin de la période de clôture se composent des éléments suivants :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Caisse en Banques	<u>79,411</u>	<u>191,526</u>

5. PLACEMENTS DE MATIERES PREMIERES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES BANQUES :

Placement de matières premières à des banques à la fin de la période considérée se composent des éléments suivants :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Placements de matières premières	<u>280,000</u>	<u>208,300</u>

Les placements de ces produits par l'intermédiaire de banques sont utilisés dans l'achat et la vente de matières premières. Les négociations sont menées par les banques islamiques et conventionnelles au nom de la Société. La discrétion des banques sur l'achat et la vente est limitée par les termes des accords entre la Société et les banques.

Le mouvement dans le placement de matières premières par l'intermédiaire de la Banque est comme suit :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Solde au début de la période de clôture	208,300	96,400
Acquisitions	1,467,433	1,221,806
Cessions	(1,395,733)	(1,109,906)
Solde à la fin de la période de clôture	<u>280,000</u>	<u>208,300</u>

6. FINANCEMENT MURABAHA DE COMMERCE, NET

Le Trade Murabaha Financement est composé des éléments suivants à la fin de la période considérée :

a) Les créances totales liées au financement sont les suivantes :

	2018 US \$'000	2018 US \$'000
Net à recevoir sous termes de financement Murabaha (note 6(b))	576,663	539,717
Net à recevoir sous termes de matières premières Murabaha (note 6(c))	22,242	26,677
Financement Murabaha De commerce, net	<u>598,905</u>	<u>566,394</u>

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification
 des états financiers traités

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

6. Financement Murabaha De Commerce, NET (suite)

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
b) A recevoir aux termes financement Murabaha		
Montants bruts à recevoir (Créances)	3,181,767	2,860,379
Moins : la part des membres du syndicat	(2,588,254)	(2,306,078)
Moins : revenus non reçus	(10,915)	(9,407)
Total	582,598	544,894
Provisions générales	(5,935)	(5,177)
Net à recevoir aux termes de la Murabaha financement	<u>576,663</u>	<u>539,717</u>
	2019 US \$'000	2018 US \$'000
c) Matières Premières sous Murabaha-financement commercial structuré		
Montants bruts	159,398	159,522
Moins : la part des membres du syndicat	(110,429)	(110,519)
Total de matières premières par Murabaha	48,969	49,003
Moins : Provision pour dépréciation des matières premières Murabaha (note7)	(26,727)	(22,326)
Net à recevoir aux termes de matières premières Murabaha	<u>22,242</u>	<u>26,677</u>

Il s'agit des produits sous Murabaha Financement où il existe une différence dans le temps entre l'achat réel des produits et le transfert de leurs risques et avantages au client conformément à l'accord de Murabaha.

Tous les produits achetés pour la revente sous financement Murabaha sont faites sur la base de l'achat pour revente à un client spécifique. La promesse du client est considérée comme liante. En conséquence, toutes pertes subies par la Société à la suite d'une dépréciation des matières premières ou à la suite du défaut par le client avant la vente de biens seraient remboursées par le client. La Société participe également au financement de Murabaha syndiqué.

La Société a conclu des accords de financement Murabaha joints avec certaines entités. La part des membres du syndicat représente la partie des montants bruts à recevoir relatives à ces entités.

7. PROVISION POUR DÉPRÉCIATION SUR FINANCEMENT MURABAHA DE COMMERCE

La provision pour dépréciation sur Financement Murabaha De Commerce à la fin de la période de clôture est comme suit :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Solde de la balance au début de la période considérée	27,503	90,884
Charge pour la période	4,969	1,770
Recouvrement pour la période	190	(65,151)
Solde de la balance à la fin de la période considérée	<u>32,662</u>	<u>27,503</u>

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

7. PROVISION POUR DÉPRÉCIATION SUR FINANCEMENT MURABAHA DE COMMERCE (suite)

Aucun revenu n'a été accumulé au niveau de la dépréciation sur les actifs de Trade Murabaha Financement pour la période achevée au 31 décembre 2019 (période achevée le 31 Décembre 2018 néant).

Les actifs du Financement Murabaha à la fin du 31 Décembre 2019 comprennent un montant de 0.6 millions de dollars (31 Décembre 2018 : USD 2.3 million) qui sont impayés à la date de clôture pour lesquelles la Société n'a constaté aucune provision, puisque les montants sont toujours considérés comme récupérables. Le tableau suivant illustre l'ancienneté de ces montants impayés :

	2019 US \$ Millions	2018 US \$ Millions
Moins de trois mois	0.6	0.60
Trois mois à douze mois	-	1.70

Les informations relatives à la qualité du crédit des actifs opérationnelles sont présentées à la note 24 (a).

8. INVESTISSEMENTS EN SUKUK

Le mouvement des investissements en Sukuk se résume comme suit :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Solde de la balance au début de la période considérée	52,232	61,912
Investissements au cours de la période	35,241	-
Cessions au cours de la période	(20,140)	(6,859)
Gains/ (pertes) réalisés sur cession	73	(72)
Gain non-réalisée/ (pertes) sur réévaluation capitalisable	3,694	(2,749)
Solde à la fin de la période considéré	<u>71,100</u>	<u>52,232</u>

Les investissements en Sukuk au 31 Décembre 2019 et 31 Décembre 2018 représentent les Sukuk émis par divers gouvernements et certaines autres entités, qui ont été évalués à la juste valeur dans l'Etat de variation des capitaux propres.

9. REVENUS COURUS ET AUTRES ACTIFS

Les revenus courus et autres actifs à la fin de la période considérée comprennent les éléments suivants :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Revenus courus sur les investissements Sukuk	527	599
Frais de mise en œuvre courus et lettre de crédit	453	-
Revenus courus sur placement de matières premières	670	567
Logements et prêts annuels au personnel	5,047	5,330
Logements et autres avances au personnel	1,226	1,478
Avances aux vendeurs locaux	-	151
Autres créances	921	355
Total	<u>8,844</u>	<u>8,480</u>

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Ben pour authentification
des états financiers*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

10. ACTIF IMMOBILISE

Les actifs immobilisés à la fin de la période considérée sont composés des éléments suivants :

	<i>Véhicules à moteur</i>	<i>Mobiliers et équipements informatiques</i>	<i>Total</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
<u>Coût :</u>			
Au 1 Janvier 2019	127	4,310	4,437
Acquisitions	-	108	108
Cessions	-	-	-
Au 31 Décembre 2019	127	4,418	4,545
<u>Moins : Amortissement cumulé :</u>			
Au 1 Janvier 2019	17	3,539	3,556
Charge pour la période	25	355	380
Cessions	-	-	-
Au 31 Décembre 2019	42	3,894	3,936
<u>Valeur comptable nette :</u>			
Au 31 Décembre 2019	85	524	609

	<i>Véhicule à moteur</i>	<i>Mobiliers et Équipements Informatiques</i>	<i>Total</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
<u>Coût :</u>			
Au 1 ^{er} Janvier 2018	76	3,835	3,911
Acquisitions	127	475	602
Cessions	(76)	-	(76)
Au 31 Décembre 2018	127	4,310	4,437
<u>Moins : Amortissements accumulés :</u>			
Au 1 ^{er} Janvier 2018	49	3,170	3,219
Charge au cours de l'année	23	369	392
Cessions	(55)	-	(55)
Au 31 Décembre 2018	17	3,539	3,556
<u>Valeur comptable nette :</u>			
Au 31 Décembre 2018	110	771	881

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Ben pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

11. CHARGES A PAYER ET AUTRES PASSIFS

Charges à payer et autres passifs au 31 Décembre comprennent les éléments suivants :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Revenus non approuvés par le comité de la Shari'ah (note 19)	-	11,610
Charges à payer et autres dépenses	512	1,854
Provisions liées aux personnels	3,944	1,228
Autres créditeurs	994	718
Clients débiteurs	7,385	1,720
Programme payable	287	-
Somme dues aux participants	-	35,737
	<hr/>	<hr/>
Total	13,122	52,867

Le 31 Décembre 2018, la Société a reçu un paiement du client à titre de règlement de la Murabaha facilité qui est notifié par la Banque à la Société après la fin de l'exercice. Par conséquent, la société n'a pas pu régler les participants au projet en question à la date de clôture de l'exercice, de sorte que la totalité du montant dû aux participants a été comptabilisée au passif. Aucune transaction de ce type n'a eu lieu au 31 Décembre 2019.

12. SOLDE DES PARTIES LIEES

Les parties liées sont composées du Conseil des gouverneurs, les administrateurs et les principaux dirigeants de la Société, ainsi que les entités affiliées du Groupe IDB. Dans le cours normal de ses activités, la Société reçoit des fonds de l'IDB et exécute des transactions commerciales avec des parties liées. Les modalités du financement fourni par l'IDB et les opérations conclues avec des parties liées sont approuvées par la direction de la Société et assujetties aux règles IDB, réglementations et directives en vigueur.

(a) Transactions significatives exécutée au cours de la période sont les suivantes :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Parts de Mudarib dans sociétés affiliées	3,779	2,742
Part des revenus du Trade Murabaha aux membres affiliés	22,218	15,643

(b) Montant dû des parties liées

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
IDB Compte de ressource spéciale-Fonds Waqf	-	797
	<hr/>	<hr/>
	-	797

(c) Montans dus aux parties liées

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
IDB – Ressources en capital ordinaire	2,320	581
Fond de retraite médicale IDB	27	-
Fond de retraite IDB	1,147	178
IDB – ICIEC	-	1
Fonds de solidarité islamique pour le développement (ISFD)	112	109
Société islamique pour le développement du secteur privé	-	120
IDB Compte de ressource spéciale-Fonds Waqf	474	-
	<hr/>	<hr/>
	4,080	989

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 31 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

12. SOLDE DES PARTIES LIEES (suite)

- (i) Les soldes des montants dus des / aux parties liées sont sans commission et sans conditions de remboursement.
- (ii) to Selon la résolution du conseil D'Administration numéro BED/27/12/428 249/157, datée du 6 janvier 2008 (27 Dhul Hijja 1428 H), le Conseil a décidé d'allouer USD 1 milliard des ressources de la BID OCR pour la Société, dans laquelle la Société agira comme Mudarib sous contrat Mudaraba datée du 18 Mars 2008 (10 Rabi al Awal 1429H).
- (iii) La Société reçoit la part Mudarib du profit du groupe IDB en se basant sur sa part convenue du profit relative aux transactions de financements Murabaha.

(d) Rémunération des principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants est illustrée comme suit :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Salaires et autres avantages	<u>546</u>	<u>486</u>

13. FINANCEMENT WAKALA (dû à)

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Wakala financement (dû à)	<u>27,877</u>	<u>26,569</u>

La société s'est engagée dans des accords Wakala avec des banques avec une échéance de remboursement inférieure à une année, où le Muwakkil "la banque" a transféré certains fonds au Wakil "la Société" et a nommé le Wakil comme son agent d'investissement pour investir ces fonds en son nom dans des investissements adhérents et reconnus par les principes de la Shari'ah. Le bénéfice de Muwakkil et le capital de Wakala sont transférés au Muwakkil à la fin de l'échéance de la transaction.

14. PENSION DE RETRAITE ET OBLIGATION MEDICALE

- (a) La variation sur les actifs et passifs du régime est illustrée comme suit :

	SRPP	SRMP	Total	Total
	31	31	31	31
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
	2019	2019	2019	2018
	US \$'000	US \$'000	US \$'000	US \$'000
Affectation des actifs du régime	30,378	1,531	31,909	35,248
Ajustement à la juste valeur début de période	198	3	201	(592)
Revenu sur les actifs du régime	1,377	70	1,447	1,291
Rendement inférieur au taux d'actualisation des actifs/régime	339	(9)	330	(4,402)
Cotisation des participants au régime	1,016	40	1,056	682
Cotisation salariale	2,370	188	2,558	1,583
Déboursement d'actifs/régime	(1,679)	(109)	(1,788)	(1,901)
La juste valeur d'actifs au 31 Décembre	33,999	1,714	35,713	31,909

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification
 des états financiers triennaux

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

14. PENSION DE RETRAITE ET OBLIGATION MEDICALE (suite)

	<i>SRPP</i>	<i>SRMP</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i>
	<i>31</i>	<i>31</i>	<i>31</i>	<i>31</i>
	<i>Décembre</i>	<i>Décembre</i>	<i>Décembre</i>	<i>Décembre</i>
	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Allocation du COP	40,684	2,955	43,639	45,281
Coût des services courants	1,829	169	1,998	2,328
Coût des services passés	277	454	731	-
Coût sur les obligations des prestations (COP)	1,807	132	1,939	1,863
Cotisation des participants au régime	1,016	40	1,056	682
Remboursement des actifs/régime	(1,679)	(109)	(1,788)	(1,902)
Pertes nettes actuariel /(gain)	10,807	1,133	11,940	(4,613)
Obligation de prestation au 31 Décembre	54,741	4,774	59,515	43,639
Statut de financement - Passif net comptabilisé dans le Bilan de l'Exercice représentant l'excès des obligations de prestations constituées au cours de la juste valeur des actifs du régime	20,742	3,060	23,802	11,730

La dette nette ci-dessus représente les pertes actuarielles cumulatives résultant de la différence entre l'expérience réelle et les hypothèses utilisées dans l'estimation du passif, qui est reconnu par la Banque dans les Capitaux Propres des membres immédiatement dans l'année ou ils surviennent, significatifs.

- (b) En se basant sur des évaluations actuarielles, les pensions et les avantages médicaux déboursés pour la période 2019 comprennent ce qui suit :

	<i>SRPP</i>	<i>SRMP</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i>
	<i>31</i>	<i>31</i>	<i>31</i>	<i>31</i>
	<i>Décembre</i>	<i>Décembre</i>	<i>Décembre</i>	<i>Décembre</i>
	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Coût des services courants bruts	1,829	169	1,998	2,328
Coût sur COP	1,807	132	1,939	1,863
Coût des services passés	277	454	731	-
Revenu sur actifs	(1,377)	(70)	(1,447)	(1,291)
Coût reconnu dans l'Etat de résultat	2,536	685	3,221	2,900
Gain actuariel dû aux changements des hypothèses	10,807	1,133	11,940	(4,613)
Retour sur actif du régime excédent le taux d'actualisation	(339)	9	(330)	4,402
Valeur de l'actif ajustée post-clôture des amendements	(198)	(3)	(201)	770
Paievements de prestations directes aux employeurs		(105)	(105)	
Coût reconnu dans l'Etat de variations des capitaux propres	10,270	1,034	11,304	559

AMCERNST & YOUNG
 * Boulevard de la Terre *
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification
 des états financiers traduits

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

14. PENSION DE RETRAITE ET OBLIGATION MEDICALE (suite)

- (c) Les hypothèses principales utilisées dans les évaluations actuarielles du 31 Décembre 2019 et étendu à la fin de la période considérée sont les suivantes :

	<i>SRPP</i>	<i>SRMP</i>	<i>SRPP</i>	<i>SRMP</i>
	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>	<i>2018</i>
Taux d'actualisation	3.3%	3.3%	4.5%	4.5%
Taux d'augmentation de salaire attendu	3.3%	3.3%	4.5%	4.5%

Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer les obligations de prestations est sélectionné par référence aux taux à long terme sur les obligations de sociétés cotée AA

Le tableau suivant présente les actifs du régime par catégorie majeur :

	<i>SRPP</i>	<i>SRMP</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i>
	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US</i>	<i>US</i>	<i>US</i>	<i>US</i>
	<i>\$'000</i>	<i>\$'000</i>	<i>\$'000</i>	<i>\$'000</i>
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements de matières Premières	12,748	772	13,520	10,843
Murabaha syndic	-	-	-	-
Fonds gérés et ventes en tranches	5,383	-	5,383	6,059
Investissements en Sukuk	11,540	859	12,399	11,592
Terrain	3,223	-	3,223	3,573
Autres (nets)	1,105	83	1,188	(158)
Plan assets	33,999	1,714	35,713	31,909

- (d) Le tableau suivant récapitule le statut financement du SPP à la fin de la date de clôture :

	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Valeur actualisée de l'obligation de prestation définie	(54,741)	(40,684)
Juste valeur des actifs du régime	33,999	30,378
Déficit du régime	(20,742)	(10,306)

- (e) Le tableau suivant résume le statu de financement de la SRMP à la fin de la date de clôture :

	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Valeur actualisée de l'obligation de prestation définie	(4,774)	(2,955)
Juste valeur des actifs du régime	1,714	1,531
Déficit du régime	(3,060)	(1,424)

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification
 des états financiers traduits

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

15. CAPITAL LIBERE

Le capital de la Société à la fin de la période de clôture se compose des éléments suivants :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Capital souscrit	857,190	856,190
Capital souscrit non encore appelé	(28,627)	(33,753)
Capital social appelé (valeur nominale)	<u>828,563</u>	<u>822,437</u>
Acompte dû	(86,485)	(86,420)
Capital versé (valeur nominale)	<u>742,078</u>	<u>736,017</u>
Prime souscrite	38,711	34,295
Prime souscrite non encore appelé	(7,795)	(7,932)
	<u>30,916</u>	<u>26,363</u>
Acompte dû de la prime versée	(23,206)	(20,293)
Capital libéré (prime)	<u>7,710</u>	<u>6,070</u>
Capital libéré (à la valeur majorée de la prime)	<u><u>749,788</u></u>	<u><u>742,087</u></u>

16. AUTRES CHARGES ADMINISTRATIVES

Les autres charges d'Administration pour la période de reporting comprennent les éléments suivants :

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Cabinet de Conseil et Marketing	2,160	1,828
Location de bureau	1,612	1,497
Communication et abonnement	825	786
Charges de voyage	1,142	1,150
Services de support	249	921
Charges de réunion	576	548
Autres	533	321
Total	<u><u>7,097</u></u>	<u><u>7,051</u></u>

17. RESERVE GENERALE

Conformément au chapitre 1 de l'Article 27 des termes des statuts de la Société, le revenu annuel net de la Société doit être transféré à la réserve générale, lorsque approuvé par le Conseil d'Administration, jusqu'à ce que cette réserve soit égale à 25 % du capital souscrit de la Société. Tout excédent du revenu net sur la limite ci-dessus est disponible pour distribution aux pays membres.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

18. ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS

Les engagements non décaissés représentent les Trade Finance transactions qui sont déclarés effectives, et pour lesquels nos clients pourront faire appel au décaissement à n'importe quel point dans le temps. Les éléments qui composent ces engagements non décaissés sont :

- Operations déclarées effectives mais le décaissement reste à commencer ; et
- La partie non-décaissée de ces Operations sous décaissement actif, y compris les Lettres de Crédits (L/Cs) délivrées, valides non-utilisées, non-échues d'Usances L/Cs et les Standby L/Cs.

Les engagements non décaissés comprennent

	2019 US \$'000	2018 US \$'000
Trade Murabaha Financement	<u>413,348</u>	<u>188,145</u>

19. LES REVENUS ET DÉPENSES NON APPROUVES PAR LE COMITE DE LA SHARIA'A

Les gains accumulés réalisés par des transactions recommandées par la direction et non approuvées par le comité de la Sharia'ah sont inclus dans les charges à payer et autres passifs sont nuls au 31 Décembre 2019 (31 Décembre 2018 : USD 11.6 million).

Ci-dessous les informations sur les revenus et dépenses annuels non approuvés par le Conseil de la Shari'a.

	2019		2018	
	<i>No.</i> <i>d'évènements</i>	<i>US \$'000</i>	<i>No.</i> <i>d'évènements</i>	<i>US \$'000</i>
Financement des actifs/activités non conformes à la Shari'ah	-	-	-	-
Défaillance procédurale dans l'exécution des transactions	-	-	-	-
Engagement de faire des donations à un fonds de charité pour défaut du débiteur	9	454	9	202
Intérêts sur anciens comptes avec les banques classiques	17	250	41	485
Autres événements (Solde b/f 2017)	-	-	-	10,923
Autres événements (Solde b/f 2018)	-	11,610	-	-
Autres événements- Transfert au Fonds de développement du commerce	2	(12,314)	-	-
Total		<u>-</u>		<u>11,610</u>

Au cours de l'exercice, la Société a transféré les bénéfices accumulés réalisés qui n'ont pas été approuvés par le comité Shari'ah à un nouveau fonds de développement de commerce.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111
 Bon pour authentification
 des états financiers traduits

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

20. PROFIL DES ÉCHÉANCES

Les actifs et passifs financiers selon leurs périodes de maturité ou leurs période prévu pour la conversion en espèces se présentent comme suit

2019

	<i>Période de maturité déterminée</i>				<i>Maturité</i>	<i>Total</i>
	<i>Moins de</i>	<i>3 à 12</i>	<i>1 à 5</i>	<i>Plus de 5</i>	<i>non</i>	
	<i>3 mois</i>	<i>mois</i>	<i>ans</i>	<i>ans</i>	<i>Déterminée</i>	
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Actifs						
Trésorerie et équivalent de Trésorerie	79,411	-	-	-	-	79,411
Placement de matières premières	280,000	-	-	-	-	280,000
Trade Murabaha Financement	243,460	348,837	6,608	-	-	598,905
Investissements en Sukuk	-	50,772	9,968	10,360	-	71,100
Total des actifs financiers	602,871	399,609	16,576	10,360	-	1,029,416
Passifs						
Due aux parties liées	4,080	-	-	-	-	4,080
Avance des clients	7,385	-	-	-	-	7,385
Total des passifs financiers	11,465	-	-	-	-	11,465
Engagements non décaissés (note 18)	-	-	-	-	-	413,348

2018

	<i>Période de maturité déterminée</i>				<i>Maturité</i>	<i>Total</i>
	<i>Moins de</i>	<i>3 à 12</i>	<i>1 à 5</i>	<i>Plus de 5</i>	<i>Période non</i>	
	<i>3 mois</i>	<i>mois</i>	<i>ans</i>	<i>ans</i>	<i>déterminé</i>	
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Actifs						
Trésorerie et équivalent de Trésorerie	191,526	-	-	-	-	191,526
Placement de matières premières	208,300	-	-	-	-	208,300
Trade Murabaha Financement	193,333	373,061	-	-	-	566,394
Investissements en Sukuk	-	-	24,444	27,788	-	52,232
Montant due des parties liées	797	-	-	-	-	797
Total actifs	593,956	373,061	24,444	27,788	-	1,019,249
Passifs						
Due aux parties liées	989	-	-	-	-	989
Avance des clients	1,720	-	-	-	-	1,720
Total passifs	2,709	-	-	-	-	2,709
Engagements non décaissés (note 18)	-	-	-	-	-	188,145

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

21. ACTIFS NETS EN MONNAIES ETRANGERES

	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Saudi Riyal	2,222	993
Euro	2,196	535
	<u> </u>	<u> </u>

22. AUTRES PRODUITS

	<i>2019</i>	<i>2018</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Pertes sur cessions d'actifs	-	(4)
Revenus de conseil et revenus divers	590	40
Total	<u>590</u>	<u>36</u>

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
 des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

23. CONCENTRATION DES ACTIFS FINANCIERS

La répartition géographique des actifs financiers est comme suit :

2019	<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>Matières premières à travers les banques</i>	<i>Investissements en Sukuk</i>	<i>Financement Trade Murabaha</i>	<i>Encaissements de la part des parties liées</i>	<i>Total</i>
	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>	<i>US \$'000</i>
Bahrain	-	55,000	-	-	-	55,000
Bangladesh	-	-	-	54,211	-	54,211
Burkina Faso	-	-	-	13,386	-	13,386
Comoros	-	-	-	5,291	-	5,291
Djibouti	-	-	-	5,905	-	5,905
Egypt	-	-	-	209,510	-	209,510
Gambia	-	-	-	9,198	-	9,198
Hong Kong	-	-	10,360	-	-	10,360
Indonesia	1,148	-	-	12,888	-	14,036
Kazakhstan	-	-	-	7,006	-	7,006
Kyrgyzstan	-	-	-	1,334	-	1,334
Kuwait	-	100,000	-	-	-	100,000
Maldives	-	-	-	10,195	-	10,195
Mali	-	-	-	77	-	77
Mauritania	-	-	-	14,400	-	14,400
Morocco	-	-	-	15,235	-	15,235
Nigeria	-	-	-	47	-	47
Pakistan	-	-	-	120,786	-	120,786
Qatar	-	90,000	-	-	-	90,000
Regional	-	15,000	-	-	-	15,000
Saudi Arabia	2,222	-	40,498	-	-	42,720
Senegal	-	-	-	32,573	-	32,573
Tajikistan	-	-	-	5,761	-	5,761
Togo	-	-	-	19,604	-	19,604
Tunisia	-	-	-	24,706	-	24,706
UAE	46	20,000	20,242	-	-	40,288
United Kingdom	75,995	-	-	-	-	75,995
Uzbekistan	-	-	-	36,791	-	36,791
TOTAL	79,411	280,000	71,100	598,904	-	1,029,415

AMC ERNST & YOUNG

★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification
 des états financiers produits

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

23. CONCENTRATION DES ACTIFS FINANCIERS (suite)

2018	<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>Matières premières à travers les banques</i>	<i>Financement Trade Murabaha</i>	<i>Investments à Sukuk</i>	<i>Encaissements de la part des parties liées</i>	<i>Total</i>
	<i>US \$ '000</i>	<i>US \$ '000</i>	<i>US \$ '000</i>	<i>US \$ '000</i>	<i>US \$ '000</i>	<i>US \$ '000</i>
Bahrain	11,589	22,800	-	-	-	34,389
Bangladesh	-	-	146,734	-	-	146,734
Burkina Faso	-	-	34,514	-	-	34,514
Cameroun	-	-	14,013	-	-	14,013
Chad	-	-	10	-	-	10
Comoros	-	-	10,260	-	-	10,260
Cote D'ivoire	-	-	4	-	-	4
Djibouti	-	-	9,784	-	-	9,784
Egypt	-	-	24,880	-	-	24,880
France	-	13,500	-	-	-	13,500
Gambia	-	-	445	-	-	445
Hong Kong	-	-	-	9,744	-	9,744
Indonesia	426	-	12,648	-	-	13,074
Jordan	-	-	1,268	-	-	1,268
Kazakhstan	-	-	7,390	-	-	7,390
Kuwait	-	42,000	-	-	-	42,000
Malaysia	24	1,400	-	-	-	1,424
Maldives	-	-	6,187	-	-	6,187
Mali	-	-	107	-	-	107
Mauritania	-	-	14,982	-	-	14,982
Morocco	-	-	30,750	-	-	30,750
Oman	-	-	-	18,043	-	18,043
Pakistan	-	-	105,700	-	-	105,700
Qatar	-	38,000	-	-	-	38,000
Regional	-	-	21,603	-	-	21,603
Saudi Arabia	993	33,600	-	19,516	797	54,906
Senegal	-	-	46,335	-	-	46,335
Sierra Leone	-	-	1,664	-	-	1,664
Tajikistan	-	-	8,498	-	-	8,498
Togo	-	-	8,675	-	-	8,675
Tunisia	-	-	51,365	-	-	51,365
UAE	-	57,000	7,840	4,929	-	69,769
United Kingdom	178,494	-	-	-	-	178,494
Uzbekistan	-	-	738	-	-	738
TOTAL	191,526	208,300	566,394	52,232	797	1,019,249

Les emplacements géographiques des actifs reflètent les pays dans lesquels les bénéficiaires des actifs sont situés

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers traduits*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

24. GESTION DES RISQUES

La gestion des risques de la Société est gouvernée par divers politiques de gestion des risques, procédures et directives. L'Agent de Gestion de Risque est chargée de traiter toutes politiques de gestion de risques, directives et procédures en vue de la réalisation d'un profil de risque faible, solide et durable pour la Société à travers l'identification, la mesure et le contrôle de tous les types de risques inhérents à ses activités. Le Comité de gestion de la Société est chargé d'examiner les politiques de gestion des risques, procédures et directives ainsi que définir le cadre de gestion des risques de la Société et l'appétit au risque, en vue de garantir la présence de contrôles appropriés pour tous les risques majeurs résultant de transactions financières de la Société.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier échouera d'honorer une obligation et va causer l'autre partie à subir une perte financière.

Pour toutes les classes d'actifs financiers détenus par la Société, le risque de crédit maximal à la Société correspond à leur valeur comptable comme indiqué dans le Bilan de l'Exercice. Les actifs qui exposent la Société au risque de crédit, sont principalement composés de placements de matières premières, Trade Murabaha Financement et l'investissement en Sukuk qui sont principalement couverts par des garanties souveraines et par des garanties de banques commerciales souveraines acceptables à la Société, conformément aux critères d'éligibilité spécifiques et d'évaluation des risques de crédit. En se basant sur les principes de la Société, Trade Murabaha Financement sont couverts, dans la plupart des cas, par des garanties souveraines des pays membres, ou par des garanties de banque commerciale provenant des sociétés avec des notations acceptables. La Société bénéficie d'un statut de créancier privilégié pour les Trade Murabaha Financement. Ce statut lui donne une priorité envers les autres créanciers en cas de défaut, ce qui forme une protection solide pour toutes pertes de crédit.

Le risque de crédit inclut les pertes potentielles résultant de l'incapacité ou la réticence d'une contrepartie (pays et institutions financières, clients, etc.) envers son obligation pour la Société. À cet égard, la Société a développé et a mis en place des politiques de crédit et des directives dans le cadre de gestion du risque de crédit pour donner des directives claires sur les différents types de financement.

Ces politiques sont clairement communiquées au sein de la Société afin de maintenir l'ensemble du profil et de l'appétit vis-à-vis du risque dans les paramètres établis par la direction. La formulation de la politique de crédit, la mise en place des limites de crédit, la surveillance des exceptions et les expositions de crédit, et la surveillance des fonctions effectués indépendamment par le RMO, qui a comme rôle de s'assurer que les lignes-métiers sont en ligne avec les paramètres de risque établis par le Conseil d'Administration et de la Direction.

Un élément important de la gestion du risque de crédit est l'établissement de la limite d'exposition à chaque bénéficiaire ou à un débiteur/groupe de débiteurs connectés. À cet égard, la Société a à sa disposition une structure de limite bien développée, se basant sur la capacité de crédit du bénéficiaire, le débiteur.

L'utilisation de systèmes de notation interne est utilisée pour évaluer si les différentes contreparties sont qualifiées à mener une relation d'affaires avec la Société. Tout en fournissant le financement à ses pays membres, la Société doit protéger ses intérêts en obtenant des garanties nécessaires pour le financement de ses opérations et doit s'assurer que les bénéficiaires concernés ainsi que les garants sont capables d'honorer leurs obligations envers la Société. En plus des moyens de réduction des risques ci-dessus, la Société a mis en place des critères d'évaluation des contreparties avec des limites structurées en ligne avec les meilleures pratiques bancaires.

Le Risque du pays implique les risques associés à la situation économique, sociale et politique du pays d'origine du bénéficiaire. Des directives ont été développées pour le contrôle de l'exposition de crédit spécifique au pays afin de protéger la Société contre tous risques imprévus. Les limites d'exposition de crédit spécifique aux pays sont déterminées et sont périodiquement revues et mis à jour en tenant en considération des développements macroéconomiques, financiers ainsi que d'autres développements dans les pays membres et leurs relations d'affaires avec la Société.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

Bon pour authentification des états financiers

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

24. GESTION DE RISQUE (suite)

b) Risques de marché

La Société est exposée aux risques de marché suivants :

i) Risque de changes

Les Risques de changes proviennent de la variation des taux de changes qui affecteront la valeur des actifs et passifs financiers libellés en devises étrangères. La société ne couvre pas son exposition aux devises étrangères à travers les instruments de couverture. La Société surveille la composition de ses actifs et passifs et ajuste les soldes régulièrement pour limiter son exposition aux variations de taux de change. La majorité des opérations de financement de la Société sont libellés en USD, qui correspond à la même devise dans laquelle sont libellés les ressources de la société - c'est-à-dire, les capitaux propres sont libellés en USD. Tout financement, effectués en devise autre que la devise fonctionnelle (i.e. USD), sont financés par des partenaires externes. La société ne participe pas dans les transactions de devises.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne pourra pas satisfaire ses besoins de financement. Pour se protéger contre ce risque, la société suit une approche prudente qui consiste à maintenir un niveau de liquidité élevée à travers des investissements en trésorerie et équivalent de trésorerie, placements en matières premières et en Financement du Commerce Murabaha avec une échéance à court terme de trois à douze mois. Le profil de liquidité des actifs et des passifs de la société a été présenté à la note 20.

iii) Risque de majoration

Le risque de majoration provient des changements en majoration qui affecteront la valeur des instruments financiers. La Société est exposée à la majoration sur ses investissements dans des placements de matières premières et sur son Financement de Commerce Murabaha. En ce qui concerne les actifs financiers, les rendements de la Société reposent sur une référence et donc varient selon les conditions du marché.

L'analyse de sensibilité a été déterminée, selon l'exposition aux taux de profits à la date de clôture et selon le changement qui aura lieu au début de l'année fiscale et maintenue durant toute la période fiscale. Un changement de 50 points de base est utilisé lors de la présentation interne du risque du taux de profit aux principaux dirigeants de la Société et ce changement de 50 points de base représente l'évaluation de la direction pour chaque changement possible dans les taux de profit.

À la date de clôture, si le taux de profit a été 50 points de base plus haut/plus bas et en même temps si toutes autres variables ont été constantes, le résultat net et les Capitaux Propres à la fin de la période, ne seront pas modifiés significativement.

c) Risque de non-conformité à la Sharj'ah :

La société définit le risque de non-conformité à la Sharj'ah comme le risque de pertes résultant du non-respect des règles et principes de la Sharj'ah tels que déterminés par le conseil de la Sharj'ah du groupe de la IsDB. La Société attache une grande valeur à la protection de ces opérations contre le risque de non-conformité à la Sharj'ah (RNCS). La conformité à la Sharj'ah fait partie intégrante de l'objectif de l'ITFC conformément à son statut. Par conséquent, la Société gère efficacement les RNCS en s'appuyant sur le cadre robuste de procédures et de politiques du Groupe de la IsDB. L'unité d'affaires ou de prise de risques, en tant que 1^{ère} ligne de défense, intègre une culture de conformité à la Sharj'ah, tandis que la fonction de conformité à la Sharj'ah du groupe IsDB sert comme une 2^{ème} ligne de défense pour gérer et surveiller stratégiquement la pré-exécution des RNCS des transactions / opérations. La fonction d'audit interne de la Sharj'ah du groupe IsDB fournit une assurance raisonnable indépendante en tant que 3^{ème} ligne de défense après l'exécution des transactions / opérations en adoptant une méthodologie d'audit interne de la Sharj'ah basée sur le risque.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003inis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
des états financiers audités*

SOCIETE INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE
NOTES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBER 2019 (5 JUMADA AL-AWWAL 1441H)

24. GESTION DE RISQUE (suite)

d) Justes valeurs des actifs et passifs financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans une transaction entre les participants du marché à la date de mesure. Les justes valeurs des actifs opérationnels ne sont pas significativement différentes de la valeur comptable qui figure dans les états financiers.

Niveau 1 : les prix cotés sur des marchés actifs pour le même instrument (c'est-à-dire sans aucune modification ou reconditionnement) ;

Niveau 2 : les prix cotés d'actifs et passifs similaires sur un marché actif ou autres techniques d'évaluation sur lequel tous les apports significatifs sont basé sur des données observables du marché ; et

Niveau 3 : techniques d'évaluation qui ne se base pas sur des données observables du marché.

	<i>Niveau 1</i> <i>US \$'000</i>	<i>Niveau 2</i> <i>US \$'000</i>	<i>Niveau 3</i> <i>US \$'000</i>
Pour la période terminée le 31 Décembre 2019			
Investissements en Sukuk	71,100	-	-
Pour la période terminée 31 Décembre 2018			
Investissements en Sukuk	52,232	-	-

Il n'y avait pas de transferts entre les niveaux au cours de la période (2018 : similaire).

25. INFORMATION SECTORIELLE

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les décisions d'allocation globale des ressources pour les différentes activités de développement de la société. Afin d'assurer des ressources suffisantes pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de développement, la Société s'engage activement dans la gestion de trésorerie et de liquidité. Les initiatives de développement sont menées par le biais d'un certain nombre de produits de Finance Islamique comme indiqué dans le Bilan de l'Exercice et sont financées à travers le capital de la Société. Etant donné que le Conseil d'Administration surveille la performance et la situation financière de la Société, sans distinguer entre les activités de développement et des activités auxiliaires soutenant les activités de gestion de liquidité ou de la répartition géographique de ses programmes de développement, la direction n'a pas identifié des segments opérationnels distincts selon la définition de FAS 22 « Information sectorielle ». En outre, les rapports internes fournis au Conseil d'Administration ne présentent pas d'information financière discrète en ce qui concerne les performances de la Société dans la mesure envisagée dans FAS 22. La répartition géographique des actifs financiers de la Société est présentée à la note 23.

AMC ERNST & YOUNG
 ★ Boulevard de la Terre ★
 Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
 Tél: 31 342 111

*Bon pour authentification
 des états financiers conclus*

07

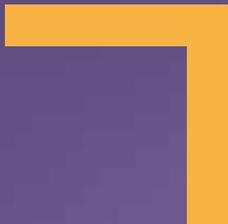


Annexes



Annexe 1

PROFIL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT



Création

La Banque islamique de développement (BID) est une institution financière internationale. L'Accord portant création de la BID a été adopté le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a officiellement démarré ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

Vision

La Banque islamique de développement s'emploie à devenir à l'horizon 1440 une banque de développement de classe mondiale, s'inspirant des principes islamiques, qui contribue largement à transformer le paysage du développement humain dans le monde musulman et à réaffirmer sa dignité.

Mission

Promouvoir le développement humain global, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que sont la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité des populations.

Membres

La BID compte 57 pays membres de par le monde. Tout pays aspirant à devenir membre, doit être affilié à l'Organisation de coopération islamique (OCI), verser la première tranche de sa participation au capital et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

Capital

Lors de sa 38ème réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a autorisé la 5ème augmentation générale du capital, ce qui a porté à 100 milliards de dinars islamiques le montant du capital autorisé et à 50 milliards celui du capital à souscrire. Aux termes de la même Résolution, le Conseil des Gouverneurs a autorisé l'appel de la portion exigible au titre de la 4ème augmentation générale. A la clôture de l'exercice 2018, le capital souscrit de la BID s'élevait à 50,2 milliards de dinars islamiques.

Groupe de la Banque islamique de développement

Le Groupe de la BID est composé de cinq entités, à savoir la Banque islamique de développement, l'Institut islamique pour la recherche et la formation, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, et la Société internationale islamique de financement du commerce.

Siège social et centres régionaux

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite, et dispose de onze centres régionaux à Abuja (Nigéria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Dubaï (Émirats arabes unis), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname) et Rabat (Maroc).

Exercice financier

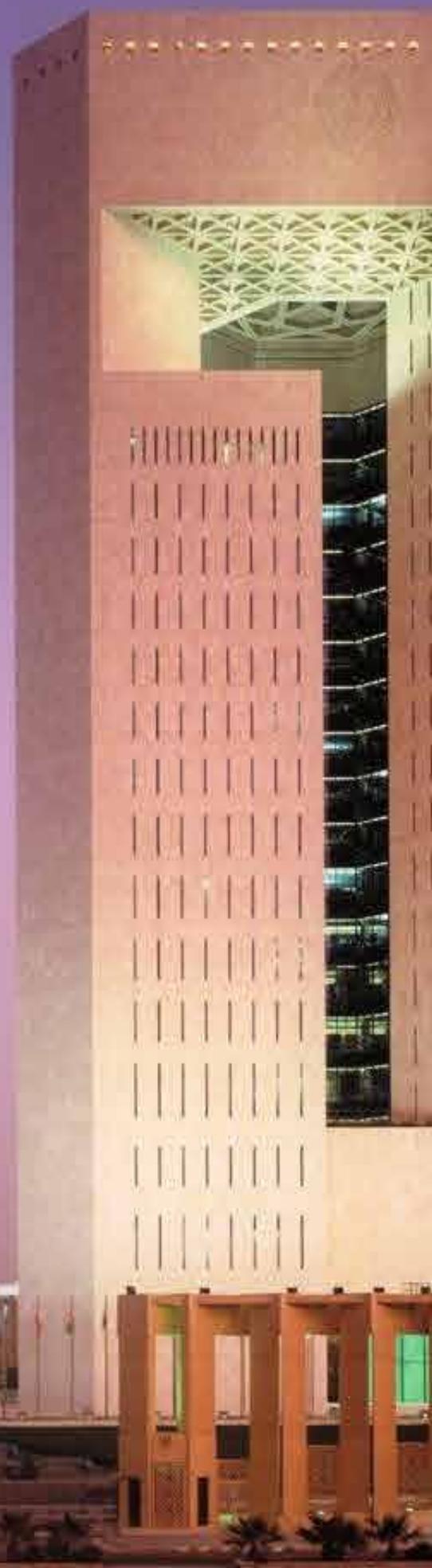
L'exercice financier de la BID correspondait à l'année lunaire hégirienne, mais à partir du 1^{er} janvier 2016, il fut changé pour correspondre à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 capricorne (1^{er} janvier) et se terminant le 10 capricorne (31 décembre de chaque année).

Unité de compte

L'unité de compte de la BID est le dinar islamique qui équivaut à un droit de tirage spécial du Fonds monétaire international.

Langue

La langue officielle de la BID est l'arabe, mais l'anglais et le français servent également de langues de travail.





Institut Islamique de la Recherche et la Formation (IRTI)

L'Institut Islamique de la Recherche et de la Formation (IIRF) a été créé en l'an 1401 (1981) comme instrument de recherche et de formation de la BID. L'IIRF joue un rôle primordial dans le soutien de la transformation du groupe de la BID en une organisation d'envergure internationale qui s'appuie sur la connaissance. Son mandat est de soutenir le développement et la promotion de l'industrie des services islamiques financiers dynamiques et complets pour renforcer le développement socio-économique des Pays membres de la BID. L'Institut effectue des recherches appliquées de pointe, des recherches de politique et s'engage à fournir des services de renforcement des capacités et de conseils dans le domaine économique et financier conforme à l'Islam. L'IIRF vise à devenir un centre de connaissances international dans le secteur économique et financier islamique en harmonie avec sa nouvelle vision. www.irti.org

La Société Islamique pour l'Assurance de l'Investissement et le Crédit à l'Exportation (ICIEC)

La SIACE a été créée en l'an 1415 H (1994) par la Banque islamique de développement (BID) et les Pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) comme entité indépendante au sein du groupe de la BID. Son mandat consiste à : (i) aider à augmenter l'étendue des opérations commerciales des Pays membres ; (ii) faciliter les flux d'investissements étrangers directs dans les Pays membres ; et (iii) proposer des moyens de réassurance aux agences de crédit à l'exportation des Pays membres.

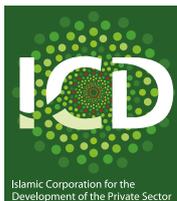


L'ICIEC répond à ces objectifs en proposant des crédits appropriés conformes à la charia ainsi que des instruments d'assurance contre les risques spécifiques aux pays et de réassurance. www.iciec.com

La Société Islamique pour le développement du secteur privé (ICD)

L'ICD a été fondée en l'an 1420 H (1999) en tant qu'entité indépendante au sein du groupe de la BID et a commencé ses activités depuis le 6 Rabi Thani de l'an 1421 (le 8 juillet 2000). La mission de l'ICD vient en complément du rôle joué par la BID au moyen du développement et de la promotion du secteur privé en tant que moteur de la croissance économique et de la prospérité des Pays membres.

Les principaux objectifs de l'ICD sont : (i) le soutien du développement économique de ses Pays membres en leur proposant des solutions de financement axées sur la promotion du développement du secteur privé conformément aux principes de la charia ; et (ii) le conseil aux gouvernements et aux sociétés privées pour encourager l'installation, le développement et la modernisation du secteur privé. www.icd-ps.org



Annexe 2

Informations sur les actionnaires de l'ITFC

Société Internationale Islamique de Financement du Commerce itfc

Capital souscrit, appelé, et libéré - Au 31/12/2019 (réparti par capital libéré)

Nombres d'actions

Sr. No.	Membre	Souscrit par actions	Pourcentage des actions Souscrites	Capitaux appelés par actions	Pourcentage des actions appelées	Actions libérées	Percent of Paid-up
1	Banque Islamique de Développement	26,637	31.075%	26,637	32.148%	26,637	35.895%
2	Arabie saoudite	14,557	16.982%	12,000	14.483%	12,000	16.171%
3	Fonds saoudien pour le Développement, Arabie Saoudite	6,065	7.075%	6,065	7.320%	6,065	8.173%
4	Koweït	4,821	5.624%	4,821	5.819%	4,821	6.497%
5	République de Turquie	3,536	4.125%	3,329	4.018%	3,329	4.486%
6	Fonds d'Investissements public, Arabie saoudite	3,000	3.500%	3,000	3.621%	3,000	4.043%
7	Malaisie	2,898	3.381%	2,898	3.498%	2,898	3.905%
8	Export Development Bank, Iran	2,500	2.917%	2,500	3.017%	2,486	3.350%
9	Egypte	1,513	1.765%	1,513	1.826%	1,513	2.039%
10	Nigeria	1,000	1.167%	1,000	1.207%	1,000	1.348%
11	Qatar	1,000	1.167%	1,000	1.207%	1,000	1.348%
12	Irak	850	0.992%	850	1.026%	850	1.145%
13	Pakistan	843	0.983%	843	1.017%	843	1.136%
14	Albaraka Islamic Bank, Bahreïn	818	0.954%	818	0.987%	818	1.102%
15	Faisal Islamic Bank of Egypt, Egypte	718	0.838%	718	0.867%	718	0.968%
16	Algérie	608	0.709%	608	0.734%	608	0.819%
17	Brunei Darussalam	582	0.679%	582	0.702%	582	0.784%
18	Tunisie	560	0.653%	560	0.676%	560	0.755%
19	Maroc	510	0.595%	510	0.616%	510	0.687%
20	Bank Mellat, Iran	500	0.583%	500	0.603%	500	0.674%
21	Indonésie	206	0.240%	206	0.249%	206	0.278%
22	Bangladesh	202	0.236%	202	0.244%	202	0.272%
23	Iran	8,692	10.140%	8,692	10.490%	192	0.259%
24	Bahreïn	185	0.216%	185	0.223%	185	0.249%
25	Syrie	185	0.216%	185	0.223%	185	0.249%
26	Palestine	184	0.215%	184	0.222%	184	0.248%
27	EAU	184	0.215%	184	0.222%	184	0.248%
28	Albaraka Investment Company, London	161	0.188%	161	0.194%	161	0.217%
29	Libye	139	0.162%	139	0.168%	139	0.187%
30	Jordanie	130	0.152%	130	0.157%	130	0.175%
31	Jordan Islamic Bank	118	0.138%	118	0.142%	118	0.159%
32	Bank Keshavarzi, Iran	100	0.117%	100	0.121%	100	0.135%
33	EN Bank, Iran	100	0.117%	100	0.121%	100	0.135%
34	Bank Melli, Iran	100	0.117%	100	0.121%	100	0.135%
35	Bank of Industry and Mine, Iran	100	0.117%	100	0.121%	100	0.135%
36	Yemen	100	0.117%	100	0.121%	99	0.133%
37	Côte d'Ivoire	85	0.099%	85	0.103%	85	0.115%
38	Soudan	93	0.108%	77	0.093%	77	0.104%
39	Burkina Faso	75	0.087%	75	0.091%	75	0.101%
40	Somalie	72	0.084%	72	0.087%	72	0.097%
41	Albaraka Turk Katılım Bankasi A.S.	69	0.080%	69	0.083%	69	0.093%
42	Liban	61	0.071%	61	0.074%	61	0.082%
43	Mozambique	60	0.070%	60	0.072%	60	0.081%
44	Bank Al baraka, Tunis	53	0.062%	53	0.064%	53	0.071%
45	Azerbaïdjan	50	0.058%	50	0.060%	50	0.067%
46	Bank Tejarat, Iran	50	0.058%	50	0.060%	50	0.067%
47	Benin	50	0.058%	50	0.060%	50	0.067%
48	Djibouti	50	0.058%	50	0.060%	50	0.067%
49	Gambie	50	0.058%	50	0.060%	50	0.067%
50	Ouganda	49	0.057%	49	0.059%	49	0.066%
51	Sénégal	48	0.056%	48	0.058%	48	0.065%
52	Mauritanie	100	0.117%	100	0.121%	33	0.045%
53	Nile Bank for Commerce & Dev. - Soudan	26	0.030%	26	0.031%	26	0.035%
54	Sudanese Islamic Bank, Soudan	26	0.030%	26	0.031%	26	0.035%
55	Tadamon Islamic Bank, Soudan	26	0.030%	26	0.031%	26	0.035%
56	Gabon	22	0.026%	22	0.027%	22	0.030%
57	République d'Ouzbékistan	50	0.058%	17	0.021%	17	0.023%
58	République du Kirgystan	50	0.058%	17	0.021%	17	0.023%
59	Surinam	50	0.058%	33.33	0.040%	17	0.022%
60	Cameroun	2	0.002%	2	0.002%	2	0.003%
61	Niger	50	0.058%	50	0.060%	-	0.000%
Sous-Total		85,719.00	100%	82,856.33	100%	74,207.73	100%

Annexe 3

Autorisations de financement du commerce pour les PMMD 2019

S. No	Pays	2019
1	Bangladesh	815.00
2	Burkina Faso	393.00
3	Comores	111.00
4	Djibouti	210.00
5	Gambie	55.00
6	Mali	72.00
7	Mauritanie	105.00
8	Sénégal	278.00
9	Togo	62.00
Total pour PMMD		2,101.00
Total des autorisations		5,841.00
%		35%

Annexe 4

Autorisations du Financement du commerce par secteur en 2019



Energie
4,449.00



Agroalimentaire
565.00



Finance
677.00



Autre
150.00



5,841.00

Annexe 5

2019 Autorisations de financement du commerce par produit

Marchandises	N°. d'Op.	Montant	(%)
Grains & Oléagineux	2	69.00	1.18%
Coton	2	222.00	3.80%
Sucre	1	10.00	0.17%
Autres produits alimentaires	10	264.00	4.52%
Pétrole	47	4,449.00	76.17%
Pharmaceutiques	1	25.00	0.43%
Autres produits chimiques	1	40.00	0.68%
Métaux	1	20.00	0.34%
Machinerie & Equipement	3	55.00	0.94%
Autres	16	687.00	11.76%
TOTAL	84	5,841.00	100%

P.O. Box 55335, Jeddah 21534, Royaume d'Arabie Saoudite.
T +966 12 646 8337 F +966 12 637 1064

www.itfc-idb.org



itfccorp

Membre du Groupe
de la Banque Islamique de Développement